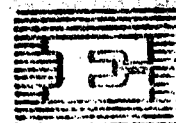


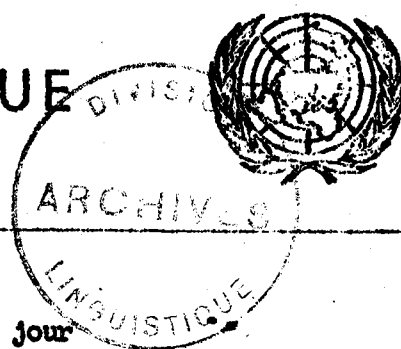
NATIONS UNIES

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/2377
20 mars 1953
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS



Quinzième session
Point 3 de l'ordre du jour

SITUATION ECONOMIQUE MONDIALE
APERCU DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE

Rapport du Secrétaire général

53-07430/2

AVANT-PROPOS

Le présent rapport a essentiellement pour objet de montrer comment les économies agricoles indigènes de l'Afrique tropicale s'adaptent progressivement à une économie d'échange et prennent ainsi place sur les marchés mondiaux. Cette évolution est peut-être l'aspect le plus caractéristique des modifications de structure qui exercent une influence profonde, non seulement sur les conditions économiques du moment, mais aussi sur les possibilités de développement économique des populations autochtones d'Afrique. Le rapport éclaire ainsi "la situation économique des habitants indigènes et de la population qui n'est pas de couleur blanche" en Afrique tropicale, l'une des questions que le Conseil économique et social, dans sa résolution 367 B (XIII), a prié le Secrétaire général d'étudier avec une attention particulière dans son rapport sur les faits nouveaux intervenus en Afrique dans le domaine économique. Le rapport n'étudie que les territoires d'Afrique tropicale situés au sud du Sahara qui comptent environ 140 millions d'habitants, soit près de 70 pour 100 de la population totale du continent africain. Les protectorats britanniques du Souaziland et du Bassoutoland mis à part, le seul pays situé au sud du Sahara qui soit presque entièrement en dehors de la zone tropicale est l'Union Sud-Africaine, que son développement industriel distingue des pays situés plus au nord. En raison de ses caractéristiques particulières, la partie de l'Afrique située au nord du Sahara mérite elle aussi une étude distincte.

L'étude des problèmes économiques de l'Afrique s'est généralement bornée, dans le passé, à celle des problèmes qui se posent dans le cadre de l'économie de marché, négligeant le plus souvent les économies de subsistance, sur lesquelles on manque à peu près complètement de données statistiques. Néanmoins, comme le problème central examiné dans le présent rapport a trait à la situation dans laquelle la production de subsistance évolue en une activité rémunérée en espèces ou est associée à cette forme d'activité, il a fallu adapter l'analyse économique aux exigences de ce problème. Pour cette raison, et aussi parce que les données statistiques nécessaires font généralement défaut, le rapport présente un caractère provisoire. On s'est efforcé d'y brosser un tableau aussi exact que possible de la situation, sur la base des renseignements existants. A mesure que ces renseignements se compléteront, il sera possible de combler de nombreuses lacunes

et de rendre compte plus exactement de l'évolution des conditions économiques des habitants de l'Afrique et, ainsi, de mieux répondre à la demande du Conseil économique et social mentionnée plus haut. Toutefois, les progrès dans ce sens seront nécessairement lents car il est assez rare que l'on recueille des données nouvelles, sauf, de temps à autre, à l'occasion d'enquêtes sur place. Le rapport a trait surtout à des populations qui ne participent que partiellement à l'économie de marché; or, comme on le verra dans les pages qui suivent, la plupart des statistiques officielles ne portent que sur les activités qui entrent dans le cadre de l'économie de marché; elles ne fournissent donc qu'une base précaire pour une analyse de ce genre.

En plus de cette analyse spéciales qui fait l'objet de la première partie, le rapport donne également, dans la deuxième partie, un bref aperçu des principaux faits nouveaux intervenus dans le commerce et la production de l'Afrique, considérée dans son ensemble, ainsi que des plans officiels de développement adoptés dans les territoires belges, britanniques et français.

Le présent rapport, publié conjointement avec le Rapport sur l'économie mondiale, 1951-52, continue la série d'études périodiques de la situation économique en Afrique présentées les années précédentes sous la forme de suppléments au Rapport sur l'économie mondiale, conformément aux résolutions 266 (X) et 367 B (XIII) du Conseil économique et social et dont la plus récente, l'Aperçu de l'évolution des conditions économiques en Afrique, a été publiée en avril 1952 comme supplément au Rapport sur l'économie mondiale, 1950-51.

EXPLICATION DES SIGNES EMPLOYES

Les signes suivants ont été employés dans l'ensemble du rapport :

Trois points (...) indiquent soit que l'on ne possède pas de renseignements, soit que les renseignements généraux dont on dispose ne donnent pas les détails voulus

Le tiret (—) indique que le montant est nul ou négligeable

Un blanc laissé dans un tableau indique que la rubrique ne concerne pas cette colonne

Le signe moins (-) placé devant un nombre indique un déficit ou une diminution

Le point (.) indique les milliers et les millions

La virgule (,) indique une décimale

La barre transversale (/) indique une campagne agricole ou un exercice financier, par exemple 1950/51

Le trait d'union (-) entre deux millésimes, par exemple 1934-38, indique généralement une moyenne annuelle pour la période considérée (y compris les années initiale et finale). Le mot "à" placé entre deux millésimes indique qu'il s'agit de la période tout entière, par exemple "1947 à 1951" signifie 1947 à 1951 inclusivement.

Sauf indication contraire, le terme "tonne" s'entend de la tonne métrique et le terme "dollar" du dollar des Etats-Unis d'Amérique.

La somme des montants détaillés ou des pourcentages ne correspond pas nécessairement au total indiqué, car les chiffres ont été arrondis.

On trouvera des renseignements sur les taux de change dans les numéros du Bulletin mensuel de statistique de l'Organisation des Nations Unies.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Première partie : Développement de l'économie de marché en Afrique tropicale	
1. Introduction	2
2. Répartition des terres et de la main-d'oeuvre entre la production de subsistance et la production marchande	11
Produits agricoles destinés à l'exportation ou à la consommation locale.....	11
Superficie des terres cultivées	14
Production marchande et production de subsistance	17
Ressources en main-d'oeuvre	24
3. Les processus de commercialisation	30
La production pour l'exportation dans l'économie agricole indigène	30
L'emploi contre salaire en dehors de l'économie agricole indigène	39
Ventes des produits de l'économie agricole indigène sur le marché local	45
Revenu monétaire provenant de la rémunération du travail et de la vente de produits	48
Tendances de la commercialisation	54
4. Conséquences des cultures marchandes et de l'emploi rémunéré...	56
Cultures marchandes	56
Emploi rémunéré	59
5. Problèmes que pose l'expansion du développement économique ...	63
Moyens de transport	64
Développement agricole	70
Ressources en main-d'oeuvre	72
Investissement de capitaux	75
Deuxième partie : Tendances récentes dans le commerce, la production et les plans de développement économique	
6. Exposé succinct des changements intervenus	78
7. Commerce extérieur	83
Exportations	84
Importations	86

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Page</u>
Evolution des échanges dans les différents territoires et régions d'Afrique	87
Soudan anglo-égyptien - Afrique orientale britannique -	
Afrique du Nord française - Congo belge et Ruanda-Urundi -	
Union Sud-Africaine - Territoires français de l'Afrique	
noire - Afrique centrale britannique	
Répartition géographique des échanges commerciaux	100
8. Progrès accomplis dans l'exécution des plans de développement	111
Congo belge	114
Territoires britanniques	116
Afrique du Nord française	119
Territoires français au Sud du Sahara	120

LISTE DES TABLEAUX

	<u>Page</u>
1. Classement des terres cultivées par les agriculteurs autochtones, 1947-50	15
2. Superficie des terres consacrées aux cultures destinées à l'exportation et aux cultures destinées à la consommation locale, 1947-50	16
3. Estimation de la superficie des terres consacrées à des cultures destinées au marché local, 1947-50	19
4. Superficie des terres consacrées à des cultures marchandes et à des cultures de subsistance, 1947-50	20
5. Destination des produits agricoles indigènes et répartition des terres cultivées par les agriculteurs autochtones	21
6. Chiffre moyen des Africains employés en dehors des économies agricoles indigènes, 1950	26
7. Population mâle employée dans la production commercialisée et la production de subsistance, 1950	28
8. Valeur totale et valeur par habitant des principales exportations de l'économie agricole indigène en 1950	32
9. Superficies plantées en cacaoyer, caféier, cotonnier et arachide, et principales régions productrices, 1948-50	36
10. Nombre des salariés africains employés en dehors de l'économie agricole indigène	40
11. Emploi de la main-d'oeuvre africaine : répartition par catégories principales	42
12. Revenu de l'économie agricole indigène provenant de la vente de ses produits et de la rémunération du travail, pour quatre territoires	51
13. Recettes provenant des exportations de produits indigènes d'origine agricole et pastorale, 1948-51, et montant total des salaires payés en 1950 pour cinq territoires	53
14. Augmentation de la valeur des échanges en 1951 par rapport à 1950	88
15. Afrique orientale britannique : répartition, en valeur, des importations (non compris les réexportations), classées par grandes catégories, 1950 et 1951	90
16. Afrique du Nord Française : répartition, en valeur, des exportations classées par grandes catégories, 1949 à 1951	92

LISTE DES TABLEAUX (suite)

	<u>Page</u>
17. Union Sud-Africaine. : augmentation des importations de biens de consommation, ainsi que de biens d'équipement et de matériaux destinés aux producteurs, enregistrée en 1951 par rapport à 1950.....	97
18. Echanges commerciaux des territoires français avec les pays n'appartenant pas aux zones franc, sterling et dollar, 1950 et 1951.....	101
19. Echanges commerciaux des territoires britanniques avec la zone sterling et les pays n'appartenant pas à la zone sterling (à l'exclusion des Etats-Unis) 1950 et 1951.....	104
20. Echanges commerciaux des territoires britanniques avec l'Allemagne, l'Italie et le Japon en 1950 et 1951.....	106

ANNEXE STATISTIQUE

I. Production des principaux produits agricoles, par grand pays producteur, 1949 à 1951.....	124
II. Production des principaux minéraux, par grand pays producteur, 1949, 1950 et 1951.....	134
III. Valeur en dollars des importations et des exportations, par régions, 1948 à 1952.....	140
IV. Valeur des importations et des exportations de quelques pays en monnaie locale, 1948 à 1952.....	143
V. Importations des principales marchandises, par région, 1950 et 1951.....	151
VI. Exportations des principales marchandises, par région, 1950 et 1951.....	159
VII. Commerce de certains pays avec la métropole, 1950 et 1951.....	167

ANNEXE STATISTIQUE (suite)

	<u>Page</u>
VIII. Commerce avec les Etats-Unis.....	172
IX. Union Sud-Africaine : Commerce avec les pays d'Afrique, 1950 et 1951.....	175
X. Union Sud-Africaine : Transactions internationales, 1949, 1950 et 1951.....	176
XI. Union Sud-Africaine : Financement des transactions inter- nationales par région, 1949, 1950 et 1951.....	177
XII. Congo belge et Ruanda-Urundi : Crédits budgétaires affectés à l'exécution du plan décennal, 1948 à 1952.....	178
XIII. Congo belge et Ruanda-Urundi : Crédits, dépenses engagées et dépenses effectives au titre du plan décennal au 31 décembre 1950 et au 31 décembre 1951.....	179
XIV. Congo belge et Ruanda-Urundi : Crédits, dépenses engagées et dépenses effectives au titre du plan décennal, par grande catégorie, 1950 et 1951.....	180
XV. Territoires britanniques : Plans de développement approuvés au 31 mars 1952.....	181
XVI. Afrique du Nord française : Dépenses au titre du plan de développement, 1951 et 1952.....	182
XVII. Afrique du Nord française : Dépenses budgétaires et dépenses hors budget au titre des plans de développement, 1949 à 1952.....	183
XVIII. Territoires français situés au sud du Sahara : engagements de dépenses prévues et dépenses effectives au titre des plans de développement, 1950 à 1952.....	184

PREMIERE PARTIE

DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE DE MARCHE EN AFRIQUE TROPICALE

Chapitre premier

INTRODUCTION

Du point de vue du développement économique, le fait le plus marquant dans presque toute l'Afrique tropicale est que les autochtones sont en train de passer d'un système où ils dépendaient à peu près complètement d'activités dites "de subsistance" à un système dans lequel ils prennent part à diverses formes d'activité rémunérée en espèces. Il se peut que cette évolution ait des répercussions profondes sur les économies agricoles indigènes, ainsi que sur les conditions économiques et le niveau de vie des autochtones, mais il est malaisé d'en mesurer l'étendue, en partie parce qu'il n'existe pas de statistiques des salaires, des prix, de l'emploi et du volume des échanges, mais surtout parce que ces données, même quand elles existent, ne peuvent guère s'appliquer à l'ensemble d'une population qui, en majeure partie, ne produit encore que pour sa subsistance.

Au début du XXème siècle, les économies indigènes de l'Afrique tropicale étaient presque exclusivement des économies de subsistance dans lesquelles échanges et monnaie jouaient un rôle insignifiant. Aujourd'hui, en revanche, rares sont les communautés indigènes dont les membres ne réalisent pas quelques revenus en espèces, soit en vendant des produits agricoles, soit en louant leurs services moyennant salaire. Pendant et depuis la deuxième guerre mondiale, l'influence de l'économie de marché dans l'Afrique tropicale s'est beaucoup étendue.^{1/} Un grand nombre d'habitants ont un revenu en espèces et les activités rémunérées en espèces ont tendance à jouer un plus grand rôle dans la vie économique de l'individu.

L'économie de marché s'est développée surtout sous l'impulsion que lui ont donnée l'expansion des exportations de produits primaires, agricoles et minéraux, et l'établissement d'administrations centrales qui ont apporté à la collectivité des services publics de plus en plus étendus fondés sur des systèmes fiscaux permanents. Ces deux phénomènes sont apparus surtout au

^{1/} Pour désigner le stade d'évolution qui se caractérise par le passage d'une activité de subsistance à une activité d'échanges fondée sur un système monétaire, on a préféré l'expression "économie de marché" à l'expression "économie monétaire" qui laisserait supposer qu'il existe un système monétaire parfaitement développé dans lequel les habitudes d'épargne et d'investissement sont assez évoluées, ce qui n'est pas encore le cas dans l'Afrique tropicale.

cours des quarante dernières années. Avant 1900, la part que l'Afrique tropicale prenait au commerce mondial était vraiment infime; la très grande majorité des échanges se faisaient avec l'Afrique occidentale.

Depuis le dernier quart du XIX^{ème} siècle, les pouvoirs publics ont joué un rôle important dans cette évolution : ils ont encouragé les autochtones à se créer des revenus en espèces en pratiquant les cultures marchandes ou en exerçant un emploi rémunéré. La nécessité de faire face aux charges fiscales imposées par les administrations centrales a puissamment contribué, au début, à encourager ces activités. Son rôle demeure important, mais d'autres facteurs au nombre desquels il faut citer le désir d'acquérir des biens que le commerce a rendu familiers et la pression que l'accroissement démographique exerce sur les ressources en terres ont probablement pris aujourd'hui davantage d'importance. En outre, les pouvoirs publics encouragent les cultures marchandes en application de leur politique agricole qui a pour objet d'améliorer les méthodes de culture et de maintenir la production alimentaire à un niveau suffisant. Les dépenses entraînées par la deuxième guerre mondiale, puis par le développement de l'après-guerre, ainsi que l'augmentation des recettes d'exportation, ont contribué, au cours des dernières années, à accélérer le rythme auquel les économies agricoles indigènes se sont trouvées entraînées dans des activités rémunérées en espèces. ^{2/}

^{2/} Dans cette étude, l'expression "économie agricole indigène" désigne les activités économiques qui s'exercent dans le cadre de la structure sociale indigène de chaque territoire. L'économie agricole indigène se distingue ainsi de l'activité économique organisée et dirigée par des entreprises non indigènes. L'économie agricole indigène et l'économie non indigène constituent à elles deux l'économie du territoire. Ce procédé d'analyse est commode et, comme il est indiqué dans les pages suivantes, les rapports entre économies agricoles indigènes et économies non indigènes ainsi définies varient d'un territoire à l'autre et sont partout en voie d'évolution. Puisque l'objet principal du présent travail est d'étudier les moyens par lesquels les ressources en terres et en main-d'oeuvre des économies agricoles indigènes s'adaptent à une économie de marché, les travailleurs migrants autochtones, employés dans des secteurs non indigènes de l'économie territoriale, sont considérés comme faisant partie des économies agricoles indigènes. Les travailleurs employés dans des secteurs non indigènes de l'économie et qui ont cessé d'être migrants devraient être considérés comme appartenant à l'économie non indigène.

Bien que le revenu en espèces soit devenu, pour la plupart des autochtones de l'Afrique tropicale, le soutien indispensable d'un niveau de vie stable, il n'est encore le moyen d'existence principal que d'une faible partie de la population. Pour la plupart des habitants, le moyen d'existence essentiel est, non l'activité rémunérée en espèces, mais la production agricole de subsistance.

Pour comprendre les effets de la situation qui règne en Afrique tropicale sur la condition économique des habitants, il faut examiner trois questions, savoir : a) dans quelle mesure les ressources en terres et en main-d'oeuvre des économies agricoles indigènes se sont commercialisées; ^{3/} b) quels sont les moyens qui ont permis de combiner les activités rémunérées en espèces et les activités de subsistance; c) quelles sont les principales conséquences de cette évolution et les conditions principales d'une commercialisation plus poussée. Les deux premières de ces questions sont examinées aux chapitres 2 et 3, tandis que la troisième fait l'objet des chapitres 4 et 5.

Pour étudier ces questions dans le présent rapport, on a envisagé le développement d'une économie de marché dans l'Afrique tropicale presque exclusivement du point de vue de ses effets sur les économies agricoles indigènes. En conséquence, on n'a tenu compte des entreprises non indigènes et des activités des pouvoirs publics que dans la mesure où elles ont contribué à orienter l'exploitation des ressources en terres et en main-d'oeuvre des économies indigènes vers une production destinée aux échanges.

Les entreprises non autochtones ont exercé une influence considérable. Elles ont généralement effectué d'importants investissements pour les transports, les installations énergétiques et autre équipement nécessaire à l'exploitation des ressources minérales et des autres ressources naturelles

^{3/} Le terme "commercialisation" est employé ici pour désigner le processus par lequel la production destinée aux échanges remplace la production de subsistance.

créant ainsi une demande de main-d'oeuvre, de denrées alimentaires et d'autres produits de l'agriculture indigène. L'existence de moyens de transports a permis aux économies agricoles indigènes de produire à la fois pour le marché d'exportation et pour le marché intérieur. Une autre conséquence, et non la moindre, de l'influence exercée par les entreprises non indigènes a été l'apparition, sur le marché africain, de nouveaux biens de consommation.

Si l'influence des entreprises non indigènes s'est partout exercée de façon à accroître la commercialisation des économies indigènes, on constate cependant des différences profondes d'une région à l'autre. Dans l'Afrique orientale et centrale, l'installation de colons non autochtones a entraîné l'aliénation de nombreuses terres. Les autochtones ayant vu diminuer ainsi les superficies cultivables dont ils disposaient, ils ont été poussés, dans certains cas, notamment au Kenya et en Rhodésie du Sud, à chercher plus activement encore un emploi hors de l'économie de subsistance dans laquelle ils vivaient.

En ce qui concerne les pouvoirs publics, on a déjà indiqué l'importance historique de l'influence des systèmes administratifs et fiscaux centralisés sur le désir des autochtones de se créer des revenus en espèces. De façon plus concrète, les pouvoirs publics ont amorcé et ont fait progresser le développement économique en encourageant les cultures marchandes et l'amélioration des méthodes de culture, en effectuant des investissements dans les installations d'intérêt public et dans les industries ainsi qu'en assurant divers services d'ordre économique et social. Dans tous les territoires, l'Administration emploie une fraction importante de la population active.

Les modalités selon lesquelles les économies agricoles indigènes sont adaptées à l'économie de marché dépendent en grande partie des débouchés offerts. D'une manière générale, on peut distinguer deux modes d'évolution: il arrive, d'une part, que les économies agricoles indigènes produisent elles-mêmes des marchandises qu'elles mettent en vente et, d'autre part, que des travailleurs appartenant à ces économies cherchent des emplois rémunérés au dehors. Les deux types d'activité coexistent jusqu'à un certain point dans tous les territoires. L'activité rémunérée prédomine dans les territoires où les

produits de l'industrie minérale et de l'agriculture non indigène constituent les exportations les plus importantes : c'est le cas au Congo belge, au Kenya, en Rhodésie du Nord, en Rhodésie du Sud et au Tanganyika. Dans les territoires qui comptent un certain nombre de colons non autochtones, les investissements de capitaux ont été, en grande partie, orientés vers le développement de l'économie non indigène, de sorte que l'élément le plus demandé des ressources dont disposaient les économies agricoles indigènes a été leur main-d'oeuvre.

La demande croissante de main-d'oeuvre dans tous ces territoires a, en outre, attiré des travailleurs migrants d'autres territoires, notamment le Nyassaland et le Ruanda-Urundi, où il a été impossible, en partie à cause de la pression démographique qui s'exerce sur les ressources en terres, de mettre en oeuvre, à un degré suffisant, d'autres formes d'activité rémunérée en espèces.

Dans les économies agricoles indigènes où les cultures marchandes ou l'emploi rémunéré dominant, la spécialisation absolue est l'exception et non la règle. Le nombre des travailleurs venant des économies agricoles indigènes qui sont entièrement tributaires des gains en espèces qu'ils réalisent en dehors de ces économies représente une fraction minime du nombre total des travailleurs salariés dont la plupart sont des travailleurs migrants qui n'ont pas rompu tous les liens avec la communauté agricole dont ils sont originaires. La spécialisation dans les cultures marchandes a pris beaucoup d'ampleur dans les régions de l'Afrique occidentale qui sont productrices de cacao; elle est moins répandue dans les régions de l'Afrique orientale où l'on produit le café. Ailleurs, les activités rémunérées en espèces, dans les économies agricoles indigènes, ont été le plus souvent adaptées au système existant qui reste organisé avant tout pour la production de subsistance.

Il est évident que, pour progresser davantage, les économies agricoles indigènes devront accroître leur production destinée à la vente puisque c'est seulement en poussant la division du travail au delà de ce qu'exige la production de subsistance qu'il est possible d'accroître notablement la productivité. A cet égard, de nombreuses régions de l'Afrique tropicale ont

atteint une étape critique. L'analyse ci-après tend à montrer que, vu le système de culture actuel, il est impossible que les économies agricoles indigènes qui se trouvent à proximité de marchés accroissent sensiblement leur production destinée à la vente. L'augmentation de cette production suppose, par conséquent, l'extension des moyens de transport et des possibilités de vente qui en découlent, ainsi que l'amélioration des méthodes de culture actuelles. De vastes régions de l'Afrique tropicale, qui comptent une population très nombreuse, ne sont pas en mesure d'atteindre à une production commercialisable de quelque importance à cause de l'absence, de l'insuffisance ou du coût élevé des transports. Comme il est indiqué ci-après, les pouvoirs publics de tous les territoires de l'Afrique tropicale reconnaissent qu'il importe de développer les transports. Les dépenses afférentes aux transports constituent le poste le plus important dans plans officiels de mise en valeur de la plupart des territoires. Toutefois, une grande partie de ces dépenses a pour objet d'accroître la capacité des moyens de transport existants sans les étendre beaucoup à de nouvelles régions. Il faudrait une étude beaucoup plus détaillée pour déterminer la mesure dans laquelle les améliorations envisagées pourraient étendre les zones d'échange rémunérateur, qu'il s'agisse des exportations ou du commerce intérieur. Quoi qu'il en soit, il n'est guère douteux que l'extension des moyens de transport, surtout par la construction de routes, soit une des conditions essentielles à remplir pour amener un développement appréciable du commerce intérieur.

Si le problème immédiat que pose le progrès des économies agricoles indigènes consiste à les faire participer plus largement à une économie de marché, il faut songer aussi à résoudre un problème à plus longue échéance: celui du maintien et de l'accroissement de la productivité dans l'agriculture, d'où la nécessité de prendre immédiatement des mesures pour lutter contre la tendance à une baisse de la productivité imputable à tout un ensemble de causes. A certains égards, le processus de commercialisation a hâté l'usure des sols et, si l'on n'arrête pas ce phénomène, il est probable que son rythme s'accélérera. Dans plusieurs cas, l'introduction de cultures marchandes a réduit la durée de la jachère, provoqué l'épuisement de la terre et, par suite,

une diminution du rendement. Dans les cas où des travailleurs migrants ont quitté en masse les économies agricoles indigènes, ce mouvement a souvent eu des effets nocifs sur la production et sur les méthodes de culture et il a créé un cercle vicieux dans lequel l'exode de la main-d'oeuvre diminue la productivité, tandis que la baisse de la productivité accroît encore l'empresement avec lequel des travailleurs cherchent un emploi rémunéré.

Une amélioration profonde des techniques agricoles n'est possible que dans le cadre d'une production organisée en économie de marché. L'encouragement à l'amélioration des méthodes de culture et les moyens d'améliorer ces méthodes dépendent dans une grande mesure de la création de revenus en espèces. C'est sur cette considération que reposent tous les plans de développement agricole mis en application par les pouvoirs publics dans l'Afrique tropicale, qu'il s'agisse de projets de grande envergure, comme celui de Gezira dans le Soudan anglo-égyptien et comme le plan du Niger en Afrique occidentale française, ou de plans de moindre envergure, tels que la culture collective au Kenya et au Congo belge et le plan de Zande dans le Soudan anglo-égyptien. Tous ces plans ont en commun un trait essentiel : ils combinent l'encouragement des cultures marchandes avec des mesures propres à améliorer les méthodes de culture et à accroître le rendement.

Les investissements en capital dans les économies agricoles indigènes ont été insignifiants. L'augmentation de la production destinée à la vente, dans ces économies, dépendait largement des moyens de transport créés à l'aide de capitaux extérieurs à des fins généralement autres que le développement de l'agriculture indigène. Il est peu probable que les économies agricoles indigènes attirent de l'extérieur un courant important de capitaux privés. Il apparaît aussi que, malgré l'accroissement de l'épargne au cours des dernières années, le volume des capitaux locaux ne suffira probablement qu'à assurer un développement très lent. Pour que le développement prenne une cadence assez rapide, il faudrait que soient conjugués l'initiative des pouvoirs publics et l'apport du capital extérieur.

Si des entreprises telles que l'extension des moyens de transport et les plans de développement agricole de grande envergure entraînent automatiquement de lourdes dépenses de capital, bien d'autres formes de développement n'exigent que des investissements modiques. L'amélioration des méthodes de culture, qui suppose l'introduction de techniques telles que le labour selon les courbes de niveau, l'assolement judicieux, l'amélioration des semences et l'aménagement du régime foncier, n'exige pas de gros investissements, mais elle impose des changements dans les habitudes sociales qui sont fonction de l'éducation et de l'expérience. Ces changements demandent du temps et il est peu probable qu'ils soient acceptés sans encouragements appropriés. Il est assez vain d'apprendre à l'agriculteur à produire un excédent s'il ne peut l'écouler avec profit. Par conséquent, la cadence à laquelle il sera possible de mettre en pratique des méthodes de culture perfectionnées dépendra dans une très grande mesure du rythme auquel les débouchés s'étendront. Cette expansion peut naître de l'action que les améliorations apportées aux transports, à l'organisation du marché et aux méthodes de culture exerceront les unes sur les autres.

Il va de soi que le développement futur peut être influencé, dans une mesure considérable par la découverte de ressources nouvelles ou par des progrès techniques qui permettent l'exploitation économique de ressources jusqu'ici inutilisées. Le champ des études géologiques s'est étendu au cours des dernières années et dans leurs plans de développement, tous les pouvoirs publics en ont reconnu la nécessité. Quelques nouveaux projets concernant les ressources minérales sont en cours ou seront bientôt entrepris, notamment en ce qui concerne l'exploitation du minerai de fer au Libéria, des gisements de plomb au Tanganyika, de cuivre en Ouganda et de bauxite dans la Côte de l'Or. La découverte de moyens de lutte efficaces contre la mouche tsé-tsé et la trypanose ouvrirait à la culture et à l'élevage de grandes étendues de terres inutilisées dans de nombreuses régions de l'Afrique tropicale. Il existe aussi bien des régions où des plans de conservation de l'eau et des ouvrages d'irrigation permettraient d'augmenter la superficie des terres cultivables et d'appliquer des méthodes de culture plus intensive.

Cette évolution pourrait amener de nouveaux investissements importants de capitaux extérieurs et l'accroissement de la demande de main-d'oeuvre appartenant aux économies agricoles indigènes ajouterait aux forces qui sont déjà à l'origine de l'usure des sols et de la baisse de la productivité. Dans ces conditions, il serait plus urgent encore d'étudier les conséquences qu'auraient ces faits nouveaux sur les économies agricoles indigènes, ainsi que les mesures nécessaires pour améliorer leurs techniques de culture.

Chapitre 2

REPARTITION DES TERRES ET DE LA MAIN-D'OEUVRE ENTRE LA PRODUCTION DE SUBSISTANCE ET LA PRODUCTION MARCHANDE

Il ne fait pas de doute que, dans les économies agricoles indigènes de l'Afrique tropicale, les terres et la main-d'oeuvre dont l'emploi est productif sont, dans une grande mesure, affectées à la production de subsistance. Si l'on veut se faire une idée précise de l'état actuel du développement économique de l'Afrique tropicale et des possibilités de développement de cette région, il faut connaître la répartition des terres et de la main-d'oeuvre entre les activités rémunérées en espèces et les activités de subsistance. Pour une étude de ce genre, les renseignements statistiques sont très peu nombreux, mais ils permettent de tirer, à titre provisoire, certaines conclusions.^{1/}

Produits agricoles destinés à l'exportation ou à la consommation locale

Les plus importants des produits cultivés par les agriculteurs autochtones dans certains territoires de l'Afrique tropicale sont énumérés ci-après. On les a classés, d'après les chiffres de production et d'exportation les plus récents, en trois catégories : les produits destinés entièrement, ou presque, à l'exportation, les produits destinés à l'exportation et à la consommation locale et les produits destinés entièrement, ou presque, à la consommation locale.^{2/}

^{1/} Les statistiques de base utilisées à cette fin sont les estimations officielles de la superficie des terres consacrées aux différentes cultures, de la production, des recettes d'exportation et, dans certains cas, de la valeur des produits agricoles vendus sur place. On a utilisé aussi des statistiques démographiques bien qu'elles soient, en général, trop incomplètes pour qu'on puisse en tirer des conclusions générales. L'étude statistique porte essentiellement sur l'Afrique équatoriale française, l'Afrique occidentale française, le Congo belge, la Côte de l'Or, le Kenya, la Nigeria, l'Ouganda et la Rhodésie du Sud. Ces territoires, qui constituent une grande partie de l'Afrique tropicale, ont un caractère suffisamment représentatif pour permettre d'appliquer à l'ensemble de la région les conclusions que l'on peut tirer de leur étude.

^{2/} Les renseignements à l'appui de cette liste figurent dans le tableau 5.

PRODUITS AGRICOLES, PAR CATEGORIE

I. Produits agricoles destinés principalement à l'exportation

Cacao : Afrique occidentale française, Congo belge, Côte de l'Or, Nigeria

Café : Afrique occidentale française, Congo belge, Ouganda

Caoutchouc : Congo belge, Nigeria

Coton : Afrique équatoriale française, Ouganda

II. Produits agricoles destinés à l'exportation et à la consommation locale

Arachides : Afrique occidentale française, Congo belge, Nigeria

Coton : Congo belge, Kenya, Nigeria

Huile de palme : Afrique équatoriale française, Congo belge, Nigeria

Sesame : Nigeria

III. Produits destinés principalement à la consommation locale

Arachides : Afrique équatoriale française, Côte de l'Or, Ouganda, Rhodésie du Sud

Bananes : Afrique occidentale française, Congo belge, Côte de l'Or, Ouganda

Céréales (non désignées plus bas) : Afrique occidentale française, Congo belge

Coton : Afrique occidentale française, Rhodésie du Sud

Haricots et pois : Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française, Congo belge, Ouganda, Rhodésie du Sud

Igname : Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française, Côte de l'Or, Nigeria

Igname de cocotier : Côte de l'Or, Nigeria

Maïs : Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française, Congo belge, Côte de l'Or, Kenya, Nigeria, Ouganda, Rhodésie du Sud

Manioc : Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française, Congo belge, Kenya, Nigeria, Ouganda

Millet et sorgho : Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française, Congo belge, Côte de l'Or, Kenya, Nigeria, Ouganda, Rhodésie du Sud

Patates douces : Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française, Congo belge, Côte de l'Or, Ouganda

Riz : Afrique équatoriale française, Afrique occidentale française, Congo belge, Nigeria

Sésame : Afrique équatoriale française, Côte de l'Or, Ouganda

On peut constater que certains produits figurent sous plusieurs rubriques de la liste. Ainsi, en Afrique équatoriale française et dans l'Ouganda, le coton est cultivé uniquement pour l'exportation, mais en Nigeria et au Congo belge, une fraction importante de la récolte est consommée sur place. De même, en Nigeria, les arachides sont partie exportées, partie consommées sur place, mais dans l'Ouganda elles sont surtout l'objet d'une production de subsistance. Parmi les produits d'exportation, le cacao et le café offrent des exemples de denrées produites par des régions qui se spécialisent dans les cultures marchandes, où la production de subsistance est faible et qui importent de grandes quantités de produits alimentaires. Dans certains territoires producteurs, le coton est en partie exporté et en partie consommé sur place. Toutefois, si l'on considère l'ensemble de la région, la majeure partie de la récolte de coton est exportée.

Parmi les produits classés dans la deuxième catégorie, le coton est, de plus en plus, utilisé par des usines textiles locales, dont certaines sont modernes, notamment en Afrique occidentale française, au Congo belge et en Nigeria. En Nigeria et dans d'autres régions de l'Afrique occidentale, le coton est aussi traité par l'artisanat autochtone traditionnel. Pour ce qui est des cultures vivrières, la production d'arachides et d'huile de palme joue un rôle important dans de nombreuses régions. Une grande partie de l'huile utilisée sur place ne fait sans doute l'objet d'aucun échange commercial. Dans la mesure où les produits de cette deuxième catégorie sont consommés sur place, la vente et l'utilisation directe par le producteur interviennent toutes deux.

La troisième catégorie, celle des produits consommés sur place, comprend toutes les denrées alimentaires importantes, à l'exception de l'huile de palme et des arachides. En général, les produits de cette catégorie ne sont pas cultivés pour la vente; il s'agit de cultures de subsistance et leur production absorbe la plus grande partie des terres et de la main-d'oeuvre employées dans l'agriculture de l'Afrique tropicale.

Lorsque ces produits entrent dans le circuit du marché, il arrive qu'ils soient échangés sur place, en petites quantités, dans le cadre d'une économie de subsistance. Mais, ce qui est plus important, c'est qu'ils satisfont la demande assez faible, mais croissante, de la population non agricole employée dans les mines, l'industrie et autres branches d'activité et, parfois, la demande des producteurs agricoles qui cultivent surtout des produits d'exportation.

Superficie des terres cultivées

On trouvera dans le tableau 1^{3/}, un résumé des estimations officielles de la superficie des terres affectées aux principales cultures dans les différents territoires. Ces données montrent l'importance relative des terres consacrées aux cultures classées dans les trois catégories énumérées plus haut.

Il ressort du tableau 1 que, pour l'ensemble de la région, la superficie des terres consacrées à la culture de produits destinés entièrement à l'exportation est relativement faible. Si l'on considère chacun des territoires, la fraction de la superficie totale des terres qui est consacrée à la culture des produits destinés à l'exportation dépasse, en Afrique équatoriale française, dans la Côte de l'Or et dans l'Ouganda, la moyenne de l'ensemble de la région. Le pourcentage est très faible au Congo belge, en Afrique équatoriale française et en Nigeria; dans le Kenya et la Rhodésie du Sud, ces cultures sont pratiquement inexistantes. Les produits dont des quantités appréciables sont d'une part consommées sur place et d'autre part exportées présentent une importance considérable au Congo belge et dans la Nigeria, mais une importance moindre en Afrique occidentale française. Pourtant, sauf dans la Côte de l'Or, la superficie des terres consacrées à la culture de produits destinés à la consommation locale représente au moins 70 pour 100 de la superficie totale des terres cultivées.

Dans le tableau 2, les données qui figurent dans le tableau 1 sont présentées d'une autre manière afin de distinguer la superficie totale des terres consacrées aux cultures destinées à l'exportation et celle des terres consacrées aux cultures destinées à la consommation locale. Pour déterminer la répartition des terres comprises dans la deuxième catégorie du tableau 1 en terres consacrées aux cultures d'exportation et en terres affectées aux cultures destinées à la consommation locale, on a supposé que le rapport entre la superficie des terres consacrées aux cultures d'exportation et la superficie totale est égal au rapport entre les quantités exportées et le total de la production.^{4/}

^{3/} Pour plus de détail, voir le tableau 5.

^{4/} Ce qui suppose que le rendement moyen par unité de surface est le même pour les cultures qui sont destinées à l'exportation et pour celles qui ne le sont pas.

Tableau 1. Classement des terres cultivées par les agriculteurs autochtones, 1947-50
(milliers d'hectares)

Territoire et période	Produits destinés à l'exportation		Produits destinés à l'exportation et à la consommation locale		Produits destinés principalement à la consommation locale		Superficie totale
	Superficie	Pourcentage de la superficie totale	Superficie	Pourcentage de la superficie totale	Superficie	Pourcentage de la superficie totale	
Afrique équatoriale française, a/ 1948-50	297	21	25	2	1.065	77	1.387
Afrique occidentale française, a/ 1947-49	305	3	1.487	16	7.796	81	9.588
Congo belge, 1947-50	49	2	587	27	1.577	71	2.213
Côte de l'Or, 1950	728	45	...	...	884	55	1.612
Kenya b/ 1947-50	-	-	18	5	352	95	370
Nigeria, 1950/51	242	3	1.891	22	6.494	75	8.627
Ouganda, 1948-50	700	28	-	-	1.835	72	2.535
Rhodésie du Sud, 1950	-	-	-	-	912	100	912
Total	2.321	8	4.008	15	20.915	77	27.244

Sources : Nations Unies, réponse du Gouvernement belge au questionnaire relatif au plein emploi, pour la période 1951 et 1952; Chambre des députés, Rapport sur l'administration de la colonie du Congo belge (Bruxelles), 1950; Ministère des affaires économiques de Belgique, Annuaire statistique de la Belgique et du Congo belge, 1951, vol. 72 (Bruxelles), 1952; Ministère des territoires de la France d'outre-mer, Annuaire statistique de l'Union française, Outre-mer, vol. 1 (Paris), 1951; Nations Unies, Renseignements provenant des territoires non autonomes, résumé des renseignements transmis par le Gouvernement du Royaume-Uni, 1951; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Statistiques agricoles et alimentaires; Institut national des affaires économiques, Annuaire statistique de l'Union française, décembre 1939-1949; Central African Statistical Office, Report on the Sample Census of African agriculture, of Southern Rhodesia (Salisbury), juillet 1951; Nigeria, Département de la Statistique, Report on the Sample Census of Agriculture, 1950-51.

a/ Y compris une petite superficie cultivée par la population non autochtone.

b/ Coton, maïs, manioc, millet et sorgho.

Tableau 2. Superficie des terres consacrées aux cultures destinées à l'exportation et aux cultures destinées à la consommation locale, 1947-50
(milliers d'hectares)

Territoires et périodes	Superficie des terres consacrées aux cultures destinées à l'exportation		Superficie des terres consacrées aux cultures destinées à la consommation locale	
	Superficie	Pourcentage de la superficie totale	Superficie	Pourcentage de la superficie totale
Afrique équatoriale française ^{a/} , 1948-50	305	22	1.082	78
Afrique occidentale française ^{a/} , 1947-49	844	9	8.744	91
Congo belge, 1947-50	372	17	1.841	83
Côte de l'Or, 1950	728	45	884	55
Kenya ^{b/} , 1947-50	9	2	361	98
Nigeria, 1950/51	1.416	16	7.211	84
Ouganda, 1948-50	700	28	1.835	72
Rhodésie du Sud, 1950	-	-	912	100
Total	4.374	16	22.870	84

Sources : Voir tableau 1.

^{a/} Y compris une petite superficie cultivée par la population non autochtone. On a supposé que la superficie totale des terres consacrées à des cultures d'exportation et à des cultures destinées à la consommation locale, telle qu'elle est indiquée dans la troisième colonne du tableau 1, se répartit entre ces deux catégories de cultures suivant le rapport qui existe entre le volume des exportations de ces produits et la production totale.

^{b/} Coton, maïs, manioc, millet et sorgho.

Pour l'ensemble de la région, la superficie des terres consacrées aux cultures d'exportation est relativement faible; elle représente environ 16 pour 100 de la superficie totale des terres cultivées. Il existe, entre les territoires, d'importantes différences, mais c'est uniquement dans la Côte de l'Or que la superficie des terres consacrées aux cultures d'exportation représente plus de 30 pour 100 de la superficie totale. En Afrique équatoriale française, dans la Côte de l'Or et dans l'Ouganda, le rapport entre la superficie des terres consacrées à des cultures d'exportation et la superficie totale est nettement supérieur à la moyenne de l'ensemble de la région.

Production marchande et production de subsistance

Le produit des terres qui figurent, dans le tableau 1, sous la rubrique "Produits destinés à la consommation locale" est en partie écoulé sur le marché local et en partie consommé par les producteurs. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure ces terres sont consacrées, d'une part, aux cultures marchandes et, d'autre part, aux cultures de subsistance car, dans la plupart des cas, on en est réduit à des conjectures pour ce qui est des quantités vendues sur les marchés locaux. Toutefois, dans le cas du Congo belge et de l'Ouganda, il existe, pour les produits agricoles les plus importants, des estimations officielles de la production totale et des quantités vendues. Par un procédé analogue à celui que l'on a utilisé pour composer le tableau 2 d'après les données du tableau 1, on a établi, de manière approximative, des estimations de la superficie des terres consacrées respectivement aux cultures marchandes et aux cultures de subsistance.

Au Congo belge, le rapport entre la superficie des terres consacrées à des cultures destinées au marché local et la superficie totale des terres cultivées est assez élevé (25 à 30 pour 100); dans l'Ouganda, au contraire, il est faible (moins de 5 pour 100). Le chiffre indiqué pour le Congo belge représente sans doute le maximum pour l'ensemble des territoires de la région; le chiffre donné pour l'Ouganda constitue un minimum. On peut, sur cette base, classer les territoires en trois grandes catégories, suivant le rapport entre la superficie des terres consacrées à des cultures destinées au marché local et la superficie totale des terres cultivées :

De 20 à 30 pour 100 : Congo belge, Côte de l'Or, Nigeria

De 10 à 20 pour 100 : Afrique occidentale française, Kenya, Rhodésie du Sud

Moins de 10 pour 100: Afrique équatoriale française, Ouganda.

Dans le tableau 3, on a réparti les territoires entre ces trois catégories d'après les renseignements d'ordre qualitatif que l'on possède. Sur la base des pourcentages ainsi établis, on a calculé, pour chaque territoire, la superficie des terres consacrées à des cultures destinées au marché local et, pour l'ensemble de la région, le rapport entre la superficie des terres consacrées à des cultures destinées au marché local et la superficie totale.

Il ressort des estimations présentées dans le tableau 3 que, pour l'ensemble de la région, le rapport entre la superficie des terres consacrées à des cultures destinées au marché local et la superficie totale varie entre un minimum de 13 pour 100 et un maximum de 23 pour 100.

On trouvera dans le tableau 4 une récapitulation des estimations présentées jusqu'ici.

Le classement des terres cultivées qui figure dans le tableau 4 fait ressortir que, dans trois territoires, l'Afrique équatoriale française, la Côte de l'Or et l'Ouganda, la superficie des terres consacrées à des cultures d'exportation est plus grande que la superficie des terres consacrées à des cultures destinées au marché local. Pour ce qui est des autres territoires, la production destinée à l'exportation est moins importante que la production destinée au marché local. Dans la Côte de l'Or et en Nigeria, les cultures destinées à l'exportation et au marché local couvrent une partie importante de la superficie totale des terres cultivées.

Dans tous les territoires, à l'exception de la Côte de l'Or, l'agriculture de subsistance occupe 60 pour 100, au moins, de la superficie totale des terres cultivées. Dans l'ensemble de la région, 34 pour 100 de la superficie totale des terres cultivées sont consacrés à la production marchande (destinée à la fois à l'exportation et au marché local); si l'on considère les limites supérieure et inférieure indiquées au tableau 4, ce pourcentage varie entre 30 et 40 pour 100. En d'autres termes, la superficie des terres consacrées à la production de subsistance représente de 60 à 70 pour 100 de la superficie totale des terres cultivées de l'Afrique tropicale.

On trouvera dans le tableau 5 ci-après, les données de base qui ont servi à l'établissement des tableaux 1 à 4.

Tableau 3. Estimation de la superficie des terres consacrées à des cultures destinées
au marché local, 1947-50

(milliers d'hectares)

Territoires et périodes	Superficie totale des terres cul- tivées	Superficie des terres consacrées principalement à des cultures destinées au marché local		
		Minimum	Pourcentage de la super- ficie totale	Pourcentage de la super- ficie totale
Afrique équatoriale française, 1948-50	1.387	-	-	10
Afrique occidentale française, 1947-49	9.588	959	10	20
Congo belge, 1947-50	2.213	443	20	30
Côte de l'Or, 1950	1.612	322	20	30
Kenya, 1947-50	370	37	10	20
Nigeria, 1950	8.627	1.725	20	30
Ouganda, 1948-50	2.535	-	-	10
Rhodésie du Sud, 1950	912	91	10	20
Total	27.244	3.577	13	23

Source : Voir le tableau 1. Pour la méthode d'estimation, voir le texte.

Tableau 4. Superficie des terres consacrées à des cultures marchandes et à des cultures de subsistance, 1947-50
(pourcentage de la superficie totale)

Territoire et période	Superficie des terres consacrées principalement à des cultures marchandes		Superficie des terres consacrées principale- ment à des cultures de subsistance	
	Marché local a/	Exportation Ensemble		
Afrique équatoriale française, 1948-50	5	22	27	73
Afrique occidentale française, 1947-49	15	9	24	76
Congo belge, 1947-50	25	17	42	58
Côte de l'Or, 1950	25	45	70	30
Kenya, 1947-50	15	2	17	83
Nigeria, 1950	25	16	41	59
Ouganda, 1948-50	5	28	33	67
Rhodésie du Sud, 1950	15	-	15	85
Total	18	16	34	66

Source : Voir le tableau 1.

a/ Moyennes arithmétiques des limites supérieure et inférieure indiquées dans le tableau 3.

Tableau 5. Destination des produits agricoles indigènes et répartition des terres cultivées par les agriculteurs autochtones
(milliers d'hectares)

Catégorie et culture	Superficie	Catégorie et culture	Superficie
<u>Afrique équatoriale française, 1948-50</u>		<u>Afrique occidentale française, (suite)</u>	
<u>Produits destinés principalement à l'exportation :</u>		<u>Produits destinés principalement à la consommation locale :</u>	
Cacao	2	Bananes	82
Café	15	Haricots et pois	652
Coton	280	Ignames	165
Total ...	297	Maïs	726
<u>Produits destinés à l'exportation et à la consommation locale :</u>		Manioc	222
Produits dérivés de l'huile de palme ^{a/}	25 ^{b/}	Millet et sorgho	4.952
Total ...	25	Patates douces	54
<u>Produits destinés principalement à la consommation locale :</u>		Riz	697
Arachides	155 ^{b/}	Autres céréales (fonio)	246
Maïs	16	Total	7.796
Manioc	82	Total général	9.588
Millet et sorgho	767		
Patates douces, ignames et taros	17	<u>Congo belge, 1948-50</u>	
Pois et haricots	9	<u>Produits destinés principalement à l'exportation :</u>	
Riz	16	Café	5
Sésame	3	Caoutchouc	25
Total ...	1.065	Urène lobée	19
Total général ...	1.387	Total	49
<u>Afrique occidentale française, 1947-49</u>		<u>Produits destinés à l'exportation et à la consommation locale :</u>	
<u>Produits destinés principalement à l'exportation :</u>		Arachides ^{b/}	217
Cacao ^{c/}	119	Coton ^{g/}	314
Café ^{c/}	186	Produits dérivés de l'huile de palme ^{h/}	56
Total ...	305	Total	587
<u>Produits destinés à l'exportation et à la consommation locale :</u>		<u>Produits destinés principalement à la consommation locale :</u>	
Arachides ^{d/}	1.211	Bananes	264
Coton ^{e/}	276	Maïs	311
Total ..	1.487	Manioc	598
		Patates douces	52
		Pois et haricots	116
		Riz	142
		Autres céréales	94
		Total	1.577
		Total général	2.213

Catégorie et culture	Superficie	Catégorie et culture	Superficie
<u>Côte de l'or, 1950</u>			
<u>Produits destinés principalement à l'exportation :</u>			
Cacao	728		
Total ...	728		
<u>Produits destinés à l'exportation et à la consommation locale :</u>			
<u>Produits destinés principalement à la consommation locale :</u>			
Arachides	53		
Bananes	124		
Haricots secs	16		
Ignames de cocotier	77		
Maïs	140		
Manioc	80		
Millet et sorgho	309		
Noix de coco	6		
Patates douces et ignames	59		
Riz	20		
Total ..	884		
Total général	1.612		
<u>Kenya, 1947-50</u>			
<u>Produits destinés principalement à l'exportation :</u>	-		
<u>Produits destinés à l'exportation et à la consommation locale :</u>			
Coton i/.....	18		
<u>Produits destinés principalement à la consommation locale :</u>			
Maïs	329		
Manioc	13		
Millet et sorgho	10		
Total ..	352		
Total général	370		
<u>Nigeria, 1950-51</u>			
<u>Produits destinés principalement à l'exportation :</u>			
Cacao	242		
Total ..	242		
<u>Nigeria (suite)</u>			
<u>Produits destinés à l'exportation et à la consommation locale :</u>			
Arachides j/.....	412		
Coton i/.....	377		
Graines de sésame k/.....	49		
Produits dérivés de l'huile de palme l/.....	1.053		
Total ...	1.891		
<u>Produits destinés principalement à la consommation locale :</u>			
Ignames	1.234		
Ignames de cocotier	315		
Maïs	809		
Manioc	999		
Millet et sorgho	2.966		
Riz	171		
Total ...	6.494		
Total général	8.627		
<u>Ouganda, 1948-50</u>			
<u>Produits destinés principalement à l'exportation :</u>			
Café	669		
Coton	631		
Total ...	700		
<u>Produits destinés à l'exportation et à la consommation locale :</u>	-		
<u>Produits destinés principalement à la consommation locale :</u>			
Arachides	136		
Bananes	320		
Haricots divers	177		
Maïs	125		
Manioc	200		
Millet	571		
Patates douces	207		
Sésame	99		
Total ...	1.835		
Total général	2.535		

Catégorie et culture	Superficie
<u>Rhodésie du Sud, 1948-49</u>	
<u>Produits destinés principalement à l'exportation :</u>	-
<u>Produits destinés à l'exportation et à la consommation locale :</u>	-
<u>Produits destinés principalement à la consommation locale :</u>	
Arachides	46
Sorgho commun	139
Cultures mixtes	114
Maïs	274
Millet et sorgho	439
Munga	164
Pois et haricots	19
Céréales secondaires	306
Rupoko	133
Autres produits	22
Total m/...	912
Total général	912

Sources : Voir le tableau 1.

- a/ 30 pour 100 de la production totale sont exportés; y compris l'huile de palme et l'équivalent en huile des amandes palmistes.
- b/ 1950
- c/ Y compris une petite superficie cultivée par des agriculteurs non autochtones.
- d/ 20 pour 100 de la production totale sont exportés.
- e/ 40 pour 100 de la production totale sont exportés.
- f/ 80 pour 100 de la production totale sont exportés.
- g/ 10 pour 100 de la production totale sont exportés.
- h/ Plantations indigènes uniquement. On suppose que 90 pour 100 de cette production sont exportés. On ne possède pas d'estimations de la superficie des terres où poussent des palmiers sauvages.
- i/ 50 pour 100 de la production totale sont exportés.
- j/ 75 pour 100 de la production totale sont exportés.
- k/ 90 pour 100 de la production totale sont exportés.
- l/ 60 pour 100 de la production totale sont exportés; y compris l'huile de palme et l'équivalent en huile des amandes palmistes.
- m/ Le total se rapporte à la superficie des terres cultivées et non aux superficies couvertes par les récoltes levées qui seraient plus grandes car il y a, pour certaines cultures, plusieurs récoltes par an.

Ressources en main-d'oeuvre

L'importance relative de la production de subsistance et de la production commercialisée dans les économies agricoles indigènes de l'Afrique tropicale joue un rôle de premier plan tant au point de vue des ressources en main-d'oeuvre qu'au point de vue de la superficie des terres cultivables. Pour évaluer la fraction de la main-d'oeuvre totale qui intervient dans la production de marché, il faut tenir compte à la fois de la main-d'oeuvre indigène qui n'est pas employée dans l'agriculture et de celle qui est occupée dans la production agricole commercialisée.

Dans les économies agricoles indigènes, la main-d'oeuvre n'est ni homogène ni spécialisée et, partant, elle est difficile à classer. Bien des travaux sont effectués par des femmes et certains le sont par des enfants; cependant, les pratiques suivies à cet égard varient totalement d'une région à l'autre. En outre, lorsque l'économie des collectivités agricoles devient plus commerciale, il peut se produire de profonds changements dans la répartition de la population active en hommes et femmes. Dans les économies agricoles indigènes, assez peu de personnes sont employées uniquement à des activités non agricoles et, le plus souvent, l'agriculture constitue leur principale activité. Ainsi, dans la Nigeria et dans d'autres régions de l'Afrique occidentale, de nombreuses personnes, surtout des femmes, exercent une activité commerciale, ou toutes sortes de métiers artisanaux, tout en prenant une part active à la production agricole. Ensemble, les activités non agricoles peuvent représenter un nombre considérable d'heures de travail.

Le manque d'homogénéité et de spécialisation, comme aussi l'absence de statistiques, empêchent de mesurer le rapport entre la main-d'oeuvre occupée à des activités de subsistance et celle qui est occupée à des activités rémunérées en espèces. Il y a cependant des raisons de croire que, dans l'agriculture indigène, la quantité moyenne de main-d'oeuvre (mesurée en journées-travailleurs) par unité de terre cultivée ne doit pas être très différente dans la production de subsistance et dans la production destinée à la vente. A défaut de renseignements plus précis, on peut donc supposer que, dans les économies agricoles indigènes, la main-d'oeuvre se répartit sensiblement de même manière que les terres entre la production de subsistance et la production destinée à la vente.

Cette considération touchant la production agricole vaut aussi pour les activités pastorales. Dans la plupart des régions de l'Afrique tropicale, où le bétail occupe une place importante dans la vie économique de la population indigène, l'élevage pour la vente n'est pas très important. Pour beaucoup de tribus pastorales, la vente des cuirs et peaux, qui est la principale, sinon la seule source de revenus monétaires qu'elles tirent du bétail, est liée à l'économie de subsistance. Dans certains cas cependant, notamment dans la Nigeria du Nord et dans la Rhodésie du Sud, on élève du bétail pour la boucherie. Toutefois, si, en Afrique, l'agriculture tropicale est fortement influencée par la production pour l'exportation, la production commerciale des produits de l'élevage autres que les cuirs et peaux est destinée au marché intérieur. Etant donné le développement relativement faible de ce marché et la grande importance sociale que de nombreuses tribus pastorales attachent au bétail, il paraît probable que le temps de travail consacré à la production de subsistance est au moins aussi élevé dans l'élevage que dans l'agriculture.

On connaît par les statistiques officielles le nombre approximatif des salariés qui, tout en appartenant pour la plupart aux économies agricoles indigènes, sont occupés en dehors de ces économies. Puisque le présent exposé est consacré à la répartition de la main-d'oeuvre entre la production commerciale et la production non commerciale, on peut faire abstraction du mouvement de main-d'oeuvre qu'implique le travail des migrants et ne considérer que le chiffre moyen des personnes employées à un moment donné. Le tableau 6 donne, pour chacun des huit territoires de l'Afrique tropicale, le chiffre moyen des personnes employées à des activités rémunérées en dehors des économies agricoles indigènes.

Tableau 6. Chiffre moyen des Africains employés
en dehors des économies agricoles indigènes, 1950
(milliers de personnes)

Territoire	Nombre total des hommes de plus de 15 ans ^{a/}	En possession d'emploi	
		Nombre	Pourcentage du nombre total des hommes de plus de 15 ans
Afrique équatoriale française.....	1.253	190	15
Afrique occidentale française.....	4.898	244	5
Congo belge.....	3.241	962	30
Côte de l'Or.....	1.219	184	15
Kenya.....	1.500	368	25
Nigeria.....	6.943	258	4
Ouganda.....	1.405	171	12
Rhodésie du Sud ^{b/}	493	196	40
Total	20.952	2.573	12

Source : Nations Unies, Renseignements provenant des territoires non autonomes, Résumé des renseignements transmis en 1951 par les Gouvernements de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni; réponse de la Belgique au questionnaire sur le plein emploi et les questions connexes, pour la période 1951-1952. Ministère des colonies du Royaume-Uni, An Economic Survey of the Colonial Territories, 1951, vol. III (Londres 1952); Eugène Guernier, Encyclopédie coloniale et maritime : Afrique occidentale française, vol. I (Paris, 1949); Central African Statistical Office, National Income and Social Accounts of Southern Rhodesia, 1946-1951 (Salisbury, 1952); Côte de l'Or, Ministère des finances, A Survey of Some Economic Matters (Accra, 1952); Rhodésie du Sud, Comparative Survey of Native Policy in Southern Rhodesia, Northern Rhodesia and Nyasaland (Londres, 1952).

a/ Chiffre calculé d'après les estimations officielles de la population totale en supposant que pour chaque groupe de 3,6 personnes, on compte un homme âgé de plus de 15 ans.

b/ Africains de la Rhodésie du Sud.

Les pourcentages donnés au tableau 6 indiquent pour chaque territoire le rapport entre le chiffre moyen des salariés et le chiffre total de la population mâle âgée de plus de 15 ans. Lorsque les statistiques officielles ne distinguent pas entre hommes et femmes, on a supposé que tous les salariés étaient des hommes. Cette supposition n'est pas de nature à modifier sensiblement les résultats : on sait en effet que, dans les territoires où la distinction n'est pas établie, le nombre des femmes occupant des emplois rémunérés en dehors des économies agricoles indigènes est peu élevé.

D'après le tableau, il existe de grandes différences d'un territoire à l'autre en ce qui concerne le rapport entre la main-d'oeuvre rémunérée employée en dehors des économies agricoles indigènes et les disponibilités totales en main-d'oeuvre. Ce rapport semble assez faible dans la Nigeria et dans l'Afrique occidentale française, où environ 4 et 5 pour 100 respectivement des habitants mâles âgés de plus de 15 ans sont à tout moment employés à des activités rémunérées. Les activités rémunérées sont beaucoup plus importantes dans la Rhodésie du Sud, où elles occupent 40 pour 100 environ de la population mâle de plus de 15 ans. C'est aussi le cas au Congo belge et au Kenya.

La main-d'oeuvre totale exerçant des activités productives dans les économies agricoles indigènes comprend des hommes de plus de 15 ans d'une part, des femmes et des enfants d'autre part; le nombre des hommes de plus de 15 ans qui constituent la main-d'oeuvre disponible dans ces économies égale à peu près celui de la population indigène mâle totale de plus de 15 ans de chaque territoire, déduction faite des personnes occupées en dehors de ces économies, puisque ces dernières sont presque toujours des hommes. Si pour chaque territoire, ce dernier nombre est soustrait du total, on peut avoir une idée assez exacte du nombre des hommes de plus de 15 ans occupés dans les économies agricoles indigènes. On a émis plus haut l'opinion que la main-d'oeuvre totale des économies agricoles indigènes se répartissait vraisemblablement entre la production destinée à la vente et la production de subsistance dans un rapport sensiblement égal à celui des terres cultivées. On peut aussi supposer que ce rapport est le même pour les hommes qui restent occupés dans les économies agricoles indigènes.

Si l'on admet ces hypothèses, on peut évaluer la répartition des hommes de plus de 15 ans entre la production destinée à la vente et la production de subsistance, en prenant pour base les pourcentages relatifs à la répartition des terres qui sont donnés au tableau 4. Le tableau 7 donne le résultat de ces calculs pour huit territoires.

Tableau 7. Population mâle employée dans la
production commercialisée et la production de subsistance, 1950
(en pourcentage du chiffre total de la population mâge de plus de 15 ans)

Territoire	Production commercialisée			Production de subsistance
	Dans les économies indigènes	En dehors de ces économies (salariés)	Total pour la produc- tion com- mercialisée	
Afrique équatoriale française.....	23	15	38	62
Afrique occidentale française.....	23	5	28	72
Congo belge.....	29	30	59	41
Côte de l'Or.....	60	15	75	25
Kenya.....	13	25	38	62
Nigeria.....	39	4	43	57
Ouganda.....	29	12	41	59
Rhodésie du Sud.....	9	40	49	51
Total	30	12	42	58

Note : Pour l'établissement de ce tableau, on a fait la moyenne des limites supérieures et inférieures des éléments du tableau 4. Pour plus de détails sur la manière dont les chiffres ont été obtenus, voir les explications données dans le texte.

Le tableau 7 montre que, pour l'ensemble de la région, le chiffre moyen des travailleurs occupés à des activités rémunérées à un moment donné représente environ 42 pour 100 de la population mâle de plus de 15 ans et que 58 pour 100 environ de cette population sont occupés dans la production de subsistance. Des 42 pour 100 qui sont rémunérés, 12 pour 100 environ sont employés en dehors des économies agricoles indigènes.

Si l'on examine les territoires séparément, la Côte de l'Or et le Congo belge accusent, pour la production destinée à la vente, des pourcentages sensiblement supérieurs à la moyenne de l'ensemble de la région. En Afrique occidentale française seulement, le pourcentage semble être très inférieur à la moyenne.

Le caractère du travail rémunéré est très différent suivant les territoires. Aux deux extrémités se trouvent la Nigeria - où le travail rémunéré en dehors de l'économie agricole indigène est relativement peu important mais où la production destinée à la vente dans cette économie joue un très grand rôle - et la Rhodésie du Sud - où le travail rémunéré en dehors de l'économie agricole indigène occupe environ 40 pour 100 du chiffre total de la population de plus de 15 ans, alors que la production destinée à la vente dans cette économie est relativement faible. Au Congo belge, tant la production commercialisée à l'intérieur de l'économie agricole indigène que les activités rémunérées en dehors de cette économie sont relativement importantes.

Chapitre 3

LES PROCESSUS DE COMMERCIALISATION ^{1/}

Les activités lucratives qui font actuellement entrer l'économie agricole indigène des pays de l'Afrique tropicale dans le cadre de l'économie de marché comprennent en général soit la vente des produits de cette économie agricole, soit l'emploi contre salaire dans des entreprises ne relevant pas de cette économie. La production marchande de l'économie agricole indigène peut être destinée soit à l'exportation, soit à la vente à l'intérieur de chaque territoire. Il existe des statistiques relatives à l'exportation et à l'emploi, mais on ne dispose que de renseignements très fragmentaires concernant la vente des produits de l'agriculture indigène sur le marché intérieur. C'est pourquoi l'étude de la production pour l'exportation et de l'emploi contre salaire précède la section qui traite de la vente des produits sur le marché local.

La production pour l'exportation dans l'économie agricole indigène

Bien que, pour l'ensemble de l'Afrique tropicale, l'exportation des produits de l'économie agricole indigène soit très importante, il existe à cet égard des différences sensibles suivant les territoires. Certains n'exportent qu'une faible quantité des produits de l'agriculture indigène; c'est nettement le cas du Kenya, de la Rhodésie du Nord et de la Rhodésie du Sud. Au contraire, la production pour l'exportation joue un rôle important dans l'économie agricole indigène, ou du moins dans une importante partie de cette économie en ce qui concerne le Congo belge, l'Afrique Equatoriale Française, l'Afrique Occidentale Française, la Côte de l'Or, la Nigéria et l'Ouganda.

^{1/} Comme il a déjà été indiqué, le terme "commercialisation" désigne le processus par lequel la production en vue de l'échange se substitue à la production de subsistance.

Le tableau 8 donne la valeur totale et la valeur par habitant des principales exportations de l'économie agricole indigène pour chacun des territoires où ces exportations occupent une place importante. On trouvera dans la deuxième colonne du tableau le pourcentage que représentent ces exportations par rapport aux exportations totales de chaque territoire.

Il n'a pas été tenu compte des exportations de produits indigènes d'importance secondaire, sauf dans les totaux à partir desquels les pourcentages indiqués dans la seconde colonne ont été calculés. Ces exportations n'atteignent d'ailleurs pas une valeur élevée et, si elles étaient comprises, cela ne modifierait pas sensiblement les chiffres.

Il existe des écarts très forts dans la valeur des principales exportations par habitant; cette valeur va en effet de 36 dollars en Côte de l'Or à 5 dollars en Afrique Equatoriale Française et le chiffre de la Côte de l'Or est deux fois et demie celui de l'Ouganda, qui le suit immédiatement. En Côte de l'Or, en Ouganda, en Afrique Equatoriale Française et en Nigeria, les exportations de produits de l'économie agricole indigène représentent plus de 80 pour 100 du montant total des exportations. En revanche, au Congo belge, ces exportations ne constituent que 27 pour 100 du montant total.

Bien que les produits exportés soient peu nombreux, ils correspondent à des modes de production très différents. Dans les cas du cacao, du café et de l'huile de palme, la spécialisation dans la production pour le marché est fréquemment très poussée; dans de vastes régions, des cultivateurs en nombre élevé sont donc maintenant obligés d'acheter les denrées alimentaires et les autres produits indispensables à l'existence.

A cet égard, les conditions physiques et techniques qu'exige la production d'une denrée peuvent jouer un rôle déterminant. Le mode de culture le plus répandu parmi les collectivités agricoles indigènes dans toute l'Afrique tropicale rend la spécialisation possible lorsqu'il s'agit de la culture de plantes vivaces, mais non de plantes annuelles cultivées par alternance. On associe fréquemment, pendant une certaine période de la croissance des plantes vivaces, les cultures vivrières de subsistance et la

Tableau 8. Valeur totale et valeur par habitant des principales exportations de l'économie agricole indigène en 1950

Territoires et principales exportations	Valeur des exportations (millions de dollars)	Pourcentage du total des exportations du territoire	Valeur des exporta- tions par habitant (dollars)
<u>Côte de l'Or :</u>			
Cacao	153	81	36
<u>Ouganda :</u>			
Café a/	23	..	..
Coton	47	..	..
Total	70	89	14
<u>Afrique Occidentale Française :</u>			
Amandes palmistes	13	..	..
Arachides	33	..	..
Cacao a/	27	..	..
Café a/	41	..	..
Huile d'arachides	30	..	..
Huile de palme	3	..	..
Total	147	83	9
<u>Nigeria :</u>			
Amandes palmistes	47	..	..
Arachides	43	..	..
Cacao	53	..	..
Coton	8	..	..
Cuir et peaux	18	..	..
Huile de palme	34	..	..
Total	203	80	8
<u>Congo belge :</u>			
Total b/	71	27	6
<u>Afrique Equatoriale Française :</u>			
Café a/	3	..	..
Coton	16	..	..
Huile de palme et amandes palmistes	2	..	..
Total	21	51	5

Source : Voir les notes du tableau VI.

a/ Y compris une faible quantité de produits d'origine non indigène.

b/ Montant total des exportations de produits de l'agriculture et de l'élevage, diminué de la valeur estimée des exportations de produits de l'agriculture et de l'élevage non indigènes.

culture des plantes vivaces. Cette association peut toutefois devenir impossible, comme dans le cas du cacaoyer, lorsque les arbres ont atteint un certain âge. En outre, et particulièrement dans le cas du cacaoyer, l'évolution des cours a incité les autochtones à cultiver de préférence les denrées destinées à l'exportation.

Parmi les autres principales plantes vivaces qui sont cultivées en vue de l'exportation, le palmier à huile et le caféier sont les seules qui fassent l'objet d'une culture importante de la part des agriculteurs africains. C'est surtout à l'état sauvage que le palmier à huile est exploité par les Africains et une partie considérable de la récolte est destinée à la consommation locale.

Les principales régions productrices de cacao sont les districts méridionaux de la Côte de l'Or, la province occidentale de la Nigeria, l'Afrique Occidentale Française (Côte d'Ivoire) et le Cameroun sous administration française. C'est dans la Côte de l'Or et dans certains districts de la Nigeria que l'on rencontre les plus fortes concentrations de producteurs de cacao fortement spécialisés. Ces deux régions sont d'autant plus tributaires de l'importation de produits alimentaires en provenance d'autres régions qu'elles comptent un grand nombre de travailleurs migrants employés sur les plantations de cacaoyers.

La culture du caféier par les agriculteurs autochtones n'offre pas les mêmes caractéristiques de spécialisation que la culture du cacaoyer, tant du point de vue de la superficie que de celui de la population. Néanmoins, comme dans le cas du cacaoyer, des facteurs d'ordre technique et économique ont été favorables à la monoculture. C'est surtout dans la province de Bouganda, dans l'Ouganda, au Tanganyika et en Afrique Occidentale Française que l'on rencontre des producteurs autochtones de café. Les régions de production intensive de café sont tributaires dans une large mesure de l'approvisionnement par les marchés réguliers en produits alimentaires provenant d'autres régions.

Les régions où les autochtones exploitent le palmier à huile sont moins intensivement spécialisées que les grandes régions productrices de cacao et de café. Comme, dans la plupart des cas, le palmier à huile n'est pas cultivé mais exploité à l'état sauvage, cette production n'exige guère de main-d'oeuvre sauf pour la récolte et la préparation de l'huile en vue de la vente. En général, les régions où pousse le palmier à huile produisent également d'importantes quantités d'autres produits dont la culture est possible dans les régions boisées, notamment des ignames, du manioc, des patates, des bananes et un certain nombre de plantations arbustives. Cependant, les habitants de la zone des palmeraies de la Nigeria tirent principalement de la vente de l'huile de palme et des amandes palmistes les revenus en espèces qui leur permettent de satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels. D'une manière générale, le sol de la zone des palmeraies de la Nigeria est relativement pauvre alors que la densité de la population est assez élevée. Il est devenu relativement avantageux pour les producteurs de se consacrer de plus en plus à la vente de l'huile de palme et de ses dérivés, qui sont demandés sur le marché international aussi bien que sur le marché local.

Les autres denrées qui font l'objet d'une culture importante dans le cadre de l'économie agricole indigène en tant que récoltes marchandes destinées à l'exportation sont les arachides et le coton; ce sont des plantes annuelles qui, selon le mode de culture usité en Afrique tropicale, sont alternées avec d'autres plantes, principalement des plantes alimentaires. Cette alternance est indispensable pour conserver la fertilité du sol et par conséquent le rendement des récoltes. La production des arachides et du coton est moins concentrée dans des régions déterminées que la culture du cacaoyer, du caféier et du palmier à huile. L'expansion de la culture de plantes annuelles comme les arachides et le coton en tant que récoltes marchandes dans le cadre de l'économie agricole indigène a provoqué une légère modification de l'agriculture de subsistance pure et a amené les agriculteurs à alterner les cultures marchandes avec les cultures vivrières destinées à leur subsistance. La production de l'arachide et du coton en vue de l'exportation est donc beaucoup moins

spécialisée que celle du cacao, du café et de l'huile de palme et les producteurs peuvent dans une large mesure se dispenser d'acheter des denrées alimentaires.

Le type de culture que l'on peut faire dans une région dépend naturellement dans une grande mesure des facteurs climatiques. La zone équatoriale humide avec ses chutes de pluie bien réparties sur l'année se prête surtout à la culture des plantes vivaces. C'est dans cette zone relativement restreinte que l'on rencontre les cultivateurs spécialisés de l'économie agricole indigène qui produisent du cacao, du café et de l'huile de palme. Les régions plus étendues de la savane conviennent à la culture des plantes annuelles et c'est dans ces régions que les cultivateurs autochtones produisent du coton et des arachides comme récoltes marchandes. Le tableau 9 indique les grandes régions productrices des principaux produits d'exportation provenant de l'économie agricole indigène, ainsi que la superficie cultivée.

Dans le cas du cacao, du café et de l'huile de palme, les revenus que l'économie agricole indigène tire directement des exportations sont beaucoup plus fortement concentrés que dans le cas du coton et des arachides dont la production est bien plus disséminée. Cette diversité dans la répartition des revenus exercera vraisemblablement une influence considérable sur le processus de commercialisation de l'économie agricole indigène. Il n'est pas possible d'évaluer l'importance de cette diversité car on ne dispose pas de renseignements qui permettent d'établir un rapport entre la valeur par habitant des exportations de produits de l'économie agricole indigène et le chiffre de la population dans les régions de chaque territoire qui produisent ces denrées en vue de l'exportation; on ne peut davantage comparer les résultats de l'opération précédente avec la valeur des exportations par habitant établie en fonction du chiffre total de l'ensemble de la population de chaque territoire. On possède toutefois des données fragmentaires en ce qui concerne la production de cacao en Côte de l'Or et la production de coton en Ouganda. On estime qu'il existe en Côte de l'Or 300.000 planteurs de cacao dont on peut admettre que chacun a en moyenne trois personnes à sa charge,

Tableau 9. Superficies plantées en cacaoyer, caféier,
cotonnier et arachide, et principales régions productrices, 1948-50
(milliers d'hectares)

Produits et territoires	Période	Superficie	Régions productrices
<u>Arachides :</u>			
Afrique Equatoriale Française	1948-50	155	Principalement l'Oubangui- Chari; également le Tchad, le Moyen-Congo et le Gabon
Afrique Occidentale Française	1947-50	1.211	Principalement le Sénégal, le Soudan, la Haute-Volta et le Niger
Congo Belge	1947-50	217	Principalement la Province orientale, les districts de Kassai, Léopoldville, Katanga, Equateur et Kivu
Nigeria	1950/51	412	Principalement les terri- toires du Nord (Kano, Sokoto, Katsina et Bornou)
<u>Cacao :</u>			
Afrique Occidentale Française	1947-50	119	Principalement la Côte d'Ivoire
Côte de l'Or	1950	728	Principalement la colonie et le district d'Achanti
Nigeria	1950/51	242	Principalement les divisions d'Ibadan et d'Ife-Ilesha du district d'Oyo; les provinces d'Ijebu-Ode et d'Abeokuta, et diverses parties de la colonie
<u>Café :</u>			
Afrique Equatoriale Française	1948-50	15	Principalement l'Oubangui- Chari
Afrique Occidentale Française	1947-50	186	Principalement la Côte d'Ivoire
Congo Belge	1947-50	5	Principalement le district de Kassai et la Province orientale
Ouganda	1948-50	69	Principalement les districts de Mengo, de Masaka et de Mubande dans la Province de Bouganda, et le district de Bigushi dans les Provin- ces orientales

Tableau 9. (suite)

Produits et territoires	Période	Superficie	Régions productrices
<u>Café (suite) :</u>			
Tanganyika	1951	43 ^{a/}	Principalement le district de Moshi dans la Province du Nord
<u>Coton :</u>			
Afrique Equatoriale Française	1948-50	280	Principalement l'Oubangui et le Tchad
Afrique Occidentale Française	1947-50	276	Haute-Volta, Dahomey, Côte d'Ivoire, Niger et Soudan
Congo Belge	1947-50	314	Principalement la Province orientale; également Kassai, Equateur, Katanga et Kivu
Nigeria	1950/51	377	Principalement les territoires du nord (Zaria, Katsina et Sokoto)
Ouganda	1948-50	631	Toutes les parties de l'Ouganda ^{c/}
Soudan Anglo-Egyptien	1948-51	185	Le Gezira ^{b/}

Source : Voir le tableau 1; voir également : Soudan Anglo-Egyptien, Department of Economics and Trade, Foreign Trade and Internal Statistics (Khartoum, septembre 1952).

- ^{a/} Y compris les superficies cultivées par des non-autochtones; près de 80 pour 100 de la production totale est d'origine africaine.
- ^{b/} La production dans le Gezira représente environ la moitié de la production totale; dans cette région, les terrains sont en grande partie irrigués.
- ^{c/} La production est faible dans les provinces occidentales.

ce qui fait un total de 1.200.000 personnes. On peut ajouter à ce chiffre environ 250.000 ouvriers salariés, en grande partie des migrants, employés pour le ramassage de la récolte. On peut donc dire que 1.500.000 personnes environ sont directement tributaires de la culture du cacaoyer^{2/}. En se basant sur la valeur des exportations de cacao en 1950, on a pu établir que la valeur des exportations par habitant est d'environ 100 dollars pour les personnes directement tributaires de la culture du cacaoyer, contre 36 dollars pour la population totale du territoire.

En Ouganda, à l'exception de la Province occidentale, la production du coton est largement répandue dans tout le territoire. On peut dire que la population tout entière - à l'exception de la population de la Province occidentale et d'un petit nombre de personnes directement tributaires de la production de café, dont le nombre n'excède probablement pas 200.000 - est tributaire de la production de coton, soit environ 3.800.000 personnes. En se basant sur la valeur des exportations de coton en 1950, on peut évaluer la valeur des exportations de coton par habitant à 12 dollars environ pour les personnes directement tributaires de la culture du cotonnier et à 10 dollars environ pour l'ensemble de la population.

Une importante caractéristique de la spécialisation croissante des producteurs autochtones dans le domaine de la culture du cacaoyer et du caféier est l'emploi de la main-d'œuvre salariée. Bien qu'on ne dispose généralement pas de données statistiques relatives à la main-d'œuvre salariée employée par les cultivateurs autochtones, il est probable que l'importance de cette main-d'œuvre varie dans des proportions considérables d'une région à l'autre. La question de savoir si le recours à la main-d'œuvre salariée se généralise ou non dépend dans une grande mesure de la dimension moyenne des exploitations et de la valeur marchande des récoltes produites en vue de la vente. L'emploi de la main-d'œuvre salariée joue un rôle important dans les régions productrices de cacao de la Côte de l'Or et dans la Province de Bouganda, de l'Ouganda, où les exploitations sont souvent trop importantes pour qu'une famille moyenne puisse en assurer la culture à elle seule et où la valeur marchande des récoltes est relativement élevée. On a déjà indiqué que le nombre des travailleurs salariés au service des producteurs de cacao en Côte de l'Or est d'environ

^{2/} United Kingdom Colonial Office, An Economic Survey of the Colonial Territories, vol. III (Londres, 1951).

250.000. On ne possède pas d'évaluation directe du nombre des travailleurs salariés qui sont employés en Ouganda dans les exploitations agricoles indigènes mais ce nombre semble subir des fluctuations considérables et peut atteindre jusqu'à 100.000. L'emploi de la main-d'oeuvre salariée est également pratique courante dans les plantations de cacao de la Nigeria. Ailleurs, les agriculteurs autochtones n'ont recours à la main-d'oeuvre salariée que dans les cas exceptionnels.

L'emploi contre salaire en dehors de l'économie agricole indigène

On a fait observer au début du présent chapitre que le mouvement qui conduit les travailleurs à quitter l'économie agricole indigène et à rechercher un emploi salarié en dehors de cette économie est un facteur essentiel du processus de commercialisation de cette économie. On étudiera plus loin le rapport qui existe entre le revenu en espèces que reçoit cette main-d'oeuvre et les collectivités agricoles d'où cette main-d'oeuvre provient. On se bornera tout d'abord à dégager les principales tendances du mouvement de cette main-d'oeuvre et à en déterminer l'ampleur.

Le tableau 10 donne le nombre de travailleurs salariés africains dans certains territoires d'Afrique tropicale. Les chiffres indiqués dans le tableau comprennent tous les travailleurs salariés enregistrés à l'exception de ceux qui sont employés par les cultivateurs autochtones.

Tableau 10. Nombre des salariés africains employés
en dehors de l'économie agricole indigène ^{a/}
(milliers)

Territoires	Année	Chiffre total des salariés	Chiffre total de la population	Rapport du nombre des salariés et du chiffre total de la population (en pourcentage)
Afrique Equatoriale Française	1950	190	6.386	4
Afrique Occidentale Française	1947	244	17.144	1
Congo Belge	1950	962	11.345	8
Côte de l'Or	1950	184	4.267	4
Kenya	1950	421	5.251	8
Nigeria	1947	258	24.300	1
Ouganda	1950	171	4.918	3
Rhodésie du Nord ..	1949	172	1.640	10
Rhodésie du Sud ...	1950	458	1.726	26
Tanganyika	1951	455	7.408	6

Source : Voir le tableau 6; voir également Royaume-Uni, Colonial Office,
Report to the General Assembly of the United Nations on the Administration
of Tanganyika for 1951 (Londres, 1952), Colonial No. 287.

^{a/} Les travailleurs migrants provenant d'autres territoires sont compris
dans le chiffre total des travailleurs salariés de chaque territoire.
Dans le cas de la Rhodésie du Sud, près de 60 pour 100 des travailleurs
salariés proviennent d'autres territoires. C'est ce qui explique le
pourcentage élevé qui figure en regard de la Rhodésie du Sud dans la
dernière colonne du tableau.

Le rapport des salariés à l'ensemble de la population donne une idée des fluctuations de l'importance de l'emploi contre salaire dans les différents territoires. L'emploi contre salaire est beaucoup plus répandu en Rhodésie du Sud, en Rhodésie du Nord, au Congo belge et au Kenya que dans les autres territoires. C'est en Rhodésie du Sud que les travailleurs migrants en provenance d'autres territoires sont les plus nombreux; près de 60 pour 100 des salariés africains y viennent de l'extérieur; ils sont nombreux aussi en Rhodésie du Nord où environ 10 pour 100 des salariés n'appartiennent pas au territoire. Même en excluant du chiffre total pour la Rhodésie du Sud le nombre des salariés venus de l'extérieur, le nombre d'Africains originaires de Rhodésie du Sud qui occupent un emploi salarié à l'intérieur du territoire représenterait environ 12 pour 100 du chiffre total de la population ^{3/}. La majeure partie des emplois salariés est fournie par la production pour l'exportation dans les mines et dans l'agriculture non indigène.

Les salariés qui figurent au tableau 10 ont été classés par catégories d'emploi : travailleurs dans l'agriculture, les forêts, les mines et les autres branches d'activité; les statistiques officielles relatives à la main-d'oeuvre salariée autre que la main-d'oeuvre agricole et la main-d'oeuvre minière ont été subdivisées au tableau 11 en plusieurs autres catégories. Ces classifications ne sont pas rigoureusement comparables les unes aux autres selon les territoires. Cependant, les rubriques principales donnent des indications sur les plus importantes catégories d'emplois en dehors de l'agriculture et des mines.

^{3/} Non compris les Africains originaires de Rhodésie du Sud mais employés en dehors du territoire et dont le nombre s'élevait en 1950 à 25.000.

Tableau 11. Emploi de la main-d'oeuvre africaine : répartition par catégories principales
(milliers de travailleurs)

Catégories	Afrique équatoria- le fran- çaise	Afrique occiden- tale françai- se	Congo belge	Côte de l'Or	Kenya	Nigeria	Ouganda	Rhodésie du Nord	Rhodésie du Sud	Tanganyika
	1950	1947	1950	1950	1950	1947	1950	1949	1950	1951
Agriculture ...	44,3	50,0	238,8	20,0	201,9 ^{a/}	55,0	29,5	32,4	177,0	232,7
Forêts	(22,0)	(10,4)				(...)	3,6 ^{a/}	...	...	4,4 ^{a/}
Mines et carrières	27,1	4,7	113,8	44,3	8,3	70,6	5,8	37,0	59,5	18,3
Autres sources d'emploi	99,3	179,2	609,4	120,0	210,5	131,9	132,2	102,6	221,5	200,2
Production d'énergie électrique ...	...	...	...	1,7	1,4	0,8	...	...	3,7	...
Bâtiment et construction. 17,1 ^{b/}	...	...	84,8	33,7	16,3	...	34,5	...	43,0	45,0
Industrie	14,2	41,1	134,9	10,1	34,7	10,0	24,4	21,0	52,0	28,4
Commerce	9,1	39,9	62,1	19,2	19,3	...	2,5	...	19,0	19,9
Transports ...	5,6	18,4	62,1	15,2	5,2	28,7	6,4	3,9	10,0	24,1
Services domes- tiques et connexes	8,2	...	...	9,7	...	...	7,2	32,0)	...	51,5
Administration publique	44,4	50,8	...	30,5	95,1	92,1	39,3	9,7)	93,0	31,2
Divers	0,7	28,9	255,5	...	38,5 ^{c/}	...	...	36,0	0,8	...
TOTAL	192,7 ^{d/}	244,3	962,0	184,3 ^{e/}	420,8	257,5	171,2 ^{f/}	172,0 ^{g/}	458,0 ^{h/}	455,4

Source : Voir le tableau 6.

a/ Y compris les pêcheries.

b/ Bâtiments et travaux publics.

c/ Y compris les services domestiques.

d/ Y compris 3.200 Européens.

e/ Dont 77.375 ont été employés par le gouvernement et 106.963 par des entreprises privées.

f/ Y compris 18.000 Africains employés à l'égrenage du coton, activité qui ne constitue qu'une source saisonnière d'emploi.

g/ Y compris 36.000 travailleurs migrants provenant d'autres territoires.

h/ Y compris 253.000 travailleurs migrants provenant d'autres territoires.

Il ressort du tableau 11 que l'agriculture et les mines occupent à elles deux près de 43 pour 100 de l'ensemble de la main-d'oeuvre salariée de toute la région. Au Kenya et au Tanganyika ces deux sources d'emploi absorbent approximativement 55 pour 100 de la totalité de la main-d'oeuvre salariée; en Afrique équatoriale française, en Nigeria et en Rhodésie du Sud, le rapport est d'environ 50 pour 100; au Congo belge, en Côte-de l'Or et en Rhodésie du Nord, il est de 35 à 40 pour 100. Les chiffres correspondants pour l'Afrique occidentale française et l'Ouganda sont de 27 pour 100 et de 23 pour 100, respectivement.

Dans l'ensemble de la région, c'est l'agriculture non indigène qui constitue la source la plus importante d'emploi contre salaire; elle occupe près de 32 pour 100 du chiffre total des travailleurs salariés dans les territoires énumérés dans le tableau 11. Au Tanganyika, l'agriculture non indigène emploie 52 pour 100 du chiffre total des travailleurs salariés, au Kenya, 48 pour 100 et en Rhodésie du Sud, 39 pour 100 environ. Inversement, en Côte de l'Or et en Rhodésie du Nord, l'agriculture non indigène constitue une source d'emploi relativement peu importante par rapport aux autres activités, soit environ 11 pour 100 et 19 pour 100 respectivement.

En chiffres absolus, c'est l'agriculture qui constitue la source la plus importante d'emploi au Congo belge, au Kenya, en Rhodésie du Sud et au Tanganyika. Ces quatre territoires occupent à eux seuls près de 76 pour 100 du chiffre total des travailleurs salariés de l'agriculture des dix territoires énumérés dans le tableau.

Près de 11 pour 100 du chiffre total des travailleurs salariés des dix territoires réunis sont employés dans les mines. En Côte de l'Or, en Nigeria et en Rhodésie du Nord, la proportion de travailleurs salariés employés dans les mines a été nettement supérieure à ce pourcentage. En Afrique occidentale française, au Kenya, au Tanganyika et en Ouganda, l'exploitation minière constitue, tant d'un point de vue absolu que d'un point de vue relatif, une source insignifiante d'emploi contre salaire. En termes absolus, c'est au Congo belge que l'exploitation minière est la plus importante; elle y occupe environ 30 pour 100 de l'ensemble des travailleurs occupés dans les mines dans les dix territoires réunis.

La classification utilisée dans le tableau ne fait pas ressortir le fait que dans tous les territoires les pouvoirs publics emploient une main-d'oeuvre

nombreuse. Les travailleurs classés sous la rubrique "administration publique" ne représentent qu'une petite fraction du nombre total de travailleurs employés dans les divers services gouvernementaux. Une grande partie des travailleurs qui sont classés sous les rubriques "bâtiment et construction", "transports" et, dans certains cas, "agriculture" sont employés par les autorités centrales et locales. Les travailleurs classés sous la rubrique "bâtiment et construction" comprennent de nombreux ouvriers occupés à des travaux publics tels que la construction et l'entretien des routes.

Dans l'ensemble de la région, les industries secondaires emploient un nombre relativement peu important de travailleurs salariés. C'est au Congo belge et en Rhodésie du Sud que, parmi les dix territoires qui figurent dans le tableau, les industries secondaires occupent le nombre le plus élevé de salariés.

La plupart des travailleurs salariés proviennent de l'économie agricole indigène. La plupart d'entre eux ne se livrent à une activité salariée qu'à titre temporaire et conservent des attaches étroites avec l'économie agricole indigène à laquelle ils reviennent soit définitivement soit périodiquement. Bien que le nombre des travailleurs salariés permanents soit en augmentation, particulièrement dans certains centres miniers et urbains, cette catégorie de travailleurs ne représente qu'une petite partie du chiffre total. Les chiffres relatifs à l'emploi qui figurent dans le tableau 11 indiquent le volume moyen de l'emploi, mais comme la plupart des travailleurs sont des migrants, le nombre total des travailleurs salariés est nettement supérieur au nombre moyen de travailleurs employés à un moment donné. Certains travailleurs ne cherchent à s'occuper qu'à intervalles éloignés et pour de courtes durées alors que d'autres reçoivent un salaire la majeure partie du temps. On estime que le nombre des travailleurs employés annuellement dans les mines de la Côte de l'Or est à peu près cinq fois supérieur au chiffre moyen.

Il importe de se souvenir, en premier lieu, que la main-d'oeuvre migrante est affectée à des travaux relativement non spécialisés et que les taux de rémunération de cette main-d'oeuvre sont généralement faibles; en deuxième lieu, que non seulement les salaires sont bas, mais que la moyenne des gains annuels d'un travailleur est faible en raison des mouvements importants de la main-d'oeuvre.

Ventes des produits de l'économie agricole indigène sur le marché local

Si l'on possède des statistiques assez complètes pour les exportations, on n'a pratiquement aucune donnée sur la vente sur place de la production locale. Cependant, les renseignements qui figurent au chapitre 2 montrent que la superficie des terres dont la production est écoulee sur place est probablement du même ordre de grandeur que celle des terres dont la production est exportée. Toutefois, la quantité des produits agricoles écoulés sur le marché intérieur dépend de l'existence d'un excédent de production par rapport aux besoins de subsistance; cet excédent subit des variations considérables.

Les marchandises vendues dans les territoires sont plus variées que les produits d'exportation. Il est commode de classer ces marchandises en plusieurs catégories. La première catégorie, la plus importante, comprend toutes les denrées alimentaires, que l'on peut subdiviser selon leur origine animale ou végétale. Dans la deuxième catégorie, on peut classer tous les autres produits, que l'on peut subdiviser selon leur origine agricole, pastorale ou artisanale.

Il est clair que la nature des espèces végétales cultivables est fonction du climat et du sol de la région et, sur cette base, s'est développé un certain courant d'échanges. Ainsi, par exemple, la production pastorale ne s'étend guère au delà de la savane et la zone humide de la forêt produit l'huile de palme, qui se vend beaucoup dans certaines régions de la savane. Parmi les plantes non alimentaires que les agriculteurs autochtones de l'Afrique tropicale cultivent pour le marché local, la plus importante est le coton. En Nigeria notamment, 40 à 50 pour 100 de la récolte de coton se vend sur place. La production artisanale locale revêt quelque importance dans certaines régions de l'Afrique occidentale, particulièrement en Nigeria. En Afrique centrale et orientale, l'artisanat indigène est beaucoup moins important au point de vue commercial.

De l'analyse des principales sources de la demande, on peut tirer une indication sur la nature et l'importance de la vente des produits de l'économie agricole indigène sur le marché local. La demande de denrées alimentaires est la plus importante : elle comprend pour une part celle des agriculteurs qui, dans l'économie agricole indigène, se sont spécialisés dans la culture du cacaoyer, du caféier et du palmier à huile. Dans les régions de l'Afrique occidentale qui produisent du cacao, la demande de denrées alimentaires sur le marché a pris une

grande importance. On estime par exemple que, dans les régions productrices de cacao de la province d'Oyo en Nigeria, 25 pour 100 des agriculteurs vivent uniquement de la culture du cacaoyer et ne produisent pratiquement aucune denrée alimentaire de base lorsque les cacaoyers sont en plein rapport. On estime que, dans le district d'Ibadan, la culture du cacaoyer est la ressource essentielle de 75 pour 100 au moins de la population totale. Les régions de la Nigeria qui manquent de denrées alimentaires sont ravitaillées par les régions qui conviennent moins à la culture du cacaoyer^{4/}. En Nigeria et dans la Côte de l'Or, les producteurs de cacao emploient une main-d'oeuvre nombreuse. En Ouganda, les producteurs de café sont tributaires des savanes d'autres régions^{5/}, où ils se procurent régulièrement du maïs, des haricots et d'autres produits alimentaires, mais la production de café de ce pays est limitée à une région relativement peu étendue. Le produit de la vente d'huile de palme et d'amandes palmistes, en Nigeria notamment, est utilisé en partie pour l'achat de denrées alimentaires d'autres régions; toutefois, dans les zones du palmier à huile, on se spécialise moins dans les cultures marchandes que ce n'est le cas dans les principales régions productrices de cacao et de café.

La demande de denrées alimentaires comprend aussi celle des salariés employés en dehors de l'économie agricole indigène. Le tableau 11 ci-dessus montre que leur nombre atteint au total 3,5 millions pour dix territoires de l'Afrique tropicale. Une grande partie de cette main-d'oeuvre travaille pour l'exportation dans les exploitations agricoles et minières non indigènes. Environ 390.000 salariés africains sont employés dans les mines de tous ces territoires où se trouve la plus grande partie de l'industrie extractive de l'Afrique tropicale. Certains de ces travailleurs, dont le nombre est encore faible, mais dont l'importance relative augmente, ont avec eux des personnes à charge, notamment au Congo Belge et en Rhodésie du Nord, ce qui tend à augmenter la demande de produits alimentaires dans les centres d'extraction. Les

^{4/} D. Forde et R. Scott, Native Economies of Nigeria (Faber and Faber, Londres 1946), pages 86 et 87.

^{5/} Royaume-Uni, Colonial Office, Mechanization of Agriculture in Tropical Africa.

exploitations minières sont disséminées dans toute la région; on trouve des groupes importants d'ouvriers mineurs principalement dans le district du Katanga (Congo belge), dans le pays du cuivre de la Rhodésie du Nord, en Nigeria et en Rhodésie du Sud. En Rhodésie du Nord et en Rhodésie du Sud, ce sont des agriculteurs non autochtones qui fournissent pour une large part le maïs et les autres denrées alimentaires de base, qui font l'objet d'une demande locale.

On estime à un million environ le nombre des ouvriers agricoles des dix territoires qui figurent au tableau 11; sur ce nombre, beaucoup sont des travailleurs saisonniers. En Afrique tropicale, c'est au Congo belge, au Kenya et au Tanganyika que la production des plantations est la plus importante; dans ces territoires, le nombre considérable des salariés a donné naissance à des marchés où les agriculteurs autochtones viennent régulièrement offrir leur production de denrées alimentaires. Parmi les salariés agricoles, se trouvent beaucoup de travailleurs qui, sans appartenir à une plantation, se livrent aussi à des cultures vivrières, et certaines plantations, notamment celles de sisal, au Kenya et au Tanganyika, produisent au moins en partie les denrées alimentaires nécessaires à leurs employés.

La demande locale des denrées alimentaires que produit l'économie agricole indigène se développe en même temps que les villes où le nombre des travailleurs non agricoles est relativement élevé; aussi est-il souvent plus avantageux pour les agriculteurs des campagnes voisines de travailler pour le marché local plutôt que pour l'exportation. Une grande partie de la main-d'oeuvre dont il est question dans les tableaux 10 et 11 a trouvé un emploi dans ces centres urbains. Sans doute, dans tous les territoires de l'Afrique tropicale, les groupements urbains se sont-ils multipliés rapidement; toutefois, la population urbaine ne représente encore qu'une faible fraction de la population totale. De nombreuses agglomérations urbaines ne sont en réalité que des villages qui se sont étendus et, pour cette raison, les chiffres estimés de la population urbaine dans les statistiques démographiques des différents territoires ne sont pas précis et ne concordent pas. En Afrique centrale et orientale, le développement des villes est étroitement lié à l'établissement de colons non autochtones. Les villes sont devenues des centres commerciaux, industriels et administratifs créés en grande partie pour les besoins de ces colons.

Il ne fait pas de doute que le volume du commerce intérieur des produits non alimentaires de l'économie agricole indigène est très inférieur à celui du commerce des denrées alimentaires. Le coton est le principal des produits non alimentaires qui font l'objet d'échanges sur le marché local, mais la fraction de la production cotonnière des agriculteurs indigènes consommée dans le pays n'est importante qu'en Nigeria, en Afrique occidentale française et au Congo belge. En Nigeria, la production annuelle moyenne de coton pour les quatre années 1947-50 a été d'environ 15.000 tonnes de fibres, dont 40 à 50 pour 100 ont été utilisés dans la consommation intérieure. En Afrique occidentale française, la production annuelle moyenne pendant la même période a atteint 7.600 tonnes, dont 6.200 en moyenne ont été consommées sur place. Le Congo belge a conservé en moyenne 10.000 tonnes par an pour la consommation intérieure pendant la période 1948-50. Dans ces territoires et dans d'autres territoires de l'Afrique tropicale, on constate une tendance à l'augmentation de la consommation intérieure du coton produit sur place par suite de la création d'usines textiles.

L'artisanat local, qui comprend des formes simples de spécialisation dans l'économie agricole indigène, ne compte que pour une faible partie des échanges sur le marché intérieur de tous les pays de l'Afrique tropicale. Cet artisanat est important dans certaines régions de l'Afrique occidentale, notamment en Nigeria septentrionale; toutefois, même en Nigeria, la production artisanale ne constitue qu'une fraction relativement faible de la production totale pour le marché ^{6/}. Dans les estimations officielles du revenu national du Congo belge, on évalue la production de l'artisanat indigène à moins de 3 pour 100 du revenu monétaire total de la population indigène ^{7/}.

Revenu monétaire provenant de la rémunération du travail
et de la vente de produits

On a réparti les territoires de l'Afrique tropicale en deux catégories suivant que le revenu monétaire de leur économie agricole indigène provient surtout de la vente de produits ou de la rémunération du travail. Dans quatre des territoires de l'Afrique tropicale examinés, le Congo belge, le Kenya, la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud, le revenu monétaire que des Africains obtiennent

^{6/} D. Forde et R. Scott, Native Economies of Nigeria, page 137.

^{7/} Bulletin de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi (Bruxelles) août 1952.

du travail qu'ils fournissent en dehors de l'économie indigène est supérieur à celui que l'économie indigène retire de la vente de ses produits. Dans les cinq autres territoires, l'Afrique équatoriale française, l'Afrique occidentale française, la Côte de l'Or, la Nigéria et l'Ouganda, le revenu provenant de la vente des produits de l'économie agricole indigène dépasse le revenu provenant de la rémunération du travail.

Pour le premier groupe de quatre territoires, on possède des estimations officielles du revenu national pour une des dernières années au moins; on peut donc emprunter directement à ces statistiques du revenu national les estimations du revenu monétaire qui provient de la vente des produits de l'économie agricole indigène et les estimations du revenu qui correspond à la rémunération du travail. La somme de ces deux montants donne le montant total estimé du revenu monétaire de l'économie agricole indigène ^{8/}. Sauf au Congo belge, où les salaires ne représentent que 57 pour 100 de ce montant, la fraction de loin la plus importante du montant total estimé du revenu est celle des salaires, lesquels comptent pour 94 pour 100 du total en Rhodésie du Nord, pour 90 pour 100 en Rhodésie du Sud et pour 74 pour 100 au Kenya. La Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud n'exportent pratiquement pas de produit de l'économie agricole indigène, et le Kenya n'exporte qu'une très faible partie de sa production. Le Congo belge, au contraire, en exporte des quantités substantielles. Par conséquent, en Rhodésie du Nord et en Rhodésie du Sud, et dans une plus faible mesure au Kenya, la valeur des produits de l'économie agricole indigène qui entrent dans l'économie du marché représente surtout le produit de ventes effectuées dans le territoire.

Pour les territoires pour lesquels on possède des estimations du revenu national, le tableau 12 donne, d'une part, le revenu monétaire de l'économie indigène et, d'autre part, le montant total du revenu national créé dans le cadre de l'économie de marché, ce qui exclut la valeur de la production de subsistance. Lorsqu'on a disposé d'une estimation en valeur de la production de subsistance directe, on l'a portée aussi dans le tableau pour donner une indication de l'importance relative de la production de subsistance et de la production pour le marché. Le rapport entre

^{8/} Il faudrait déduire les salaires de ceux qui habitent et travaillent dans les villes; sans doute, dans tous les territoires, leur nombre augmente-t-il, mais, dans la plupart des cas, il représente un pourcentage du total relativement faible. Etant donné qu'il n'existe aucun élément satisfaisant qui permette d'estimer le nombre de ces travailleurs, on a jugé commode de ne faire à ce titre aucune déduction sur le montant total des salaires.

le montant du revenu monétaire de l'économie indigène et le total du revenu national formé dans le cadre de l'économie de marché est d'environ 30 pour 100 pour le Congo belge et 24 pour 100 pour la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud. Pour le Kenya, la comparaison ne porte que sur la part de revenu monétaire de l'économie indigène dans le total du revenu formé dans le cadre du territoire soit 25 pour 100 environ.

On ne possède pas d'estimation du revenu national pour les cinq territoires du deuxième groupe. On a utilisé le chiffre des exportations et l'estimation du total des salaires payés annuellement pour calculer les chiffres estimés qui figurent au tableau 13; dans l'ensemble, ces chiffres sont comparables à ceux du premier groupe. Le tableau indique, pour chaque territoire, la valeur f.o.b. des exportations de produits de l'économie agricole indigène, et une estimation du montant total des salaires payés annuellement aux Africains qui travaillent en dehors de l'économie agricole indigène.

Les pourcentages indiquent le rapport entre la valeur des exportations et la somme du montant des recettes provenant des exportateurs et du montant total des salaires payés.

Tableau 12. Revenu de l'économie agricole indigène provenant de la vente de ses produits et de la rémunération du travail, pour quatre territoires.

(valeur en monnaie locale)

	Congo belge (millions de francs du Congo belge)	Kenya (millions de livres ster- ling)	Rhodésie du Nord (millions de livres ster- ling)	Rhodésie du Sud (millions de livres ster- ling)
	1950	1950	1949	1950
Valeur de la production indigène vendue sur le marché	3.742,0	4,2	0,4	2,1
Salaires payés aux Africains	4.714,0	11,7	6,1	19,3 ^{a/}
Total	8.456,0	15,9	6,5	21,6
<u>Pourcentage du revenu total :</u>				
Valeur de la production indigène vendue sur le marché	43	26	6	10
Salaires payés aux Africains	57	74	94	90
Valeur de la production de subsistance	6.509	19	...	4
Revenu du territoire	...	82,7	...	...
Revenu national total	33,542 ^{b/}	...	...	92 ^{c/}
Revenu du territoire formé dans le cadre de l'écono- mie de marché	...	63,7	39,0 ^{d/}	...
Revenu national formé dans le cadre de l'économie de marché	27.033 ^{b/}	11,0	27,1 ^{c/}	88,0 ^{c/}

Sources : Bulletin de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi (Bruxelles) août 1952; Kenya, Estimate of Geographical Income and Net Output for the Years 1947, 1948, 1949 et 1951 (Nairobi); Central African Statistical Office, National Income and Social Accounts of Northern Rhodesia, 1945-1949 (Salisbury), 1950, et National Income and Social Accounts of Southern Rhodesia, 1946-1951 (Salisbury), mai 1952.

a/ Y compris les revenus des employeurs africains et des Africains travaillant pour leur propre compte, estimés à 700.000 livres sterling.

b/ Revenu national brut

c/ Revenu national net

d) Revenu net du territoire.

Lorsqu'on utilise ces données, il convient de tenir compte des réserves suivantes. Le montant total des revenus monétaires que perçoivent pour la vente de leurs produits ceux qui appartiennent à l'économie agricole indigène comprend à la fois les recettes des exportations et le produit des ventes sur le marché local, mais on ne possède pas d'estimations de ce dernier chiffre. En outre, les recettes provenant des exportations sont réduites du montant des paiements correspondant à l'achat de services en dehors du cadre de l'économie agricole indigène et en rapport avec les exportations y compris les frais afférents au traitement des produits agricoles. Si l'on admet que ces deux quantités inconnues s'annulent, on peut considérer que la valeur f.o.b. des exportations est à peu près égale au montant total des revenus monétaires qui circulent dans l'économie agricole indigène et qui proviennent des ventes de produits à l'étranger et sur le marché local. Il est possible que, pour la Nigeria où le commerce intérieur est relativement prospère, le revenu total de l'économie agricole indigène soit sous-estimé et que, pour l'Ouganda et l'Afrique équatoriale française, le chiffre correspondant soit une surestimation.

On a calculé le montant total des salaires d'après les estimations officielles du nombre moyen des Africains qui ont un emploi, et des taux de salaire minimum et maximum. Dans tous les cas, on a utilisé un taux moyen et, chaque fois qu'on pouvait le faire, on a vérifié la validité de cette moyenne en se reportant au montant total des salaires payés aux employés dans des branches d'activité particulières, par exemple dans les industries extractives. Le chiffre donné pour l'Ouganda comprend la valeur estimée des salaires en nature. Il est clair que le montant total estimé des salaires payés ainsi obtenu n'est qu'approximatif, et il est probable que dans tous les cas cette méthode de calcul tend à surestimer le revenu correspondant à la rémunération du travail. ^{9/}

D'après les données qui figurent au tableau 13, le rapport entre le revenu des exportations et le revenu total est supérieur à 80 pour 100 dans tous les territoires, sauf en Afrique équatoriale française. Sans doute, les estimations

^{9/} Pour les deux raisons suivantes : 1) les taux moyens de salaire peuvent être trop élevés; et 2) les salaires payés aux travailleurs qui habitent et travaillent en ville sont compris dans les totaux. Voir la note 8 au chapitre 3.

Tableau 13. Recettes provenant des exportations de produits indigènes d'origine agricole et pastorale, 1948-51, et montant total des salaires payés en 1950, pour cinq territoires.

	(valeur en monnaie locale)				
	Afrique équato-riale française (millions de francs CFA)	Afrique occidentale-Rhône-de-l'Or (millions de livres sterling)	Niger (millions de livres sterling)	Or (millions de livres sterling)	Ouganda (millions de livres sterling)
Valeur des exportations, 1948-51	3.889	20.708	48	72	25
Montant total des salaires payés en 1950	3.420	4.392	8	12	5
Total	7.309	25.100	56	84	30
Pourcentage du revenu total :					
Valeur des exportations	53	83	86	86	83
Montant total des salaires payés	47	17	14	14	17
Total de la main-d'oeuvre employée (milliers)	190	244	184	258	171
Taux moyen des salaires à la journée	60 CFA francs	60 CFA francs	3 shillings	3 shillings	2 shillings

Source : Voir tableau 6 et tableau IV de l'annexe.

du revenu ne sont-elles pas complètes, mais elles donnent une indication assez précise de l'importance relativement faible dans la commercialisation de l'économie agricole indigène, du travail salarié en dehors de cette économie, sauf dans l'Afrique équatoriale française, qui occupe une position intermédiaire entre le groupe étudié et celui des quatre territoires qui figurent au tableau 12.

Tendances de la commercialisation

Il est évident que des tendances différentes dans la commercialisation de l'économie agricole indigène caractérisent ces deux groupes. Les cas extrêmes sont le Kenya, la Rhodésie du Nord et la Rhodésie du Sud d'une part, l'Afrique occidentale française, la Côte de l'Or et la Nigeria, d'autre part. Le Congo belge et l'Afrique équatoriale française sont des cas intermédiaires.

Au Kenya, en Rhodésie du Nord et en Rhodésie du Sud, une main-d'oeuvre de plus en plus nombreuse abandonne l'économie agricole indigène. A cette évolution correspond une production pour l'exportation, faible ou nulle, dans l'économie agricole indigène, mais aussi une certaine extension de la production pour le marché intérieur. Par suite de cette évolution, l'importance relative de la production agricole de subsistance diminue; cette diminution est plus ou moins rapide suivant la situation économique qui diffère d'un territoire à l'autre. En Rhodésie du Sud, les estimations du revenu national montrent que, d'une part, le montant total des salaires payés aux employés africains en 1950 s'est élevé à 19 millions de livres sterling, et que, d'autre part, la valeur totale de la production agricole et pastorale indigène, y compris la production de subsistance, a atteint environ 6 millions de livres sterling. Si l'on tient compte du fait qu'environ la moitié de la main-d'oeuvre africaine employée en Rhodésie du Sud est étrangère au territoire, on voit que la masse des salaires payés aux Africains de Rhodésie du Sud dépasse la valeur de la production agricole et pastorale indigène d'environ 50 pour 100. La production de subsistance, dont la valeur est estimée à 4 millions de livres sterling, est ainsi très inférieure à la rémunération totale du travail des Africains de Rhodésie du Sud. Au Kenya, la valeur estimée de la production de subsistance en 1950 a été de 19 millions de livres sterling, et celle de la production marchande de l'économie agricole indigène de 4,2 millions de livres sterling. Les salaires payés aux Africains en dehors de

l'économie agricole indigène se sont élevés à 11,7 millions de livres sterling. La valeur de la production de subsistance au Kenya a donc été supérieure à la somme du montant des ventes des produits de l'économie agricole indigène et du montant total des salaires. On ne possède pas d'estimation de la production de subsistance pour la Rhodésie du Nord, mais on peut supposer qu'à cet égard la Rhodésie du Nord ressemble davantage au Kenya qu'à la Rhodésie du Sud. ^{10/}

Dans chacun de ces trois territoires, les colons non autochtones produisent la plus grande partie du revenu national qui se forme dans le cadre de l'économie de marché. Au point de vue de la commercialisation de l'économie agricole indigène, la population non autochtone exerce une influence à la fois sur le marché du travail et sur la demande des produits de l'économie indigène. Cependant, les colons non autochtones sont eux aussi des producteurs agricoles, et leur production constitue une partie de l'offre intérieure de denrées alimentaires et d'autres marchandises pour lesquelles les salaires de la main-d'oeuvre représentent une partie de la demande.

Au Congo belge, le travail salarié et l'écoulement des produits de l'économie agricole indigène jouent un rôle important dans le processus de commercialisation. Ce fait explique certains problèmes spéciaux à ce territoire, où les tendances à la commercialisation se contrarient dans une certaine mesure. Toute augmentation importante de la demande sur le marché du travail peut priver l'agriculture indigène de la main-d'oeuvre dont elle a besoin pour la production marchande et peut aussi avoir des conséquences défavorables sur la production de l'économie agricole indigène pour la consommation locale.

10/ Dans National Income and Social Accounts of Northern Rhodesia, 1945 to 1949, (Salisbury), on relève la phrase suivante : "On n'a pas évalué la masse des revenus correspondant à la production de subsistance, mais il est probable qu'elle n'a pas été inférieure à 5 millions de livres sterling pour chacune des années indiquées et qu'elle a atteint près de 10 millions de livres sterling en 1948 et en 1949."

Chapitre 4

CONSEQUENCES DES CULTURES MARCHANDES ET DE L'EMPLOI REMUNERE

Cultures marchandes

Les effets de la commercialisation de l'agriculture sur la situation des économies agricoles indigènes qui entrent dans le cadre de l'économie de marché du fait de la vente des produits agricoles, varient considérablement d'une région à l'autre selon le type dominant de culture. Il importe de distinguer entre la culture des plantes annuelles et celle des plantes vivaces. Les caractéristiques du sol et du climat déterminent dans une grande mesure les régions qui sont consacrées à l'un ou l'autre de ce type de culture. En gros, la culture des plantes vivaces en Afrique tropicale est limitée aux régions forestières où les pluies sont relativement peu abondantes, tandis que les grandes étendues de savane sont utilisées pour la culture des plantes annuelles. Ces cultures exigent des milieux physiques et des techniques différents et c'est ce qui explique dans une large mesure la manière différente dont la production pour le marché s'est combinée avec la production de subsistance.

Là où l'agriculture indigène repose sur la culture des plantes annuelles, la culture pour la vente se pratique généralement en assolement avec d'autres cultures annuelles. Cette méthode est indispensable pour conserver au sol sa fertilité. Bien que les renseignements sur les systèmes d'assolement utilisés dans les diverses régions d'Afrique soient incomplets, on peut dire que les fermiers indigènes reconnaissent l'utilité de l'assolement et que cette pratique est très répandue. Il s'ensuit que le développement des cultures marchandes doit avoir provoqué un accroissement des terres consacrées aux plantes vivrières. C'est seulement pour l'Ouganda que l'on dispose d'estimations statistiques relatives aux terres consacrées aux cultures principales et portant sur un nombre d'années suffisant pour permettre de déterminer une tendance à long terme. La production de marché dans ce territoire a pris en général la forme de production pour l'exportation du coton, qui est une culture marchande annuelle. D'après les rapports annuels du Département de l'agriculture de l'Ouganda, les terres affectées à la culture des plantes vivaces (surtout des bananiers de paradis) ont très peu augmenté

de 1919 à 1950, alors que pendant la même période les superficies consacrées aux plantes annuelles se sont considérablement accrues. L'augmentation de la superficie des cultures de coton s'est accompagnée d'un accroissement parallèle de la superficie des cultures vivrières.

Ce parallélisme entre le développement des cultures marchandes annuelles et le développement des cultures vivrières est tacitement ou explicitement reconnu par les gouvernements qui encouragent certaines cultures marchandes annuelles. C'est le cas pour le coton en Afrique équatoriale française et au Congo belge et pour le tabac au Nyassaland. En Afrique équatoriale française, la culture du coton, pratiquée en assolement avec celle du maïs, des arachides, du manioc et du sésame, fait l'objet d'un contrôle du Gouvernement. "La culture cotonnière a donc une répercussion fort intéressante sur la situation vivrière; elle donne à l'autorité administrative locale, du fait de cet assolement facile à contrôler, l'assurance que chacun de ses administrés disposera, sur la base d'une mise en culture annuelle de 33 ares, de 100 à 150 kilos d'arachides ou de maïs et de deux tonnes de tubercules. L'expérience a démontré que les carences vivrières sont peu à redouter en zone cotonnière. Il s'est même trouvé, en particulier, dans les districts de Carnot et de Bouar, en Oubangui, que la situation alimentaire fort déficiente en 1940 et 1941 s'est trouvée largement et rapidement rétablie par l'introduction de la culture cotonnière."^{1/} En ce qui concerne les plans pour le développement de la culture du tabac séché à l'air chaud au Nyassaland, on signale que "de grandes étendues de terres peuvent être utilisées à cette fin. Le tabac sera cultivé en assolement avec d'autres plantes, de sorte qu'à un moment quelconque, une superficie relativement faible de terres sera consacrée au tabac".^{2/}

1/ Eugène Guernier, Encyclopédie coloniale et Maritime : Afrique équatoriale française (Paris, 1950). Page 311 b.

2/ Royaume-Uni, Colonial Office, The British Territories in East and Central Africa, 1945-1950 (Londres, juin 1950), page 82.

Bien qu'en général les cultures marchandes annuelles succèdent par assolement à d'autres cultures, les possibilités de choix sont très grandes tant en ce qui concerne les plantes à cultiver que les étendues à affecter à chacune d'elles.. Lorsque la production marchande se vend à des prix élevés et que l'offre des biens de consommation est relativement abondante, le fermier indigène peut se trouver incité à consacrer une plus grande partie de ses terres et de son travail à des cultures marchandes aux dépens des cultures vivrières, ce qui provoque de temps à autre une pénurie alimentaire. Ainsi, au Tanganyika, une pénurie récente d'arachides a été attribuée à l'augmentation des superficies affectées au tournesol plus facile à cultiver et d'un meilleur rapport.^{3/}

En outre, et ceci est plus inquiétant, la situation favorable du marché peut, en augmentant la tendance à trop demander au sol, accroître le danger de l'appauvrir. Des problèmes à long terme plus graves se posent de ce fait. Avec la plus forte demande des produits de l'agriculture de l'Afrique tropicale, la période de repos des terres cultivées et pastorales, a, dans beaucoup de cas, sensiblement diminué, comme, par exemple, dans l'Ouganda et la Nigeria, en ce qui concerne la production de coton, pour l'Afrique occidentale française et britannique et dans d'autres régions en ce qui concerne la production d'arachides. Dans l'Ouganda, "la demande de cultures destinées à l'exportation exige le défrichement de nouvelles terres et réduit encore la période de repos. La pression exercée sur les terres est particulièrement forte lorsqu'on cultive le coton. Dans l'Ouganda, la culture du coton, plus que toute autre, augmente l'érosion du sol".^{4/} De même, on a signalé qu'en Afrique occidentale française, "l'arachide, autour de laquelle gravite toute la vie de la colonie du Sénégal, fait, telle qu'elle est actuellement cultivée, le désert derrière elle".^{5/}

3/ Tanganyika, Department of Agriculture, Annual Report, 1950, page 3.
Le rapport ajoute : "La tendance à abandonner les cultures vivrières pour les cultures marchandes doit être constamment surveillée. Il faut une propagande continuelle pour empêcher cette tendance de dépasser les limites raisonnables." (page 4).

4/ J.G. Tothill, Agriculture in Uganda, (Londres 1940), page 80.

5/ Eugène Guernier, Encyclopédie coloniale et maritime : Afrique occidentale française (Paris, 1949), page 15.

On a signalé ailleurs que la culture des plantes vivaces n'est pas nécessairement liée à celle d'autres plantes. Lorsque la situation du marché est favorable, les fermiers indigènes tendent à se spécialiser dans les cultures marchandes et à compter entièrement ou partiellement sur d'autres régions pour leur alimentation. La Côte de l'Or fournit plus que tout autre territoire de la région un exemple frappant de la dissociation de la production alimentaire de subsistance et de la production des cultures marchandes, mais la production marchande aussi spécialisée est l'exception plutôt que la règle chez les cultivateurs indigènes de l'Afrique tropicale. La grande majorité des agricultures indigènes, sur la plus grande partie du territoire, pratiquent un système où les cultures vivrières de subsistance alternent par assolement avec des cultures marchandes. Les effets des grandes et brusques fluctuations de prix qu'on accuse les produits essentiels sont donc atténués pour ces cultivateurs grâce à la production de subsistance, puisque ces fluctuations, si elles peuvent abaisser leur niveau de vie, ne diminuent pas sérieusement leurs moyens d'existence.

Emploi rémunéré

Bien que pour l'ensemble de l'Afrique, le rapport entre les salariés et la population totale soit peu élevé, il augmente dans tous les territoires et au cours des dernières quinze à vingt années, le nombre des Africains recevant un salaire a augmenté plus rapidement que le chiffre de la population. Au Congo belge, au Kenya, en Rhodésie du Nord, en Rhodésie du Sud et au Tanganyika, l'emploi rémunéré est un élément plus important de la commercialisation de l'agriculture indigène que les cultures marchandes et dans ces territoires, le nombre des salariés a, depuis 1935 environ, augmenté beaucoup plus rapidement que dans les territoires où le développement des cultures marchandes a été plus important. Ainsi, le nombre des salariés est passé entre 1936 et 1950, de 491.000 à 962.000 au Congo belge, de 214.000 à 420.000 au Kenya, de 77.000 à 172.000 en Rhodésie du Nord, de 254.000 à 458.000 en Rhodésie du Sud et de 243.000 à 455.000 au Tanganyika.

Les conséquences de ce développement de l'emploi rémunéré sur la situation économique des salariés et des collectivités agricoles indigènes sont très importantes, mais elles ne se prêtent pas à l'évaluation statistique. En ce qui concerne les salariés, il convient de distinguer entre l'emploi rémunéré permanent en tant que moyen d'existence principal et l'emploi rémunéré intermittent combiné avec l'agriculture de subsistance. Il n'existe pas de statistiques permettant d'estimer le nombre des travailleurs qui ont un emploi permanent. Cependant, il est certain que, dans tous les territoires de l'Afrique tropicale, le nombre des salariés dont le salaire est le principal moyen d'existence tend à augmenter. Néanmoins, les salariés à emploi permanent représentent seulement une petite partie de l'ensemble de la main-d'oeuvre et nulle part en Afrique tropicale leur nombre n'atteint les proportions que l'on rencontre dans les centres urbains industrialisés de l'Union Sud-Africaine. Les salariés à emploi permanent sont nombreux au Congo belge, au Kenya et en Rhodésie du Sud, où la création d'industries secondaires et la construction de villes modernes, surtout par les colons non autochtones, a accru la demande de main-d'oeuvre et aussi en Afrique occidentale, par exemple dans des villes comme Accra, Kumasi, Takoradi, Lagos, Dakar, Conakry et Freetown qui sont d'importants centres d'exportations.

Toutefois, la grande majorité des salariés en Afrique tropicale est composée de migrants qui quittent, pour de courtes périodes, la plupart pour y retourner ensuite, des collectivités où l'agriculture de subsistance domine. L'existence de cette main-d'oeuvre migrante implique que le salarié a besoin de revenus en espèces pour payer ses impôts et se procurer quelques agréments de nature à élever son niveau de vie, mais aussi que ses principaux moyens d'existence et ceux de sa famille proviennent de la collectivité agricole d'où il vient. Dans toute l'Afrique orientale et centrale, la pratique courante, souvent prescrite par les gouvernements, est que l'employeur procure aux ouvriers africains non spécialisés une alimentation de base et parfois un logement, de sorte que, pendant la durée de l'emploi rémunéré, le migrant reçoit une quantité d'aliments semblable à celle qu'aurait pu avoir dans sa collectivité. Il est extrêmement difficile de comparer la situation économique actuelle de ces ouvriers migrants en Afrique tropicale avec leur situation à un moment quelconque du passé.

Indépendamment du fait que les données statistiques touchant les salaires et le prix des articles de consommation courante sont très incomplètes, il n'existe pas de moyen satisfaisant permettant d'évaluer le niveau de vie à l'intérieur ou en dehors des économies agricoles indigènes; cependant, on peut faire à ce sujet certaines constations d'ordre qualitatif,

Tout d'abord, la situation n'est pas stable car, comme nous l'avons indiqué plus haut, non seulement le chiffre des salariés augmente, mais on constate chez eux une tendance à chercher davantage leurs moyens d'existence dans un emploi rétribué. Les salariés de l'Afrique tropicale passent par divers stades de transition depuis l'emploi rémunéré intermittent à côté de l'agriculture de subsistance jusqu'au travail salarié à temps complet. Il est, par conséquent, difficile de dire exactement quel rôle l'agriculture de subsistance joue dans la vie du salarié. Lorsque la production de subsistance est relativement assurée et suffit à satisfaire les besoins de la famille du travailleur et qu'elle reste un moyen d'existence à laquelle ce dernier peut toujours recourir, ses besoins essentiels sont assurés quelle que soit la situation de la demande en ce qui concerne son travail. Cependant, le fait que l'importance du travail salarié augmente peut signifier que la production de subsistance par habitant tend à diminuer.

Dans une grande mesure, le régime des salaires en Afrique tropicale est lié à l'existence de la main-d'oeuvre migrante. Les salaires sont très bas, surtout parce que la majorité des travailleurs continuent à dépendre de l'agriculture de subsistance et n'exercent d'emplois rémunérés que pendant des périodes courtes et irrégulières, de sorte que la main-d'oeuvre ne se spécialise pas et que son rendement est relativement faible. Au cours des dernières années, les salaires ont légèrement augmenté dans toute l'Afrique tropicale, mais, dans l'ensemble, l'augmentation a simplement compensé la hausse des prix. Les bases du régime des salaires, bien que ceux-ci aient subi les effets de la demande de main-d'oeuvre spécialisée dans certains centres industriels et urbains, n'ont pas subi de modifications fondamentales.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la demande de main-d'oeuvre en Afrique tropicale est concentrée dans certains territoires et la main-d'oeuvre est recrutée à la fois dans ces territoires et dans d'autres. De nombreux travailleurs migrants viennent de territoires qui ne peuvent produire des cultures marchandes en quantités importantes par suite de leur éloignement et de la pénurie de moyens de transport ou qui ne peuvent assurer un niveau de vie suffisant de subsistance à cause de la pression démographique et des conditions physiques défavorables. Par conséquent, le travail salarié peut dans certains cas constituer la seule source de revenus monétaires à l'intérieur de l'économie agricole indigène et peut non seulement relever le niveau de vie en augmentant le nombre des articles consommés, mais aussi contribuer à maintenir un niveau de subsistance précaire. Dans de nombreuses régions, le nombre des salariés augmente en cas de sécheresse et de mauvaises récoltes.

Par ailleurs, la main-d'oeuvre migrante peut contribuer à diminuer la capacité de production des régions d'où elle provient. L'absence de nombreux travailleurs mâles des régions à régime tribal, pendant des périodes de longue durée, peut avoir pour résultat l'emploi de méthodes de culture moins bonnes qui contribuent à épuiser le sol. Dans ce cas, la production tend à baisser et la nécessité pour la population de chercher ailleurs un emploi provoque une augmentation de l'exode de la main-d'oeuvre, ce qui aggrave encore la baisse de la production agricole. Cet aspect du problème est depuis longtemps un sujet de préoccupation dans de nombreuses régions d'Afrique. Selon une source officielle, au Nyassaland, par exemple, "l'ampleur de la migration saisonnière est devenue telle - en 1948, le nombre estimé des migrants était de 140.000 - que les Native Labour (Recruiting Permit) Rules ont dû être modifiées en 1948 pour fixer une saison où les migrations sont interdites, entre novembre et février, afin d'assurer qu'il sera veillé à la culture des plantes à la fois pour la consommation locale et pour l'exportation".^{6/}

^{6/} Royaume-Uni, Colonial Office, The British Territories in East and Central Africa, 1945-50, page 140.

Chapitre 5

PROBLEMES QUE POSE L'EXPANSION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

On a montré que, dans les économies agricoles indigènes de l'Afrique tropicale, une très grande partie des ressources totales en terres et en main-d'oeuvre est consacrée à la production de subsistance. Bien que presque toutes ces économies comprennent une forme quelconque d'activité rémunérée en espèces, le volume du revenu monétaire qui en découle est minime par rapport au total des ressources consacrées à la production. En conséquence, le revenu monétaire par habitant est extrêmement faible, et les activités rémunérées en espèces étant plus ou moins dispersées, il existe relativement peu de zone où se concentrent des revenus élevés. C'est pourquoi le niveau de vie des autochtones de l'Afrique tropicale est presque partout très bas. On ne peut l'élever qu'en augmentant la production par habitant, ce qui suppose notamment l'utilisation plus efficace des ressources. Le degré de développement économique qu'il est possible d'atteindre dans une économie agricole de subsistance est extrêmement faible. On ne pourra pousser plus loin le développement économique, c'est-à-dire, en définitive, élever les niveaux de vie, qu'en faisant d'abord entrer dans le cadre d'une économie de marché une grande partie des ressources en terres et en main-d'oeuvre. A cet égard, la nécessité de découvrir des stimulants qui encouragent la production destinée à la vente, en étendant les débouchés, pose toute une série de problèmes. D'autre part, si l'on fait entrer une fraction beaucoup plus importante des ressources dont disposent les économies agricoles indigènes dans le cadre de l'économie de marché, la productivité agricole aura tendance à baisser à moins que les méthodes de culture ne s'améliorent; il y a là une autre série de difficultés à surmonter. Aux fins du développement économique de l'Afrique tropicale tout entière, il est essentiel de préserver la fertilité des sols et d'augmenter la productivité dans l'agriculture, surtout en ce qui concerne les cultures vivrières.

Moyens de transport

L'insuffisance des moyens de transport et partant, des débouchés, est l'obstacle qui empêche le plus manifestement les économies agricoles indigènes de prendre une part plus active aux échanges. On peut, à cet égard, appliquer à une grande partie de l'Afrique tropicale une constatation énoncée dans un récent rapport officiel relatif à la Rhodésie du Nord : "A l'heure actuelle, la mesure dans laquelle le cultivateur est disposé à se lancer dans la production de cultures marchandes dépend souvent de la confiance qu'il a, ou qu'il n'a pas, dans les possibilités d'écouler ses produits. Les moyens de communication existants sont médiocres. L'organisation actuelle du marché est improvisée et rudimentaire, de sorte que dans bien des régions, le producteur primaire doit courir le risque, s'il ne peut vendre l'excédent de ses récoltes, de le voir pourrir sans être consommé. Il semble que beaucoup, dans les circonstances présentes, ne soient pas disposés à courir ce risque". ^{1/}

Du point de vue historique, l'extension des transports modernes, notamment des chemins de fer en Afrique tropicale, a été conditionnée surtout par les exportations de minerais et de certains produits agricoles. Dans certains cas, en Afrique orientale par exemple, des considérations d'ordre stratégique et administratif ont également joué un rôle. Bien que l'extension des transports ait aidé les producteurs autochtones à développer leurs cultures marchandes, cette amélioration des moyens de communication n'était pas destinée, au premier chef, à faire progresser les économies agricoles indigènes. Elle a exigé de gros investissements de capitaux venant de l'extérieur, attirés presque uniquement par les perspectives de l'exportation.

Au cours des années 1930 et suivantes, alors que les produits primaires se traitaient à bas prix sur le marché mondial, le coût relativement élevé des transports dans l'Afrique tropicale n'a laissé qu'un champ assez limité à l'extension des cultures marchandes dans les économies agricoles indigènes, même

^{1/} Northern Rhodesia Department of African Affairs, Annual Report for the year 1950 (Lusaka, 1951), page 48.

dans la zone la mieux desservie. Cette limitation a contribué à son tour à décourager d'autres investissements importants dans les transports. En revanche, depuis la deuxième guerre mondiale, les prix mondiaux sont favorables à l'extension de la production de certaines cultures indigènes destinées à l'exportation, en particulier les arachides et le coton. Dans bien des cas, le développement des cultures destinées à l'exportation a atteint la limite imposée par la capacité des moyens de transport existants. C'est ainsi qu'au Nigeria, le prix à l'exportation des arachides après la guerre a généralement été assez élevé pour encourager la production destinée à l'exportation dans presque toutes les régions qui sont desservies par une voie ferrée fluviale. En partie parce que le cours supérieur du Benue n'est pas navigable pendant plusieurs mois de la saison sèche, il est arrivé fréquemment que des stocks d'arachides très abondants s'accumulent à Kano et en d'autres centres. Des problèmes de transport analogues se posent en Afrique orientale et centrale britannique. Selon une récente déclaration officielle concernant les chemins de fer de la Rhodésie, "la capacité de la ligne était autrefois très supérieurs aux besoins, mais le trafic a augmenté rapidement par suite de l'essor d'après guerre et l'on élabore des plans en vue d'accroître la capacité de transport des chemins de fer". ^{2/} Nombreux sont les cas où les moyens de transport et autres installations permettant de manutentionner et d'acheminer les marchandises telles que les installations portuaires, sont encore handicapés du fait que le matériel n'est pas entretenu et renouvelé ou ne l'est pas en temps voulu, ce qui est imputable, en grande partie, à la guerre; la situation s'est trouvée aggravée par l'accroissement de la demande de transports au cours des dernières années. Un observateur a déclaré que "40 millions de livres sterling environ ont été dépensés pour les transports en Afrique orientale depuis la guerre, et qu'il est encore difficile d'observer une amélioration réelle." ^{3/}

^{2/} Central African Territories : Geographical, Historical and Economic Survey (Londres, 1951), Cmd 8234, page 33.

^{3/} H. Winn Jones, "Inadequate transport plans for East Africa", New Commonwealth (Londres), 15 septembre 1952, page 258.

Tous les plans élaborés après la guerre pour la mise en valeur de l'Afrique tropicale tiennent compte de la nécessité d'améliorer et d'étendre les moyens de transport et une grande partie du total des investissements qu'ils prévoient doit être affectée à cette fin. Ainsi, dans les plans relatifs aux territoires français situés au sud du Sahara, la part accordée aux transports est d'environ 60 pour 100; elle dépasse 50 pour 100 au Congo belge et atteint environ 25 pour 100 dans les premiers plans annoncés pour les territoires britanniques.

Une fraction importante de ces dépenses est destinée à améliorer les moyens de transport existants plutôt qu'à les étendre à de nouvelles régions. Cette amélioration des installations existantes s'impose puisque la plupart des réseaux de transport de l'Afrique tropicale ne permettent pas de répondre à la demande. C'est le cas, en particulier, dans l'Afrique centrale britannique, où l'expansion de la production minérale destinée à l'exportation est entravée par la longueur et la difficulté du transport jusqu'à la mer et par l'insuffisance des installations portuaires de Beira. Au début de 1952, l'embouteillage à Beira avait pris des proportions telles que le port abritait deux fois plus de navires qu'on ne pouvait commodément en charger ou décharger. Malgré tous les efforts déployés pour améliorer les installations et opérations portuaires, il y a souvent un grave embouteillage dans de nombreux ports de la région. Par suite, les exportations et importations sont souvent démesurément retardées et les frais de transport à destination et en provenance de plusieurs ports ont subi des majorations spéciales en raison des pertes de temps.

Bien que l'encouragement que la hausse des prix et la politique des pouvoirs publics ont donné aux cultures marchandes dans les économies agricoles indigènes ait surchargé les moyens de transport existants dans presque toute l'Afrique tropicale, il est possible que l'amélioration de ces moyens n'ait pas automatiquement pour effet de favoriser notablement la commercialisation de ces économies si l'on n'étend pas également les moyens de transport à de nouvelles régions. Les réseaux ferroviaires construits surtout aux fins de l'exportation des minéraux et des récoltes des plantations ne traversent pas nécessairement les régions de culture indigène où le meilleur rendement peut être obtenu. Mais, au cours des

dernières années, l'extension des routes de grande communication, considérées comme les artères qui alimentent les principaux réseaux ferroviaires et fluviaux a permis d'utiliser de manière plus intensive les moyens de transport existants en mettant de nouvelles régions à leur portée.

L'extension des routes de grande communication occupe une place prédominante dans les plans de tous les pouvoirs publics en Afrique tropicale. Comme il est indiqué dans Les conditions économiques en Afrique, ^{4/} "Dans tous les cas, la construction de nouvelles routes et l'amélioration du réseau routier existant constituent le poste le plus important des dépenses à engager dans le domaine des communications. C'est ainsi qu'en Afrique occidentale française, on envisage de faire construire 18.000 kilomètres de routes nouvelles, alors qu'en Afrique équatoriale française, région où il existe en ce moment environ 15.000 milles de pistes dont la plupart sont inutilisables pendant la saison des pluies, on se propose de mettre en oeuvre un vaste programme de reconstruction et de revêtement de routes, afin de créer un réseau utilisable tout au long de l'année. Les dépenses que l'on se propose d'engager pour la reconstruction des routes en Afrique britannique constituent une partie importante des dépenses dans toutes les colonies, à l'exception de Zanzibar. En Afrique centrale et orientale, les plans prévoient la construction de grandes artères routières au Nyassaland, en Rhodésie du Nord, au Tanganyika et au Kenya".

En 1952, un groupe d'experts-conseil britanniques et américains a entrepris, à l'intention du Secrétaire d'Etat du Royaume-Uni pour les colonies, une étude approfondie des possibilités économiques offertes par un certain nombre de lignes ferroviaires et de tronçons de raccordement que l'on se propose de construire de façon à relier les réseaux ferroviaires de l'Afrique orientale et de la Rhodésie. ^{5/} En ce qui concerne le développement économique des diverses régions

^{4/} Publication des Nations Unies, No 1951 II, C.2, pages 120 à 123.

^{5/} United Kingdom Colonial Office, Report on Central African Rail Link, Development Survey (Londres, 1952); voir également : East African Railways and Harbours Administration, A Report on an Engineering Survey of a Rail Link between the East African and Rhodesian Railway Systems (Nairobi, 1952).

que desserviraient les lignes ferroviaires en question, les experts ont déclaré dans leur rapport que, "à l'exception de la région riche en minéraux du sud-ouest du Tanganyika, le programme de mise en valeur doit reposer presque exclusivement sur l'agriculture et les responsables feront bien d'examiner si, dans les premières phases du développement, il ne vaudrait pas mieux employer à construire d'excellentes routes utilisables par tous les temps, à favoriser le progrès de l'agriculture sous diverses formes et peut-être, au début, à diminuer les frais de transport routiers grâce à l'assistance des pouvoirs publics, une partie des fonds que l'on envisage de dépenser pour construire des voies ferrées, acheter du matériel et amortir les premiers déficits". ^{6/}

A propos, notamment, du tronçon qu'il est question de construire pour relier la région nord à la région sud, les experts ont déclaré en outre : "Il se peut qu'aujourd'hui la solution rationnelle du problème consiste à laisser les transports routiers se charger du fardeau que portait jusqu'ici la voie ferrée construite à peu de frais et à retarder la construction de nouvelles voies ferrées jusqu'au moment où la construction de lignes ferroviaires mieux aménagées et mieux équipées se justifiera et que sa rentabilité sera assurée. Les transports routiers ont en particulier, sur les transports ferroviaires, surtout au début de la mise en valeur, l'avantage d'être plus souples; en outre, il est plus rapide de construire des routes et de se procurer des véhicules". ^{7/}

Il ressort de l'étude technique entreprise par l'Administration des chemins de fer et des ports de l'Afrique orientale qu'il est possible de construire des lignes ferroviaires suivant les divers itinéraires envisagés. Cependant, étant donné qu'une grande partie du tronçon principal nord-sud traverserait un terrain accidenté, on a estimé que sa construction reviendrait à 33 millions de

^{6/} United Kingdom Colonial Office, op. cit., page 53

^{7/} Op. cit., page 33.

livres sterling environ, au prix de janvier 1952. 8/

Cependant, il ne faut pas négliger les limites imposées aux transports routiers dans l'Afrique tropicale. La plupart des routes de grande communication ne sont pas construites pour supporter un trafic intense ou croissant et une petite partie seulement du réseau existant se compose de routes utilisables par tous les temps et toute l'année. D'autre part, comme les routes jouent le rôle d'artères alimentant les principaux réseaux ferroviaires et fluviaux, elles ajoutent à la charge de ces réseaux qu'il est par conséquent nécessaire d'améliorer parallèlement. Il reste cependant que, dans l'ensemble, la construction de bonnes routes ordinaires exige des investissements moins importants et que les transports routiers sont considérés comme plus économiques que les transports par voie ferrée quand le volume du trafic est inférieur à 400.000 tonnes par an; indépendamment du rôle d'affluents qu'elles remplissent envers les principaux réseaux ferroviaires et fluviaux existants, les routes seraient donc le moyen le plus économique de répondre aux besoins de développement, surtout agricole, de la région considérée. 9/

8/ East African Railways and Harbours Administration, *op. cit.*, pages 12 et 91. Etant donné que le tronçon nord(sud aurait pres de 1.800 kilomètres de longueur, le coût de construction serait de 18.750 livres par kilomètre (soit 52.000 dollars); ce chiffre est à rapprocher du coût moyen approximatif d'environ 3 millions de francs du Congo belge (60.000 dollars) au kilomètre (voies à écartement de 1,067 mètre), selon des calculs faits pour le programme décennal de développement du Congo belge. Ces renseignements font apparaître l'importance des investissements requis pour étendre sensiblement le réseau ferroviaire. On peut aussi comparer ces chiffres avec le coût approximatif moyen de la construction de routes au Congo belge, qui va de 11.500 dollars au kilomètre environ pour des routes peu coûteuses, mais de bonne qualité, faites de gravier stabilisé, à 50.000 dollars au kilomètre pour des routes coûteuses, en béton destinées à une circulation intense. Il faudrait majorer d'environ 20 pour 100 les estimations données pour le Congo belge afin de tenir compte de l'augmentation des prix intervenue depuis leur publication.

9/ D'après une comparaison, pour une distance de 500 kilomètres entre les chemins de fer et les routes de grande communication où circuleraient des camions de 20 tonnes, tirée des calculs de prix de revient établis pour le programme décennal de développement du Congo belge.

Pour commercialiser davantage les économies agricoles indigènes, il faudra non seulement améliorer les moyens de transport existants mais aussi étendre ces facilités et les débouchés qu'elles offrent, à des régions qui les ont à peine connues jusqu'ici. Les dépenses en capital que suppose cette extension des transports seront probablement élevées, tant en valeur absolue que par rapport au revenu national des territoires. Elles dépassent de beaucoup la capacité d'épargne actuelle des collectivités locales. Aux difficultés que créent les facteurs d'ordre topographique et climatique, il faut ajouter les complications provenant du fait que de vastes régions de l'Afrique tropicale sont infestées par la mouche tsé-tsé et que, par conséquent, la population y est très clairsemée. Vu la faible densité de la population, il est probable que le volume du trafic sera minime par rapport aux distances parcourues, de sorte que les coûts élevés qui caractérisent les transports actuels dans l'Afrique tropicale resteront vraisemblablement un des attributs de toute extension appréciable du réseau à d'autres régions. En outre, dans bien des régions, la plupart des transports mécanisés seront tributaires des importations de combustibles et carburants.

Développement agricole

Bien que l'insuffisance des moyens de transport soit au premier rang des obstacles qui empêchent d'adapter une fraction croissante des ressources en terres et en main-d'oeuvre à l'économie de marché, il faut aussi considérer d'autres problèmes. Le processus de commercialisation comporte certaines limites inhérentes aux méthodes de culture qui prédominent dans toute l'Afrique tropicale. Alors qu'une spécialisation complète et, par conséquent, une commercialisation complète, sont possibles dans la culture des plantes vivaces, les cultures marchandes de plantes annuelles alternent avec des cultures vivrières qui, dans une grande mesure, sont consommées directement. Il paraît impossible d'augmenter beaucoup la production destinée à la vente si les méthodes de

culture indigènes actuelles continuent à prévaloir. ^{10/} Ces méthodes ont pour effet de maintenir la productivité à un niveau très bas et les excédents négociables qui peuvent se constituer sont relativement insignifiants. Il est évident qu'il n'est possible d'accroître l'excédent négociable qu'en augmentant considérablement la production.

L'agriculture indigène en est donc à un stade où il importe d'employer de meilleures méthodes de culture. Il n'est possible d'augmenter sensiblement la production qu'en instaurant un système de culture plus intensive mais, dans certaines régions, le maintien de la production aux niveaux actuels pose déjà des problèmes urgents.

Il est abondamment prouvé que, dans bien des régions de l'Afrique tropicale, la productivité diminue en raison, surtout, de l'usure des sols et des maladies qui s'attaquent aux animaux et aux plantes. L'usure des sols comprend deux dangers étroitement liés : l'épuisement des terres et l'érosion. Si les sols s'épuisent, c'est le plus souvent parce que le cultivateur exige trop d'eux. Jusqu'à une époque récente, l'assolement, pratiqué par bon nombre de cultivateurs autochtones, assurait le maintien de la fertilité du sol. Mais, au cours des cinquantes dernières années, l'introduction de cultures marchandes et l'accroissement de la population ont réduit la durée de la jachère et amené l'épuisement de la terre. Le problème que pose la conservation des sols est en outre compliqué par l'érosion. Les facteurs auxquels on peut imputer l'épuisement des sols ont aussi accéléré l'érosion. Le pacage excessif, le déboisement et l'emploi de méthodes de cultures défectueuses ont tous joué un rôle important à cet égard. En outre, comme il est indiqué plus haut, l'absence des travailleurs migrants qui quittent en grand nombre leur collectivité agricole d'origine, a, dans certaines régions de l'Afrique, des effets nuisibles sur les méthodes de culture et la production agricole.

De vastes régions de l'Afrique tropicale sont infestées par la mouche tsé-tsé. Au Tanganyika et en Rhodésie du Nord, plus de la moitié de la superficie totale est impropre à l'élevage. Dans les régions méridionales de la Côte de l'Or

^{10/} "Mais il convient de considérer que, dans les conditions précaires de travail dans lesquelles opère l'Africain, il tire du sol le rendement optimum de son effort." (Eugène Guernier, Encyclopédie coloniale et maritime, Afrique équatoriale française, page 299).

et de la Nigeria, ainsi que dans de vastes zones du Congo belge et de l'Afrique équatoriale française, c'est à la mouche tsé-tsé qu'il faut imputer l'absence ou l'insuffisance de l'élevage. A l'heure actuelle, il est impossible, dans ces régions, de combiner l'élevage et la culture.

Les maladies des plantes menacent aussi l'agriculture et ont souvent causé de grands dégâts. Ainsi, bien que l'on ait planté activement, la production de cacao dans la Côte de l'Or est inférieure, depuis la guerre, à celle des années qui ont précédé immédiatement la guerre, par suite des ravages que fait la maladie des pousses du cacaoyer.

Les améliorations qu'il est indispensable d'apporter aux méthodes de cultures actuelles si l'on veut avancer le développement économique de l'Afrique tropicale posent des problèmes techniques très variés. Parmi ces améliorations, il faut citer l'irrigation, la lutte contre l'érosion, la diffusion de l'emploi des engrais, la mécanisation, l'adaptation du régime foncier à des méthodes de culture perfectionnées et à la pratique des cultures marchandes, la multiplication des stations expérimentales et l'éducation des classes rurales; toutes les administrations de l'Afrique tropicale ont accompli, à cet égard, des progrès importants. Une fraction importante de dépenses que l'on se propose d'engager pour l'exécution de plans de mise en valeur est consacrée au développement de l'agriculture. Si tous ces efforts ont permis au cours des dernières années d'acquérir une somme remarquable de connaissances techniques, il reste beaucoup de problèmes à résoudre avant de pouvoir, sans risque, apporter des modifications profondes à la politique suivie jusqu'à présent. A cet égard, l'œuvre entreprise à l'échelon intergouvernemental par la Commission de coopération technique pour les régions de l'Afrique situées au sud du Sahara, devrait puissamment contribuer aux progrès futurs.

Ressources en main-d'oeuvre

La mesure dans laquelle la main-d'oeuvre migrante peut être enlevée aux collectivités qui vivent de l'agriculture de subsistance, sans que l'équilibre économique de leur société en souffre trop, a des limites très précises. L'absence

d'un grand nombre de travailleurs (les hommes qui entreraient dans les rangs de la main-d'oeuvre migrante) pourrait avoir des effets défavorables sur l'activité agricole; il en résulterait peut-être une baisse de la production de denrées alimentaires essentielles. Là où cette tendance s'accroît, l'exode annuel de main-d'oeuvre augmentant, on enregistre une nouvelle baisse de la production. Il est évident que l'on peut finalement en arriver à un stade où le système de la main-d'oeuvre migrante dans lequel le travailleur conserve sa place dans une collectivité qui vit d'une agriculture de subsistance, s'effondrera forcément.

Dans bien des régions de l'Afrique tropicale, l'exode régulier de main-d'oeuvre migrante a déjà gravement compromis la production agricole indigène. Les rapports officiels signalent, par exemple, que "le Gouvernement du Nyassaland reste préoccupé par les problèmes agricoles et sociaux que pose l'exode de la main-d'oeuvre vers les territoires avoisinants. En 1951, le contingent de travailleurs que les mines d'or de l'Union Sud-Africaine étaient autorisées à recruter, a été réduit de 10.000 (chiffres de 1950) à 8.000; en 1950, il a encore été ramené à 7.000. Le Gouvernement a interdit, en outre, le recrutement des Africains originaires des provinces méridionales (où la main-d'oeuvre est particulièrement rare)". ^{11/} Pour illustrer le problème général, on peut également citer l'exemple du Congo belge où la politique des pouvoirs publics vise à maintenir l'équilibre entre l'effectif de la main-d'oeuvre au dedans et au dehors de l'économie agricole indigène. La demande croissante de la main-d'oeuvre dans l'agriculture non indigène, les mines et l'industrie, fait concurrence jusqu'à un certain point, aux cultures marchandes auxquelles se livrent les collectivités indigènes et la main-d'oeuvre des entreprises non indigènes vient de plus en plus des régions où prédomine l'agriculture de subsistance, de sorte qu'en dernière analyse, ces régions sont menacées d'une baisse de la production. Devant cette menace, les pouvoirs publics ont pris diverses mesures, imposant notamment des restrictions au recrutement, la culture obligatoire de denrées alimentaires et l'application de méthodes de culture améliorées.

^{11/} The Colonial Territories, 1951-1952, (Londres, mai 1952), Cmd 8553, page 86.

Dans les systèmes de culture actuels, la production de denrées alimentaires essentielles peut donc être menacée par l'accroissement de la demande de main-d'oeuvre qui augmente le nombre des migrants à la recherche d'un emploi à court terme. Le problème est particulièrement pressant dans les territoires où l'emploi salarié en dehors des économies agricoles indigènes est le principal moyen de s'assurer un revenu en espèces. Là où les ressources en terres sont soumises, dans le système de culture actuel, à une forte pression - c'est le cas notamment dans le Kenya et le Ruanda-Urundi - il importe d'améliorer les normes de l'agriculture indigène et de l'adapter au développement économique général du territoire. Tôt ou tard, le développement économique risque d'atteindre partout un degré auquel il sera impossible d'augmenter, voire de maintenir, le courant de main-d'oeuvre migrante venant des collectivités qui vivent d'une agriculture de subsistance.

Les possibilités de développement économique dans un système utilisant la main-d'oeuvre migrante, sont limitées encore par d'autres facteurs. Tant que la main-d'oeuvre se compose en majeure partie de manoeuvres qui sont aussi des cultivateurs pratiquant l'agriculture de subsistance et que la structure des salaires est aménagée en conséquence, l'intérêt qu'a le travailleur à occuper un emploi permanent et à acquérir une formation professionnelle, ainsi que la possibilité de le faire, sont limités. La production tend à se confiner à des formes qui permettent d'employer avec le plus de profit, une main-d'oeuvre non spécialisée et de moindre rendement. Si l'on veut que le développement économique dépasse ce stade, il est évident qu'il faut constituer une main-d'oeuvre permanente et stable, de meilleur rendement et mieux rétribuée. Un mouvement se dessine dans ce sens, tant sur l'initiative des employeurs - c'est le cas notamment dans les entreprises minières du Congo belge et de la Rhodésie du Nord - que sous l'impulsion des pouvoirs publics dont la politique comprend des mesures telles que la réglementation des salaires, l'encouragement des associations de travailleurs et des programmes de construction de logements et d'assistance pour les travailleurs urbains. Au Kenya, en Rhodésie du Nord et en Rhodésie du Sud, la création d'un corps de salariés permanents parmi les autochtones se heurte à la concurrence des colons non autochtones qui monopolisent un grand nombre des emplois spécialisés.

Investissement de capitaux

L'extension, dans les économies agricoles indigènes de l'Afrique tropicale, de la production marchande dont dépend en grande partie leur développement économique ultérieur, peut exiger des investissements considérables. Jusqu'ici les économies agricoles indigènes n'ont bénéficié que d'investissements modestes et la production marchande dépendait en grande partie des moyens de transport existants, créés au moyen de capitaux étrangers pour l'exploitation des ressources exportables. Il est peu probable que les économies agricoles indigènes puissent attirer de grandes quantités de capitaux privés de l'extérieur et l'épargne privée dans les territoires de l'Afrique tropicale est relativement faible. Bien que le volume de l'épargne ait augmenté au cours des dernières années, cet accroissement s'est effectué surtout par l'intermédiaire d'institutions publiques. Une grande partie de cette épargne publique est le fruit de la politique suivie par les offices de vente qui conservent une fraction des recettes d'exportation de façon à constituer des réserves servant notamment à stabiliser les prix. Bien que la hausse des prix sur le marché mondial ait permis à ces offices d'accumuler des sommes importantes, le montant disponible pour les investissements est limité par la nécessité de conserver les liquidités que suppose une politique de stabilisation. Le pourcentage des recettes d'exportation que les offices de vente peuvent conserver dépend aussi des effets de la constitution de ces réserves sur les dispositions des producteurs. La mesure dans laquelle la politique des pouvoirs publics peut orienter les ressources vers les investissements sans que la production en souffre est parfois très limitée. Il apparaît donc que l'initiative des pouvoirs publics et l'apport du capital extérieur sont également essentiels si l'on veut donner au développement un rythme assez rapide.

Le besoin de capitaux extérieurs a été positivement reconnu dans le financement des plans de développement pour l'Afrique. C'est ainsi que, dans le cas des territoires britanniques, selon des estimations relatives aux plans approuvés au 31 mars 1952, 18 pour 100 environ des dépenses à engager seraient financées par le Colonial Development and Welfare Fund, 32 pour 100 environ par des emprunts

effectués hors des territoires et 50 pour 100 environ au moyen des ressources locales. Dans le cas des territoires français, les fonds jusqu'ici investis dans les plans de mise en valeur viennent presque exclusivement du Gouvernement de la métropole. De même, le plan décennal du Congo belge doit être financé surtout par des fonds venant de Belgique.

L'aide des Etats-Unis a également contribué dans une grande mesure au financement de projets de développement particuliers. De son côté, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a consenti récemment des prêts pour la mise en valeur au Congo belge, en Ethiopie et en Rhodésie du Sud.

DEUXIEME PARTIE

TENDANCES RECENTES DANS LE COMMERCE, LA PRODUCTION
ET LES PLANS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Chapitre 6

EXPOSE SUCCINCT DES CHANGEMENTS INTERVENUS

On trouvera dans la deuxième partie du présent rapport un exposé succinct des changements qui se sont manifestés au cours de 1951 dans l'ensemble de la production et du commerce extérieur de l'Afrique ^{1/} et dans les plans de développement élaborés pour les territoires dépendants de la Belgique, du Royaume-Uni et de la France. Dans certains cas, l'évolution du commerce international et des plans de développement est étudiée jusqu'à la fin du 1er semestre de 1952. On trouvera également une annexe statistique où figurent les derniers chiffres obtenus au moment de la publication.

Les lacunes des renseignements sur la production agricole soulignent le fait que les statistiques officielles en Afrique portent principalement sur celles des activités qui, dans le cadre de l'économie, se manifestent par des échanges. L'importance des activités de marché dépend en grande partie du commerce international; or, pour l'ensemble de la région, la valeur des importations et des exportations a dépassé en 1951 le niveau de 1950. D'une façon générale la valeur unitaire des exportations a été sensiblement plus élevée en 1951 et, bien qu'il en ait été de même de la valeur des importations, le rapport des échanges a été plus favorable qu'en 1950. En volume, les importations et les exportations ont quelque peu augmenté. Par suite de l'accroissement de la production, notamment de celle des produits minéraux et de l'importance croissante des capitaux investis dans les plans de développement, le niveau général des échanges a été plus élevé dans la plupart des territoires en 1951 qu'en 1950.

Les fluctuations de la production des cultures de subsistance exercent une forte influence sur la situation économique de la majorité de la population africaine; toutefois, les statistiques de la production de ces cultures sont très incomplètes et il n'est pas possible de comparer, à ce point de vue, la production de 1951 à celle de 1950.

^{1/} Dans le présent rapport le mot Afrique désigne tout le continent africain à l'exception de l'Egypte, ainsi que les îles situées au large de ce continent dans l'Océan Indien et dans l'Océan Atlantique, dont les principales sont Madagascar, la Réunion, l'île Maurice et Zanzibar.

On ne signale guère de changements importants dans la production agricole en 1951 (Annexe, tableau I). Parmi les principales cultures d'exportation, la production des fibres de coton dans l'ensemble de l'Afrique a été inférieure d'environ 10 pour 100 à celle de 1950. Dans le Soudan Anglo-Egyptien, cette production a baissé d'environ 42 pour 100. La production du cacao a également diminué d'environ 14 pour 100; cette baisse s'est surtout manifestée dans la Côte de l'Or où la production est tombée de 266.000 tonnes en 1950 à 214.000 en 1951. La production du sisal et celle du café ont augmenté l'une et l'autre d'environ 13 pour 100. Il faut notamment signaler l'augmentation de la production du caoutchouc, qui atteint environ 34 pour 100, et s'observe particulièrement au Libéria, au Congo belge et dans la Nigeria. L'accroissement de la production de caoutchouc de la Nigeria est particulièrement remarquable : de 6.800 tonnes en 1934, elle est passée à 13.600 en 1950 et à 21.600 en 1951.

Les renseignements dont on dispose au sujet des cultures vivrières sont incomplets. L'Union Sud-Africaine, qui est le principal producteur de maïs de la région, n'a produit que 1.717.000 tonnes en 1951, au lieu de 2.721.000 en 1950, et sa récolte de blé a été également inférieure à celle de l'année précédente, d'environ 3 pour 100. En Afrique du Nord française, la production de blé et d'orge s'est maintenue à peu près au même niveau en 1951 qu'en 1950, mais la production de ces deux denrées a diminué en Algérie et en Tunisie.

Pour tous les produits minéraux, à l'exception de l'or et de l'argent, la production de 1951 a été supérieure à celle de 1950 (Annexe, tableau II). On a enregistré une augmentation de plus de 50 pour 100 pour l'antimoine (73 pour 100), la magnésite (65 pour 100) et le pétrole (95 pour 100). La production de l'antimoine est passée de 10.700 tonnes en 1950 à 18.600 en 1951; cette augmentation s'observe surtout dans l'Union Sud-Africaine, dont la production est passée de 8.300 tonnes à 15.900. Pour le pétrole, qui provient uniquement de l'Algérie et du Maroc français, la production qui était de 42.700 tonnes en 1950, est montée à 83.300 tonnes en 1951.

Parmi les autres produits minéraux dont la production a sensiblement augmenté il faut citer le vanadium (34 pour 100), le plomb (33 pour 100), le tungstène (22 pour 100) et le zinc (20 pour 100). La production du cuivre, plus élevée de 10 pour 100 en 1951 qu'en 1950, a surtout augmenté dans les deux principaux pays producteurs, le Congo belge et la Rhodésie du Nord. Pour le manganèse, l'augmentation s'est élevée jusqu'à 13 pour 100; elle est passée de 837.000

à 948.000 tonnes; l'augmentation s'observe dans tous les pays producteurs à l'exception de l'Union Sud-Africaine.

Pour le minerai de fer, l'augmentation a été de 11 pour 100 pour l'ensemble de la région; elle s'observe surtout en Afrique du Nord française (notamment en Algérie) et en Union Sud-Africaine. Pour le charbon, l'ensemble de la production africaine - à laquelle l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Sud participent à concurrence de 95 pour 100 - n'a augmenté que de 1 pour 100.

Pour l'uranium aucune statistique n'a été publiée, mais on sait que le Congo belge est un producteur important. En Union Sud-Africaine, une installation pour la production de l'uranium à partir du minerai d'or s'est ouverte en octobre 1952; c'est la première d'une série d'entreprises analogues dont la création est projetée; on annonce officiellement que l'Union Sud-Africaine a élaboré un programme de production de l'uranium qui la mettra peut-être au rang des premiers producteurs du monde.

Les statistiques du commerce de l'Afrique en 1951 indiquent l'effet sur les bénéfices des exportateurs, de l'augmentation du prix des produits de base, consécutive à l'ouverture des hostilités en Corée. Pour l'ensemble de la région, la valeur des exportations en 1951 a dépassé d'un tiers celle de 1950; cette augmentation est, toutefois, beaucoup plus considérable dans certains territoires que dans d'autres (Annexe, tableau III). On enregistre un accroissement très considérable allant de 50 pour 100 à près de 100 pour 100, dans le Soudan anglo-égyptien, en Ethiopie, en Afrique équatoriale française, au Togo sous administration française, à l'île Maurice, au Tanganyika et dans l'Ouganda. Par contre, en Algérie, à Mozambique, à Madagascar, au Nyassaland et dans la Rhodésie du Sud l'augmentation a été très faible, moins de 20 pour 100; en Tunisie et en Somalie française, on a constaté une baisse d'environ 10 pour 100.

Quant à l'ensemble des importations africaines, il a augmenté en valeur d'environ 40 pour 100 de 1950 à 1951; l'augmentation est répartie plus régulièrement entre les territoires que dans le cas des exportations. Elle est de 50 à 70 pour 100 pour le Soudan anglo-égyptien, le Cameroun sous administration française, le Congo belge, Madagascar, le Kenya et l'Union Sud-Africaine; inférieure à 20 pour 100 en Tunisie, en Somalie française, à l'île Maurice et au Tanganyika; au Nyassaland, les importations ont quelque peu baissé.

Cette augmentation de la valeur des importations est due en partie à une augmentation des prix, mais, pour la plupart des territoires, elle résulte également d'un certain accroissement du volume des importations de biens de consommation et de biens d'équipement.

Les nouvelles tendances des prix des produits de base observées dans l'ensemble du continent pendant le premier semestre de 1951, et surtout en 1952, ont eu des répercussions sur un grand nombre de produits d'exportation importants, mais non pas sur tous. Les prix du coton et du sisal, qui avaient augmenté très sensiblement en 1950/51 ont atteint leur maximum avant la fin du premier semestre de 1951; ils se sont encore maintenus pendant le deuxième semestre bien au-dessus du niveau de juin 1950, mais ont de nouveau baissé en 1952. Les prix du sisal ont baissé très fortement pendant le deuxième et le troisième trimestre de 1952 et sont tombés au-dessous du niveau de juin 1950. Les prix des produits oléagineux, dont l'augmentation avait été moins accusée que pour les fibres, ont également baissé au cours du deuxième semestre de 1951 et du premier semestre de 1952. Par contre, le cacao et le café tout en accusant des fluctuations se sont maintenus dans l'ensemble à un niveau élevé et ont même augmenté pendant le premier semestre de 1952 par rapport à la fin de 1951. Le cuivre est demeuré assez stable en 1951-1952, avec un prix sensiblement plus élevé qu'en 1950.

Ces changements de prix n'ont guère affecté la valeur des exportations pendant le premier semestre de 1952. Pour la plupart des territoires, la valeur totale des exportations n'a guère varié pendant le premier semestre de 1952 par rapport à la période correspondante de 1951. Dans la moitié des territoires on observe une diminution, mais le Soudan anglo-égyptien, la Tunisie et le Togo sous administration française sont les seuls pays où la baisse ait atteint plus de 15 pour 100; on enregistre une augmentation de plus de 15 pour 100 au Maroc, dans le Sierra-Leone, à Gambie, au Kenya, au Tanganyika et en Rhodésie du Nord.

Les prix d'importation ont sensiblement augmenté après l'ouverture des hostilités en Corée et ont continué à monter pendant toute l'année 1951; ils ont baissé pendant le premier trimestre de 1952 tout en se maintenant bien au-dessus du niveau de 1950. Dans la plupart des territoires, la valeur des importations pendant le premier semestre de 1952 a été plus élevée de 15 pour 100

que pendant le premier semestre de 1951; l'Ethiopie, Madagascar, Mozambique, la Rhodésie du Nord, la Rhodésie du Sud et l'Union Sud-Africaine sont les seuls pays où les prix aient augmenté de moins de 15 pour 100; en Tunisie et à Gambie ils sont en régression. Dans la plupart des territoires africains, le rapport des échanges, différent selon le pays, est pourtant moins favorable, pour la plupart des territoires africains, en 1952 qu'en 1951.

En 1951, les dépenses au titre des plans de développement dans les territoires dépendants ont été dans l'ensemble plus élevées qu'en 1950, en raison de la hausse des prix d'une part, du nombre croissant des programmes en cours d'exécution d'autre part. Dans le cas de la France et du Royaume-Uni, les économies imposées par les difficultés éprouvées en matière de balance des paiements et l'augmentation des dépenses au titre de la défense nationale ont affecté l'offre des capitaux disponibles pour les investissements outre-mer.

Jusqu'en septembre 1952, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement n'avait consenti à l'Afrique aucun prêt en dehors de ceux qui ont été mentionnés dans l'Aperçu de l'évolution des conditions économiques en Afrique^{2/}, présenté au Conseil économique et social en 1952. En 1952, le Gouvernement du Royaume-Uni et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ont marqué un progrès vers la conclusion d'un accord permettant aux territoires dépendants du Royaume-Uni de bénéficier des prêts de la Banque.

^{2/} Publication des Nations Unies : numéro de vente 1952. II.C.2.

Chapitre 7

COMMERCE EXTERIEUR

Pour l'ensemble de l'Afrique ^{1/}, la valeur globale du commerce extérieur en 1951 a dépassé d'un tiers le niveau atteint en 1950. Au cours de cette période, les importations (évaluées en dollars) ont augmenté de plus de 1.500 millions de dollars, soit 39 pour 100, et les exportations de 1.100 millions de dollars, soit 31 pour 100 ^{2/}. Les importations, qui avaient fléchi en 1950 ont accusé une augmentation considérable en 1951. L'indice des importations s'établissait à 84,6 en 1950 et à 117,5 en 1951 (1948-49 = 100). L'indice des exportations évaluées en dollars qui n'avait augmenté que légèrement en 1950 pour atteindre le chiffre de 106, s'est élevé à 139,2 en 1951.

Pour l'ensemble de la région, le déficit des échanges de marchandises est passé de 500 millions de dollars en 1950 à 960 millions de dollars en 1951, mais il est resté sensiblement inférieur au niveau atteint pendant les années 1947, 1948 et 1949 où il était d'environ 1.400 millions de dollars. De 1950 à 1951, le déficit commercial a augmenté sensiblement en Union Sud-Africaine (486 millions de dollars en 1951 contre 238 millions en 1950), en Afrique du Nord française (472 millions de dollars contre 275 millions), en Afrique tropicale française (198 millions de dollars contre 113 millions) et en Rhodésie du Sud (136 millions de dollars contre 64 millions).

Dans la plupart des autres régions d'Afrique, l'amélioration des balances commerciales qui avait marqué l'année 1950 s'est poursuivie en 1951. En Afrique occidentale britannique, au Congo belge et dans le Ruanda-Urundi, l'excédent d'exportations, très faible en 1949, a augmenté de façon appréciable en 1950 et s'est rétabli à un niveau élevé en 1951. Dans les dépendances du Royaume-Uni en Afrique orientale et centrale, la balance commerciale globale, après avoir été déficitaire en 1948 et 1949, s'est soldée, en 1950, par un excédent d'exportations

^{1/} Non compris l'Egypte; voir la note ^{1/}, chapitre 6.

^{2/} Voir le tableau III de l'Annexe statistique.

de 52 millions de dollars, excédent qui a doublé en 1951. Au Soudan anglo-égyptien, l'excédent d'exportations a atteint 63 millions de dollars en 1951, soit trois fois plus qu'en 1949 et 1950. L'Ethiopie et les territoires portugais ont enregistré aussi en 1951 des excédents d'exportations alors que depuis la guerre leur balance commerciale avait été régulièrement déficitaire. Dans l'ensemble, les échanges des territoires britanniques se sont améliorés de façon beaucoup plus sensible que ceux des territoires français car leurs exportations se sont accrues dans une plus grande mesure. Dans les territoires britanniques ^{3/}, l'excédent des exportations sur les importations est passé de 117 millions de dollars en 1950 à 155 millions de dollars en 1951, tandis que le déficit commercial global des territoires français, qui était de 417 millions de dollars en 1950, a atteint en 1951, 742 millions de dollars.

Exportations

Dans la plupart des pays d'Afrique, la valeur des exportations s'est accrue, mais ce phénomène s'explique moins par l'augmentation du volume des exportations que par l'enchérissement des produits de base. Les prix des produits de base qui avaient suivi un mouvement de hausse brutale après le déclenchement des hostilités de Corée, s'étaient en grande partie stabilisés dès le milieu de 1951 et, après cette date, les prix de nombreuses marchandises ont commencé à baisser.

Les territoires dont les exportations se composent en grande partie de minéraux ont bénéficié de la valeur unitaire élevée des exportations de minéraux pendant toute l'année 1951. C'est ainsi que dans la Rhodésie du Nord, qui exporte presque uniquement des minéraux et surtout du cuivre, la valeur totale des exportations en 1951 a dépassé de 34 pour 100 ce qu'elle était en 1950, bien que le volume des exportations ait très peu augmenté. Du premier semestre de 1951 au second semestre de 1951 et au premier semestre de 1952, la valeur des exportations a augmenté respectivement de 9 et 26 pour 100. Au Congo belge, les indices officiels du quantum et des prix des exportations de minéraux, calculés sur la base de l'année 1948-49, sont passés, respectivement, de 108,9 à 113,6 et de 116,3 à 138,3. L'augmentation sensible de la production et des exportations

^{3/} Y compris la Rhodésie du Sud.

de cuivre, de zinc et de manganèse est due au développement des installations et de la mécanisation et à l'accroissement des ressources en énergie hydro-électrique. Pendant le premier semestre de 1952, le taux d'accroissement des exportations de minéraux a été encore plus élevé qu'au cours de l'année précédente, l'indice du quantum passant de 123,3 à 148,5. Au Maroc français et en Tunisie, où les minéraux représentent presque un tiers de la valeur totale des exportations, la hausse des prix, notamment celle des phosphates, et l'accroissement du volume des exportations, en particulier des exportations de manganèse, se sont traduits par une augmentation de la valeur des exportations de minéraux en 1951 et pendant le premier semestre de 1952. Dans les autres grands pays exportateurs de minéraux, tels que l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie du Sud, où les minéraux y compris l'or demi-fini, représentaient environ un tiers des exportations en 1951 et la Côte de l'Or, où le rapport était d'environ un quart, la valeur des exportations a diminué en raison de la place importante que l'or occupe dans les exportations minérales.

Parmi les pays africains qui sont producteurs de produits végétaux, les territoires dont les exportations ont le plus augmenté en valeur de 1950 à 1951 sont ceux dont les exportations se composent essentiellement de coton, de sisal et de sucre. Le Soudan anglo-égyptien, l'Ethiopie, l'Afrique équatoriale française, l'île Maurice, le Tanganyika et l'Ouganda ont vu leurs exportations augmenter de plus de 50 pour 100. Les prix du coton et du sisal, après une hausse très rapide, ont atteint leur maximum au cours du premier semestre de 1951; ils ont ensuite baissé pendant le second semestre de l'année et les six premiers mois de 1952. En raison de facteurs saisonniers et autres, cette évolution récente des prix n'a pas eu d'incidence visible sur la valeur des exportations du premier semestre de 1952, mais on peut s'attendre à ce qu'elle entraîne une réduction des recettes d'exportation de nombreux territoires.

Les territoires africains dont les exportations ont le moins augmenté en 1951, (moins de 20 pour 100 en valeur par rapport à 1950) sont les territoires de l'Afrique du Nord française, dont la production agricole comprend essentiellement des fruits, des légumes et des céréales et le Nyassaland et la Rhodésie du Sud qui produisent surtout du tabac dont le prix a baissé depuis 1950. ^{4/}

^{4/} Pour Madagascar également, la valeur des exportations a peu augmenté en 1951 (elle n'a dépassé que de 8 pour 100 ce qu'elle était en 1950), mais cet état de choses est imputable à une diminution de 20 pour 100 de la valeur du produit d'exportation principal, le café, dont 30.000 tonnes seulement ont été exportées en 1951, contre 45.000 tonnes en 1950.

Importations

L'augmentation de la valeur des importations en 1951 s'explique en grande partie par la hausse des prix des produits finis et semi-manufacturés, encore que dans presque tous les territoires, le volume des importations ait également augmenté. Parmi les pays publiant des indices du volume du commerce extérieur, on peut citer les territoires ci-après comme exemples de ceux dont les importations ont le plus augmenté depuis 1950 (de 22 à près de 50 pour 100) :

Indice du quantum des importations

	<u>Année de référence</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Afrique équatoriale française	1949	107	133
Afrique occidentale française	1949	117	152
Cameroun sous administration française	1949	106	157
Congo belge	1948-49	98	143
Madagascar	1949	122	182
Maroc	1949	107	131
Rhodésie du Sud	1939	216	266

Le quantum des importations s'est accru pour la plupart des catégories de produits, mais l'augmentation globale ne s'est pas répartie de la même manière dans tous les pays. Dans l'Union Sud-Africaine, par exemple, l'accroissement a été beaucoup plus marqué pour les approvisionnements des producteurs que pour les biens d'équipement ou de consommation. Au milieu de 1950, l'activité intense de l'industrie conjuguée à de sévères restrictions sur les importations, a entraîné un épuisement massif des stocks. Au cours du second semestre de 1950, des assouplissements ont été apportés à ces restrictions de manière sélective, en faveur des matériaux destinés aux producteurs et l'activité industrielle s'est maintenue à un niveau élevé. En Rhodésie du Sud, notamment, ainsi que dans certains territoires dépendants de l'Afrique tropicale, l'accroissement du rythme des investissements dans les différents programmes de développement économique, s'est traduit par une augmentation des importations de biens d'équipement. Dans certains territoires, notamment au Congo belge et en Afrique orientale britannique, on a enregistré une augmentation sensible des importations de biens de consommation, et surtout des textiles. Enfin, les importations de produits alimentaires ont beaucoup augmenté en Afrique du Nord française, en Rhodésie du Nord et en Rhodésie du Sud.

Evolution des échanges dans les différents territoires et régions d'Afrique

Le tableau 14 montre l'augmentation de la valeur des importations et des exportations dans certains territoires et certains régions d'Afrique. Il y a lieu de noter les faits suivants en ce qui concerne l'augmentation, en pourcentage, de la valeur des exportations et des importations : la forte augmentation des échanges dans le Soudan anglo-égyptien et dans l'Afrique orientale britannique et l'augmentation relativement faible dans l'Afrique du Nord française; l'augmentation assez forte des importations du Congo belge et du Ruanda-Urundi, de l'Union Sud-Africaine et des territoires français de l'Afrique noire, et l'augmentation relativement faible des exportations de l'Afrique centrale britannique.

Tableau 14. Augmentation de la valeur des échanges en 1951 par rapport à 1950
(en pourcentage)

Territoire	Total des échanges	Importations	Exportations
Soudan anglo-égyptien.....	76	55	93
Congo belge et Ruanda-Urundi.....	53	60	48 ^{a/}
Ethiopie.....	46	28	66
Union Sud-Africaine.....	46	53	36
Territoires britanniques (y compris la Rhodésie du Sud).....	37	38	37
Afrique orientale.....	53	46	59
Afrique occidentale.....	35	34	35
Ile Maurice.....	34	16	55
Afrique centrale (y compris la Rhodésie du Sud).....	31	39	22
Territoires portugais.....	32	27	38
Territoires français.....	30	37	20
Afrique noire.....	40	45	33
Madagascar et île de la Réunion..	32	47	14
Afrique du Nord.....	26	33	16

Source : Le tableau annexe IV indique en détail le total pour chaque pays; les tableaux annexes V et VI comprennent pour chaque pays une ventilation des principaux produits importés et exportés. La valeur des échanges est exprimée en dollars.

a/ L'augmentation est en réalité moins forte : en 1950, la valeur f.o.b. conventionnelle des exportations avait été sous-estimée d'environ 15 pour 100 (Bulletin mensuel d'informations générales et Revue des marchés de la Banque du Congo belge, avril 1952, page 180).

Soudan anglo-égyptien

L'augmentation d'environ 93 pour 100 de la valeur des exportations du Soudan anglo-égyptien en 1951 par rapport à 1950 est la plus forte qui ait été enregistrée dans un territoire d'Afrique. Cette augmentation, qui est surtout due au prix élevé du coton, dépend aussi de l'augmentation du volume des exportations. Les exportations de coton brut, qui représentent les trois quarts du volume total des exportations de ce territoire, ont augmenté de près de 50 pour 100, passant de 66.500 tonnes en 1950 à 97.500 tonnes en 1951. Les exportations de graines de coton et de gomme arabique ont augmenté elles aussi, mais dans une moindre mesure. La valeur des importations a augmenté de 55 pour 100, mais leur quantum n'a augmenté que de 13 pour 100.

Afrique orientale britannique

Le fait le plus saillant enregistré en 1951 en ce qui concerne les échanges des territoires de l'Afrique orientale britannique est la forte augmentation de la valeur des importations et des exportations par rapport à 1950. Autre fait notable : l'excédent de la balance commerciale, relativement faible en 1950, atteignait 10 millions de livres sterling en 1951. Les importations ont augmenté de 32,8 millions de livres sterling, soit 46 pour 100, par rapport à 1950, en raison surtout de l'augmentation des importations de cotonnades. La valeur des importations pour tous les textiles et les vêtements est passée de 15,3 millions de livres sterling en 1950 à 27,4 millions en 1951; à elles seules, les importations de cette nature en provenance du Japon ont augmenté de 4 millions de livres sterling. Dans les trois territoires, l'augmentation de la valeur des importations de tissus et, dans une moindre mesure, de vêtements, a eu une incidence sur la répartition en pourcentage des importations, généralement au détriment des biens d'équipement (voir tableau 15).

Tableau 15. Afrique orientale britannique : répartition, en valeur, des importations (non compris les ré-
exportations), classées par grandes
catégories, 1950 et 1951
(pourcentage de la valeur totale)

Territoire et année	Textiles	Vêtements	Autres biens de consommation	Matériaux destinés aux pro- ducteurs	Biens d'équipe- ment
<u>Kenya :</u>					
1950.....	10	7	14	36	27
1951.....	16	8	12	39	24
<u>Tanganyika :</u>					
1950.....	19	4	12	32	33
1951.....	24	6	13	32	23
<u>Ouganda :</u>					
1950.....	26	6	13	26	27
1951.....	27	7	13	32	20

Source : East Africa Statistical Department, East African Economic and Statistical Bulletin (Nairobi), juin 1952.

Alors que les exportations totales^{5/}, y compris les réexportations, ont augmenté de 59 pour 100, les exportations de produits d'origine locale ont augmenté à elles seules de 41,7 millions de livres sterling, soit une augmentation de 61 pour 100 par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne chacun des territoires, l'augmentation était de 71 pour 100 pour le Tanganyika, de 65 pour 100 pour l'Ouganda et de 40 pour 100 pour le Kenya. Elle s'expliquait surtout par les exportations de coton, de sisal et de café, lesquelles représentaient ensemble 77 pour 100 du total des exportations de l'Afrique orientale britannique.

^{5/} A l'exclusion des échanges entre les trois territoires.

Les exportations de coton brut, surtout en provenance de l'Ouganda, ont augmenté de 14 millions de livres sterling en 1951, soit 77 pour 100, alors que la quantité totale exportée de l'Afrique orientale n'était supérieure que de 2 pour 100 à peine. La valeur des exportations de fibres et de filasse de sisal a presque doublé, atteignant 30,8 millions de livres sterling en 1951, alors que le volume de ces exportations, principalement en provenance du Tanganyika, n'a augmenté que de 26.000 tonnes, soit 17 pour 100. Les exportations de café ont augmenté en valeur de près de 7 millions de livres sterling, soit 45 pour 100, alors qu'elles augmentaient en volume d'environ 13.000 tonnes, soit 23 pour 100.

Afrique du Nord française

L'augmentation relativement faible des échanges de l'Afrique du Nord française en 1951 est due aux récoltes généralement médiocres de l'Algérie et de la Tunisie. Alors que la valeur des importations augmentait de 33 pour 100, pourcentage qui correspond presque à la moyenne enregistrée pour l'ensemble de l'Afrique, les exportations n'ont augmenté que de 16 pour 100, contre 32 pour 100 pour l'ensemble de l'Afrique. Si l'on tient compte des principales denrées alimentaires mentionnées dans les statistiques des douanes, on constate que le volume des importations de denrées alimentaires en Algérie et en Tunisie a augmenté de 30 pour 100 par rapport à 1950. Au Maroc, la valeur des importations de matériaux destinés aux producteurs a augmenté de 60 pour 100 par rapport à 1950, alors que les importations de biens de consommation et de biens d'équipement augmentaient, en valeur, d'environ 30 pour 100.

Les exportations des trois pays consistent presque totalement (94 à 98 pour 100) en matières premières ou en denrées alimentaires. Dans chacun des trois pays, le pourcentage des matières premières a augmenté en 1951, les exportations de denrées alimentaires enregistrant une diminution correspondante (tableau 16). En Tunisie, la valeur des exportations de denrées alimentaires a diminué de 50 pour 100 par rapport à 1950.

Tableau 16. Afrique du Nord française : répartition, en valeur,
des exportations (y compris les réexportations)
classées par grandes catégories, 1949 à 1951
(pourcentage de la valeur totale)

Territoire et année	Denrées alimentaires	Matières premières
<u>Algérie :</u>		
1949.....	78,5	15,6
1950.....	77	16
1951.....	67,5	26
<u>Maroc :</u>		
1949.....	57,8	38,3
1950.....	50	46
1951.....	42,6	53,2
<u>Tunisie :</u>		
1949.....	54,8	42,6
1950.....	66	31
1951.....	37,4	60,8

Source : Bulletin économique et social du Maroc, 1950, 1951 et 1952
(deuxième trimestre).

En ce qui concerne les exportations de matières premières, l'augmentation a surtout porté sur les substances minérales et l'alfa. Les exportations d'alfa de Tunisie ont augmenté de 24.000 tonnes, soit 17 pour 100 : avec les phosphates, elles représentaient, en valeur, plus du tiers des exportations totales de la Tunisie en 1951. En Algérie, les exportations d'alfa ont augmenté de 27 pour 100 pour devenir maintenant l'une des principales exportations du pays. Bien que les exportations d'alfa du Maroc aient été relativement peu importantes, elles ont néanmoins augmenté de plus de 50 pour 100, atteignant 37.000 tonnes en 1951.

Les exportations des denrées alimentaires qui, dans chaque pays, constituent la principale exportation, ont diminué sensiblement en 1951 par rapport à l'année précédente : les exportations de vin d'Algérie ont diminué de 18 pour 100 en volume et de 10 pour 100 en valeur unitaire; au Maroc, les exportations de conserves de poisson ont diminué de 31 pour 100 en volume, cette réduction étant compensée à raison de 50 pour 100 par une augmentation de la valeur unitaire; les exportations d'huile d'olive de Tunisie ont diminué de 83 pour 100 en volume, cette réduction étant, elle aussi, compensée en partie par une augmentation de 15 pour 100 de la valeur unitaire. Parmi les denrées alimentaires dont les exportations ont diminué notablement, on peut citer : les légumes, dans les trois territoires; les agrumes, au Maroc et en Tunisie, cette réduction étant compensée toutefois par une augmentation des exportations en provenance de l'Algérie; les céréales, en Algérie et en Tunisie. En 1949, les céréales figuraient dans chacun des territoires parmi les trois principaux produits d'exportation : elles représentaient 15 pour 100 de la valeur totale des exportations pour le Maroc, 10 pour 100 pour la Tunisie et 7 pour 100 pour l'Algérie. En 1950, le total des exportations de céréales ne représentait en quantité que les quatre cinquièmes environ des exportations de 1949; en 1951, il était passé en diminution à 638.000 tonnes, soit les trois quarts seulement du chiffre enregistré l'année précédente; au cours du premier semestre de 1952, les exportations de céréales n'atteignaient que 273.000 tonnes, chiffre considérablement inférieur à celui qui avait été enregistré au cours du premier semestre de 1950 et de 1951.

L'Afrique du Nord française, qui avait exporté (net) 93.000 tonnes de blé en 1950 et 20.300 tonnes au cours du premier semestre de 1951, a importé (net) 131.700 tonnes au cours du deuxième semestre de 1951 et 112.800 tonnes au cours du premier semestre de 1952. La production de blé a augmenté d'environ 67.000 tonnes au cours de cette période, alors que la récolte s'élevait à 2.162.000 tonnes en 1950, de sorte que les quantités destinées à la consommation locale ont augmenté de façon appréciable; cependant, il faut tenir compte de l'augmentation de 32.500 tonnes enregistrée au titre des exportations de farine. La production de céréales autres que le blé en Algérie et en Tunisie est passée en diminution à 820.000 tonnes en 1951, soit une réduction de 30 pour 100 par rapport à 1950. Bien que la part des différentes récoltes destinées à l'exportation n'ait diminué que de 6 pour 100, les exportations ont diminué de 181.000 tonnes, chiffre inférieur de 40 pour 100 aux exportations enregistrées en 1950. Au cours du deuxième semestre de 1951 et du premier semestre de 1952, les exportations ont pratiquement cessé, la Tunisie ayant même importé 23.000 tonnes d'orge.

L'augmentation de 69 milliards de francs du déficit de la balance commerciale de l'Afrique du Nord française en 1951 était due pour une très grande part à ces fluctuations des importations et des exportations de denrées alimentaires. Au Maroc, où ces fluctuations étaient moins sensibles, le déficit de la balance commerciale a augmenté d'environ 46 pour 100, alors qu'il doublait en Algérie et en Tunisie. Près de la moitié de l'augmentation de 104 milliards de francs enregistrée en ce qui concerne la valeur globale des importations des trois territoires portait sur les biens de consommation (articles manufacturés et denrées alimentaires), dont les importations ont augmenté de 50 milliards de francs métropolitains. Simultanément, les exportations de denrées alimentaires ont diminué, en valeur, de 5 pour 100 dans les trois territoires, bien que les prix aient généralement augmenté au cours du premier semestre.

Congo belge et Ruanda-Urundi

Au Congo belge et au Ruanda-Urundi plus que dans tout autre territoire d'Afrique, les importations se sont développées en 1951, atteignant, en valeur, 5.800 millions de francs du Congo belge, soit une augmentation de 60 pour 100 par rapport à l'année précédente. Sur cette augmentation, 3.600 millions de francs concernaient l'équipement et les matériaux destinés aux

producteurs industriels et agricoles et 2.200 millions les biens de consommation. L'augmentation en valeur était sensiblement la même pour ces deux catégories, soit environ 60 pour 100. Toutefois, en ce qui concerne l'équipement et les matériaux, l'augmentation de la valeur totale était due pour une large part à l'augmentation de la valeur unitaire de ces produits; en effet, les indices officiels du quantum indiquent une augmentation des importations de 36 pour 100 pour l'équipement et de 24 pour 100 pour les matériaux destinés aux producteurs. En revanche, la valeur unitaire des biens de consommation n'a pas augmenté dans les mêmes proportions et l'augmentation totale en valeur des importations de ces produits représente en même temps une augmentation considérable du quantum. Les indices du quantum des importations ont plus que doublé pour les produits destinés à la consommation indigène, tandis qu'ils augmentaient de 50 pour 100 en ce qui concerne les biens de consommation destinés à la population européenne, comme l'indique le tableau suivant qui montre les indices du quantum des importations (1948-49 = 100) :

	Biens de consommation destinés principalement		Matériaux destinés aux pro- ducteurs	Biens d'équipement
	à la popula- tion européenne	à la popula- tion autochtone		
1950 année complète.....	118,5	64,9	119,4	97,7
1951 année complète.....	177,6	133,2	148,4	132,9
1952 premier semestre.....	185,9	143,1	194,8	178,8

Source : Section statistique du Gouvernement général, Bulletin de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, octobre 1951.

Les importations se sont développées sensiblement au même rythme pendant le premier semestre de 1952, les importations d'équipement et de matériaux destinés aux producteurs augmentant toutefois beaucoup plus que les importations de biens de consommation.

Union Sud-Africaine

Les importations totales de l'Union Sud-Africaine en 1951 s'élevaient à 516,9 millions de livres sud-africaines, soit une augmentation de 53 pour 100 par rapport au chiffre de 337,6 millions de livres sud-africaines enregistré l'année précédente^{6/}. Cette augmentation est due principalement à la reconstitution des stocks, qui s'étaient amenuisés considérablement avant que les restrictions à l'importation n'eussent été levées au cours du deuxième semestre de 1950.

Exprimées en valeur, les importations ont augmenté de 61 pour 100 pour les biens d'équipement et les matériaux destinés aux producteurs, et de 49 pour 100 pour les biens de consommation. La valeur des importations de denrées alimentaires n'a subi aucune augmentation, tandis qu'elle a à peu près doublé pour certains articles tels que l'habillement, les voitures automobiles, les réfrigérateurs, la verrerie, les livres, le papier journal, les appareils de T.S.F., la bijouterie et les articles de luxe. En ce qui concerne les importations de biens d'équipement et de matériaux destinés aux producteurs, l'augmentation la plus importante qui ait été enregistrée - plus de 100 pour 100 - a porté sur les cotonnades et les tissus de rayonne, les barres et tiges métalliques, le caoutchouc brut et les caisses en bois. L'augmentation la plus forte, en valeur absolue, concernait les importations de textiles et de produits métalliques, lesquelles représentaient plus de 70 pour 100 de l'augmentation totale enregistrée des importations de l'Union Sud-Africaine (tableau 17).

^{6/} Voir tableau annexe IV.

Tableau 17. Union Sud-Africaine : augmentation des importations de biens de consommation, ainsi que de biens d'équipement et de matériaux destinés aux producteurs, enregistrée en 1951 par rapport à 1950
(millions de livres sud-africaines)

	Biens de consommation	Biens d'équipement et matériaux destinés aux producteurs
<u>Importations totales : a/</u>		
1950.....	51,8	235,3
1951.....	78,5	378,7
Augmentation totale.....	26,7	143,4
<u>Augmentation, par catégories de produits, enregistrée en 1951 par rapport à 1950 :</u>		
Produits d'origine animale, produits agricoles et produits de l'élevage	...	2,1
Denrées alimentaires, boissons et tabac.....	-	0,1
Textiles, vêtements, filés et fibres.....	6,9	57,1
Métaux, produits métalliques, équipement et véhicules.....	4,3	53,4
Substances minérales autres que les métaux.....	1,3	0,7
Huiles, cires, résines et peintures	...	7,7
Produits pharmaceutiques, produits chimiques et engrais.....	1,2	3,4
Cuir caoutchouc et articles en cuir et en caoutchouc	0,2	6,8
Bois et produits en bois	0,1	5,9
Papier et produits à base de papier	6,3	6,1
Bijouterie, etc	3,0	...
Produits divers	3,4	0,1

Source : Union Sud-Africaine; Department of Customs and Excise; Monthly Abstract of Trade Statistics (Prétoria), décembre 1951.

a/ Valeurs f.o.b. à l'exclusion des produits destinés aux magasins de l'Etat.

Territoires français de l'Afrique noire

Les importations des territoires français d'Afrique noire ont augmenté en 1951 de 61.312 millions de francs métropolitains, soit 45 pour 100, par rapport à 1950; l'augmentation a été de 56 pour 100 au Cameroun, de 45 pour 100 en Afrique occidentale française, de 44 pour 100 au Togo et de 36 pour 100 en Afrique équatoriale française. Les importations en provenance de la métropole ont été exceptionnellement élevées au Cameroun et en Afrique occidentale française, dépassant de 58 à 60 pour 100, en valeur, le niveau atteint en 1950. Cette augmentation reflète en partie la tendance qui consiste à importer de la France métropolitaine plutôt que de la zone dollar les biens d'équipement et les matériaux nécessaires, car le déficit global en dollars de ces deux territoires est tombé de 9.400 millions de francs métropolitains à 6.800 millions. Simultanément, le déficit de la balance commerciale du Cameroun vis-à-vis de la France a presque doublé, atteignant 9.500 millions de francs métropolitains en 1951, tandis que celui de l'Afrique occidentale française a presque triplé, atteignant 35.000 millions de francs.

Le tableau suivant indique les changements intervenus dans le quantum des importations de l'Afrique équatoriale française, du Cameroun et de l'Afrique occidentale française - territoires pour lesquels des indices officiels sont publiés - de 1950 au premier semestre de 1952 inclus (1949 = 100) :

	Afrique équatoriale française	Cameroun sous administration française	Afrique occidentale française
1950 année complète	107	106	117
1951 premier semestre ...	127	162	149
1951 deuxième semestre...	138	152	155
1952 premier semestre ...	135	155	...

Source : Bureau de statistique des Nations Unies.

Afrique centrale britannique 7/

L'augmentation des exportations - assez faible (22 pour 100 de plus en 1951 qu'en 1950) par rapport au reste de l'Afrique - est due à la Rhodésie du Sud et au Nyassaland. Les exportations de la Rhodésie du Nord - cuivre surtout - ont augmenté, en valeur, de 34 pour 100 par rapport à 1950, augmentation correspondant à celle qui a été enregistrée pour l'ensemble de l'Afrique.

Dans la Rhodésie du Sud, les exportations n'ont augmenté en 1951 que de 9 pour 100 par rapport à 1950, en raison de la récolte médiocre de tabac et de la baisse du prix de ce produit; les exportations de tabac ont diminué de près de 10.000 tonnes et de 3,7 millions de livres sterling par rapport à 1950. Cette réduction des exportations de tabac a été compensée dans une certaine mesure par l'augmentation croissante des exportations d'articles manufacturés, aspect important de l'évolution des échanges de la Rhodésie du Sud depuis la fin de la guerre. Comme l'indique le tableau suivant (indice du quantum, 1939 = 100), les indices relatifs au volume total des exportations en 1951 accusent une baisse de 9 pour 100 par rapport à l'année record 1950 :

1948	142
1949	146
1950	172
1951	157

Source : Central African Statistical Office, Economic and Statistical Bulletin of Southern Rhodesia, février 1952.

Le Nyassaland a exporté 1.400 tonnes de tabac de plus qu'en 1950, mais la valeur des exportations totales de tabac a diminué de 34.000 livres sterling. Cette réduction a été compensée par la reprise de la production agricole et par la hausse du prix du coton, du thé et du soja, ainsi que par des exportations de maïs (13.500 tonnes) pour la première fois depuis la sécheresse de 1949; aussi la valeur des exportations totales du territoire en 1951 était-elle supérieure de 17 pour 100 au niveau atteint en 1950.

7/ Y compris la Rhodésie du Sud.

Répartition géographique des échanges commerciaux

Pour la plupart des territoires africains, les restrictions à l'importation ont été moins rigoureuses en 1951 que pendant la période précédente. Dans les territoires britanniques, bien qu'il n'ait pas été possible d'atténuer les mesures de contrôle sur les importations originaires de la zone dollar, les licences d'importation de marchandises en provenance des autres pays étrangers ont été accordées de plus en plus facilement, si bien qu'à la fin de l'année, le régime des licences générales avait été étendu à tous les pays membres de l'Organisation européenne de coopération économique. Cet assouplissement du contrôle s'est traduit par l'augmentation relative des importations en provenance d'autres pays que les Puissances métropolitaines^{8/}.

Dans l'ensemble des importations des trois territoires de l'Afrique du Nord française, la part de la France est tombée de 73 pour 100 en 1950 à 68 pour 100 en 1951. Pour la même période, les importations en provenance du reste de la zone franc et de la zone sterling sont restées à peu près inchangées, et les importations originaires de la zone dollar sont tombées de 9,5 pour 100 à 7,8 pour 100 du total. En Afrique tropicale française, l'augmentation de la part de la Puissance métropolitaine a été plus que compensée par la diminution de la baisse relative des importations en provenance des zones dollar et sterling. Ainsi un phénomène commun à l'Afrique du Nord et à l'Afrique tropicale a été la très forte augmentation des importations provenant de sources situées hors des zones franc, dollar et sterling, et notamment des importations originaires d'Europe méridionale, d'Allemagne occidentale, de Belgique, ainsi que des Pays-Bas et de leurs possessions d'outre-mer. En 1951, la valeur de l'ensemble des importations des territoires français provenant de pays situés hors de la zone franc et des zones dollar et sterling a plus que doublé par rapport à 1950. Cette situation, liée au fait que le montant total des exportations vers ces autres pays est resté inchangé, a provoqué le renversement de la balance commerciale avec eux, l'excédent global de 26.800 millions de francs métropolitains en 1950 ayant fait place à un déficit de 13.500 millions en 1951 (voir tableau 18).

^{8/} Voir tableau VII de l'annexe.

Tableau 18. Echanges commerciaux des territoires français
avec les pays n'appartenant pas aux zones franc, sterling
et dollar, 1950 et 1951

(millions de francs métropolitains)

Territoire et année	<u>Importations originaires des autres pays</u>		Balance commer- ciale avec les autres pays
	Valeur	Pourcentage de l'ensemble des importations du territoire	
<u>Algérie :</u>			
1950	9.066	6,0	4.212
1951	20.179	9,9	-5.374
<u>Maroc :</u>			
1950	14.142	12,3	8.732
1951	32.930	20,6	-8.890
<u>Tunisie :</u>			
1950	3.614	7.0	9.274
1951	6.270	10.5	2.591
<u>Afrique-Occidentale française :</u>			
1950	5.499	6,5	2.999
1951	8.119	6,6	-37
<u>Togo sous administration française :</u>			
1950	322	9,9	612
1951	668	14,3	294
<u>Afrique-Equatoriale française :</u>			
1950	3.983	14,9	-1.740
1951	6.706	18,4	-4.158
<u>Cameroun sous administration française :</u>			
1950	2.510	11,9	2.752
1951	4.218	12,8	2.111
<u>Total :</u>			
1950	39.136	8,6	26.841
1951	79.090	12,8	-13.463

Source : Voir tableau VII de l'annexe

Cette évolution défavorable de la balance commerciale des territoires français avec les autres pays a été partiellement compensée par un excédent appréciable en livres sterling, qui est passé de l'équivalent de 14.700 millions de francs métropolitains en 1950 à 21.200 millions en 1951, résultat dû en grande partie au fait que les produits algériens, tunisiens et d'Afrique-Equatoriale française ont renforcé leur position sur les marchés du Royaume-Uni. Bien que le montant total du déficit en dollars pour l'année soit resté approximativement le même qu'en 1950, soit l'équivalent de 38.500 millions de francs métropolitains, la tendance a été vers une réduction.^{9/} L'augmentation des importations en provenance des Etats-Unis, notamment en Algérie et au Maroc, s'ajoutant aux effets de la baisse des prix à l'exportation pendant la deuxième moitié de l'année, a arrêté la réduction du déficit dollar, qui s'était amorcée après 1949. Pour le premier semestre de 1952, les déficits dollar de l'Algérie et du Maroc ont atteint ensemble l'équivalent de 19.300 millions de francs métropolitains, y compris une balance déficitaire de 13.300 millions avec les Etats-Unis, c'est-à-dire du même ordre de grandeur que pour toute l'année 1950.

Contrairement aux territoires français, les territoires britanniques ont accusé une augmentation appréciable de leurs excédents en dollars en 1951. Le contrôle plus strict des importations payables en dollars ainsi que l'augmentation des achats effectués par les Etats-Unis, notamment de sisal du Tanganyika et de cacao d'Afrique occidentale - qui ont plus que compensé la diminution des importations de cuivre et de tabac de Rhodésie par les Etats-Unis, ont eu pour résultat un excédent en dollars de la balance de l'ensemble de ces territoires avec les Etats-Unis; cet excédent est passé de 44 millions de livres en 1950 à 51 millions de livres en 1951.^{10/}

^{9/} Le tableau VIII de l'annexe indique les chiffres des échanges commerciaux avec les Etats-Unis. Les opérations commerciales avec le reste de la zone dollar sont insignifiantes sauf pour l'Algérie et le Maroc où elles ont représenté un tiers environ du montant total des échanges avec la zone dollar.

^{10/} Le tableau VIII de l'annexe donne les chiffres des échanges commerciaux de chacun des territoires avec les Etats-Unis. Comme dans le cas des territoires français, les opérations commerciales avec les pays de la zone dollar autres que les Etats-Unis sont très peu importantes.

De loin, la plus grosse part de cet excédent, soit 40 millions de livres en 1951, est imputable à l'Afrique occidentale, mais c'est l'Afrique orientale dont l'excédent est passé de 3 millions de livres à 9 millions de livres qui a vu son commerce avec la zone dollar s'améliorer dans la mesure la plus considérable.

Pour les territoires britanniques, comme pour les territoires français, la part de la Puissance métropolitaine dans les importations^{11/} a diminué et le déficit de la balance commerciale avec les pays n'appartenant pas aux zones sterling et dollar a augmenté. Les chiffres du tableau 19, qui portent sur les échanges commerciaux avec les pays non compris dans la zone sterling à l'exclusion des Etats-Unis montrent que le déficit global avec ces pays n'appartenant pas à la zone sterling est passé de 2,5 millions de livres en 1950 à 16 millions de livres en 1951.

^{11/} Le tableau VII de l'annexe donne les chiffres des échanges commerciaux avec le Royaume-Uni.

Tableau 19. Echanges commerciaux des territoires britanniques
avec la zone sterling et les pays n'appartenant pas à la zone
sterling (à l'exclusion des Etats-Unis),
1950 et 1951

(millions de livres sterling)

Région	Zone sterling		Pays n'appartenant pas à la zone sterling, à l'exclusion des Etats-Unis	
	1950	1951	1950	1951
<u>Afrique occidentale</u> ^{a/} :				
Importations	77,6	94,6	32,8	52,7
Exportations	111,8	149,3	24,9	34,8
Solde	34,2	54,7	7,9	17,9
<u>Afrique orientale</u> :				
Importations	54,7	65,9	15,0	34,6
Exportations	48,0	66,9	17,4	34,4
Solde	-6,7	1,0	2,4	0,2
<u>Afrique centrale</u> ^{b/} :				
Importations	77,3	104,0	10,8	14,6
Exportations	76,1	99,4	13,8	16,7
Solde	-1,2	-4,6	3,0	2,1
<u>Total</u> :				
Importations	209,6	264,5	58,6	101,9
Exportations	235,9	315,6	56,1	85,9
Balance ...	26,3	51,1	-2,5	-16,0

Source : Voir tableau VII de l'annexe

a/ A l'exclusion de la Gambie. Dans le cas de la Sierra-Leone, les chiffres de la zone sterling ne concernent que les pays du Commonwealth britannique appartenant à la zone sterling.

b/ Importations à destination de la Rhodésie du Nord et du Sud f.o.b.; les chiffres de la zone sterling ne concernent que les pays du Commonwealth britannique appartenant à la zone sterling.

L'assouplissement du contrôle des importations en provenance des pays membres de l'Union européenne des paiements ainsi que les difficultés qu'il y avait à obtenir la livraison de certains produits du Royaume-Uni ont contribué à l'augmentation des importations originaires de pays non compris dans la zone sterling et du déficit avec les pays autres que ceux des zones sterling et dollar. Toutefois, le fait qui, pris isolément, a de loin le plus contribué à cette situation a été la nette reprise des échanges commerciaux avec l'Allemagne occidentale, l'Italie et le Japon (tableau 20). Les deux derniers de ces pays n'offrent que des marchés négligeables aux produits des territoires britanniques d'Afrique, mais, par contre, leurs exportations vers les territoires britanniques, principalement de textiles et d'articles en métal, ont doublé de valeur par rapport à 1950. En revanche, l'Allemagne occidentale a doublé la valeur de ses achats aux territoires britanniques d'Afrique en 1951 par rapport à 1950, l'augmentation ayant plus particulièrement porté sur le coton de l'Ouganda, le cacao et le caoutchouc de la Nigeria et les cuirs et peaux de Rhodésie du Sud. Malgré cette augmentation des exportations vers l'Allemagne occidentale, la balance favorable avec ce pays a diminué du fait que les importations de produits allemands ont triplé. Le déficit de l'ensemble des territoires britanniques avec les trois anciens pays de l'Axe est ainsi passé de 3,8 millions de livres en 1950 à 20,6 millions de livres en 1951.

Tableau 20. Echanges commerciaux des territoires britanniques
avec l'Allemagne, l'Italie et le Japon en 1950 et 1951

(milliers de livres sterling)

Territoire et année	Allemagne		Italie et Japon	
	Importations	Balance commerciale	Importations	Balance commerciale
<u>Côte de l'Or :</u>				
1950	1.175	4.332	3.150	-3.126
1951	4.724	2.508	5.472	-5.304
<u>Kénya :</u>				
1950	421	1.324	945	-611
1951	2.205	100	4.930	-4.118
<u>Nigeria :</u>				
1950	1.422	-303	7.078	-6.941
1951	4.493	-1.296	11.339	-11.126
<u>Nyassaland :</u>				
1950	85	-85	425	-425
1951	192	-192	739	-739
<u>Ouganda :</u>				
1950	260	411	1.937	-817
1951	965	4.152	3.464	-1.819
<u>Rhodésie du Nord : a/</u>				
1950	102	2.168	280	-163
1951	465	2.338	1.029	-932
<u>Rhodésie du Sud : a/</u>				
1950	335	199	685	-422
1951	859	341	1.949	-1.572
<u>Sierra-Leone :</u>				
1950	78	191	190	-177
1951	143	241	406	-406
<u>Tanganyika :</u>				
1950	279	1.252	1.749	-587
1951	819	715	3.875	-3.539
<u>Total :</u>				
1950	4.157	9.489	16.439	-13.269
1951	12.865	8.907	33.203	-29.555

Source : - Voir tableau VII de l'annexe

a/ Importations f.o.b.

L'augmentation du déficit avec les pays n'appartenant pas à la zone sterling autres que ceux de la zone dollar, qui caractérise en 1951 le commerce de la plupart des territoires administrés par le Royaume-Uni, est l'un des éléments qui ont contribué à la crise qui s'est manifestée dans les réserves de la zone sterling vers la fin de l'année. Après la Conférence des Ministres des finances du Commonwealth en janvier 1952, des mesures ont été adoptées pour rétablir les licences spéciales pour beaucoup de produits auxquels avait été étendu le régime des licences générales, et diminuer ainsi par rapport à 1951 les importations en provenance des pays non compris dans la zone sterling. Toutefois, la chute des prix des nombreux produits d'exportation, tandis que les prix des importations restaient élevés, a constitué un nouvel obstacle à la réduction du déficit commercial.

En 1951, l'Union Sud-Africaine, elle aussi, a vu s'aggraver son déficit commercial avec les pays n'appartenant pas à la zone sterling. Ce pays, comme la Rhodésie du Sud, est normalement déficitaire en dollars, mais, en 1951, le déficit avec la zone dollar a doublé par rapport à l'année précédente. Les importations en provenance des Etats-Unis ont, à elles seules, atteint 91 millions de livres^{12/}, dépassant de 10 millions de livres celles de 1949, et, bien que par rapport au montant total des importations ce chiffre soit inférieur à ceux des années antérieures à la dévaluation, il représente une augmentation qui est passée de 16 pour 100 en 1950 à 19,4 pour 100 en 1951. Une augmentation relative encore plus forte, de 5,3 pour 100 à 9,4 pour 100, s'est produite en ce qui concerne les importations en provenance de Belgique, d'Allemagne et d'Italie. Avec ces trois pays seulement, la balance commerciale de l'Union Sud-Africaine est passée d'un excédent de 12 millions de livres en 1950 à un déficit d'un montant équivalent en 1951. L'augmentation des importations, notamment en provenance de ces quatre pays n'appartenant pas à la zone sterling, s'est faite en grande partie aux dépens de la part du Royaume-Uni dans les importations de l'Union Sud-Africaine; cette part est

^{12/} Voir tableau VIII de l'Annexe.

tombée de 41 pour 100 de l'ensemble des importations en 1950 à 35,4 pour 100 en 1951. En revanche, à l'intérieur du continent africain, le courant des échanges commerciaux de l'Union Sud-Africaine s'est orienté nettement vers les territoires britanniques et s'est écarté des territoires n'appartenant pas à la zone sterling; la valeur des importations originaires de l'Afrique occidentale britannique a plus que triplé et, pour la première fois depuis la guerre, l'Union Sud-Africaine a plus importé de la Rhodésie du Nord et de la Rhodésie du Sud que du Congo belge^{13/}.

Le total des importations de l'Union Sud-Africaine en provenance des pays n'appartenant pas à la zone sterling a augmenté de 103 millions de livres de 1950 à 1951 et ses importations en provenance de la zone sterling, de 58 millions de livres seulement. Le déficit avec les pays n'appartenant pas à la zone sterling, qui ne représentait qu'un cinquième environ du déficit global en 1950, a atteint près des trois cinquièmes de ce déficit en 1951. Le tableau ci-dessous montre la répartition des échanges commerciaux de l'Union Sud-Africaine; les valeurs des importations et des exportations ont été corrigées pour tenir compte du territoire du Sud-Ouest africain et ont fait l'objet de divers autres ajustements aux fins de la balance des paiements (en millions de livres d'Afrique du Sud) ^{14/} :

^{13/} Voir tableau IX de l'annexe pour de plus amples détails sur les importations de l'Union Sud-Africaine en provenance des autres territoires africains et sur ses exportations vers ces territoires.

^{14/} Le tableau X de l'annexe donne la balance des paiements de l'Union Sud-Africaine en ce qui concerne les transactions courantes et les mouvements de capitaux pour les années 1949, 1950 et 1951.

	<u>Importations</u>	<u>Exportations</u> ^{a/}	<u>Solde</u>
<u>Zone sterling :</u>			
1950	159	97	- 62
1951	218	136	- 82
<u>Zone dollar :</u>			
1950			
1951	77	38	- 39
	130	51	- 79
<u>Autres pays n'appartenant pas à la zone sterling :</u>			
1950	69	71	2
1951	119	89	- 30
<u>Total :</u>			
1950			
1951	305	209	- 96
	467	276	191

Source : Voir tableau X de l'annexe

a/ Non compris l'or en lingots et sous autres formes.

Ainsi, le déficit commercial de l'Union Sud-Africaine avec le reste du monde (non compris l'or en lingots et sous autres formes), qui était tombé de 174 millions de livres environ en 1949 à 96 millions de livres environ en 1950, a de nouveau augmenté, atteignant 191 millions de livres en 1951. Si l'on ajoute le déficit du pays au compte des transactions courantes invisibles et si l'on déduit le montant net des entrées de capitaux privés^{15/}, le montant total du déficit avec le monde extérieur (non compris l'or) qui était tombé de 180 millions de livres en 1949 à 93 millions en 1950 s'est de nouveau accru atteignant 192 millions de livres en 1951. Bien que le déficit de 1951 au titre des transactions courantes et des mouvements de capitaux privés soit revenu à peu près au même niveau qu'en 1949, le fait intéressant est le changement de la répartition et des transactions internationales.

^{15/} Voir tableau XI de l'annexe. Les entrées de capitaux privés (autres que ceux d'institutions bancaires) ont été portées dans les transactions courantes parce que l'on ne dispose pas de répartition distincte par zones monétaires pour 1949.

Les chiffres ci-dessous montrent pour chaque année la répartition du déficit entre les diverses zones monétaires pour les transactions courantes et les mouvements de capitaux privés :

	<u>1949</u>	<u>1950</u>	<u>1951</u>
Montant (millions de livres sterling)	180	93	192
<u>Pourcentage du total :</u>			
Zone sterling	38,9	38,7	28,1
Zone dollar	58,3	43,0	50,0
Autres pays n'appartenant pas à la zone sterling	2,8	18,3	21,9

Chapitre 8

PROGRES ACCOMPLIS DANS L'EXECUTION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT

Au cours de l'année 1951, les dépenses publiques au titre du développement ont augmenté dans la plupart des territoires africains, mais ces augmentations traduisent en partie une hausse des prix. Dans la plupart des territoires dépendants, l'exécution des plans de développement à long terme a été accélérée car on a pu entreprendre de nouveaux projets après avoir, dans certains cas, remédié du moins en partie au manque de personnel et à la pénurie de matériel de la période précédente. Néanmoins, par suite du retard avec lequel les travaux ont commencé et des modifications qu'il a fallu apporter aux programmes, leur exécution n'a pas été aussi rapide qu'on l'avait escomptée.

Les difficultés matérielles d'approvisionnement qui avaient retardé, au cours des années précédentes, l'exécution des travaux prévus dans les plans de développement, étaient en partie surmontées dès 1950, mais elles n'ont pas encore été entièrement résolues. Si le matériel et les matières premières étaient devenus en général plus abondants à la fin de 1950, la pénurie relative de main-d'oeuvre dans bien des régions au sud du Sahara s'est accentuée en 1951 et en 1952 à mesure que les travaux entrepris au titre des plans prenaient de l'ampleur. Au Congo belge, la lenteur relative des progrès accomplis est notamment imputable au manque de main-d'oeuvre; en effet, si l'effectif total de la main-d'oeuvre a, de la fin de 1949 à la fin de 1950, augmenté approximativement de 15 pour 100, passant de 893.000 personnes environ à un peu plus d'un million, la demande de main-d'oeuvre est restée élevée dans le secteur privé. Dans un rapport sur les modifications apportées en 1951 au plan de développement de la Rhodésie du Nord, il est dit également que la pénurie croissante de main-d'oeuvre africaine (manoeuvres spécialisés ou sans spécialité) ralentit considérablement l'exécution du plan. De même, on a reconnu que, dans la Côte de l'Or, le manque de main-d'oeuvre risque d'entraver sérieusement l'exécution du programme arrêté

en 1951.^{1/}

Si la hausse des prix a entraîné des dépenses plus élevées qu'on ne l'aurait prévu, elle a, en revanche, amené un accroissement des recettes d'exportation dans la plupart des territoires africains et les recettes budgétaires ont été sensiblement plus élevées en 1951 qu'en 1950. Dans bien des territoires, les ressources locales ont été ainsi en mesure de fournir, aux fins du développement, des fonds plus importants que l'apport sur lequel on comptait. Dans la Côte de l'Or, par exemple, une grande partie des travaux prévus dans les plans révisés seront financés par le produit d'une augmentation des droits d'exportation sur le cacao. Les pouvoirs publics de nombreux autres territoires ont décidé une majoration analogue des droits d'exportation.

L'emploi de ressources locales pour le développement revêt d'autant plus d'importance qu'en France et au Royaume-Uni, notamment, les difficultés rencontrées pour équilibrer la balance des paiements en 1951 et en 1952 et les mesures prises pour y remédier ont eu des répercussions défavorables sur le montant des capitaux pouvant être affectés aux investissements outre-mer. Pour ce qui est du Royaume-Uni, il a été déclaré "qu'en raison des difficultés économiques du Royaume-Uni, il importait au plus haut point que les gouvernements des colonies utilisent au maximum leurs propres ressources. La hausse des prix de certaines matières premières et denrées alimentaires, au cours des deux dernières années, a amélioré la situation financière des territoires producteurs, cependant qu'elle a aggravé celle du Royaume-Uni. Tenant compte de ce fait, les pouvoirs publics, dans un certain nombre de colonies, ont élevé le taux des impôts qu'ils lèvent." ^{2/}

^{1/} Il existe un rapport entre la pénurie relative de main-d'oeuvre salariée en Afrique et la structure économique de cette région, telle qu'elle est décrite dans la première partie du présent rapport. Le système fondé sur l'emploi de travailleurs migrants suppose une mobilité considérable de la main-d'oeuvre, dans un certain sens. Toutefois, cette mobilité est un facteur critique dans les économies qui se caractérisent - en partie - par l'agriculture de subsistance et d'où vient la masse des travailleurs migrants. Il est impossible d'accroître rapidement l'offre de main-d'oeuvre salariée, qu'il s'agisse de main-d'oeuvre qualifiée ou non qualifiée, sans bouleverser profondément l'organisation sociale existante. Les exigences de la formation professionnelle ajoutent aux difficultés qui entravent l'accroissement rapide de la main-d'oeuvre spécialisée.

^{2/} The Colonial Territories 1951-1952 Cmd 8553 (Londres), page 68.

Les plans révisés relatifs aux territoires britanniques prévoient qu'il sera fait appel aux ressources locales à concurrence de 50 pour 100 environ de l'ensemble des dépenses envisagées, au lieu du tiers selon les plans initiaux. En juin 1951, une conférence d'administrateurs coloniaux s'est réunie à Londres pour étudier les moyens de financer le développement. Elle a examiné tous les aspects du problème, notamment la mobilisation des ressources locales par l'emprunt et l'impôt ainsi que les dispositions que l'on pourrait prendre pour permettre aux autorités des territoires dépendants de faire des emprunts à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. En décembre 1952, le Colonial Loans Act de 1949 a été amendé de façon à permettre au Gouvernement du Royaume-Uni de garantir les emprunts en espèces jusqu'à concurrence de 100 millions de livres sterling, et à prévoir l'octroi de prêts garantis dont bénéficieraient les gouvernements de territoires évolués et certains organismes tel que la East Africa High Commission. Vers la fin de 1952, la Banque internationale a envoyé des missions en Afrique orientale et en Afrique centrale britannique.

En ce qui concerne la France, la situation a été résumée dans un exposé officiel, selon lequel "le programme d'investissements de 1951 a été préparé dans des conditions économiques et financières qui diffèrent sensiblement de celles des années antérieures. Les difficultés budgétaires étaient accrues à la fois par la diminution de l'aide américaine, dont la contre-valeur avait été la principale ressource du Fonds de modernisation et d'équipement entre 1948 et 1950, et par l'accroissement des dépenses militaires". 3/

Une très grande partie des dépenses entraînées par l'exécution des plans de développement dans les territoires français a été payée par la métropole; la contrepartie de l'aide des Etats-Unis a couvert environ 20 pour 100 des crédits ainsi alloués aux territoires français d'Afrique de 1948 à 1951.

3/ Commissariat général du plan de modernisation et d'équipement, Cinq ans d'exécution du plan de modernisation et d'équipement de l'Union française; (Paris, 1952), page 11.

Congo belge

Il avait été prévu, dans les budgets de 1948 et de 1949, 45 millions et 3.900 millions de francs du Congo belge, respectivement, pour le financement de certains travaux inscrits dans le plan décennal (Tableau XII de l'annexe statistique). Toutefois, les premiers crédits budgétaires affectés expressément à l'exécution du plan décennal de développement du Congo belge ont été ouverts en 1950, date à laquelle des crédits extraordinaires s'élevant à 6.800 millions de francs ont été votés pour être dépensés au titre du plan en 1950, 1951 et 1952. En 1951, il a été ouvert des crédits supplémentaires d'un montant de 1.726 millions de francs, dont 349 millions pour l'année 1951 et le reste pour l'année 1952. Le budget de 1952 prévoit de nouveaux crédits d'un montant de 2.780 millions de francs. Ainsi, le montant total des crédits qui ont été ouverts dans les budgets extraordinaires au titre du plan de développement atteignait, à la fin de 1952, 11.589 millions de francs.

Aux dépenses prévues dans le budget extraordinaire pour le financement du plan décennal de développement, viennent s'ajouter les investissements dans des organismes publics et semi-publics, dont l'Office des transports coloniaux (OTRACO) et la Régie des eaux et de l'électricité (REGIDESO) sont les plus importants. A la fin de 1952, 11.188 millions de francs du Congo belge au total avaient été alloués à ces organismes semi-publics et à d'autres institutions analogues (dont 9.290 millions à l'OTRACO seul). Plus de la moitié des crédits accordés à ces entreprises est valable pour les années 1951 et 1952.

La cadence effective de l'exécution du plan a été assez lente par rapport à celle des allocations de crédits. Les dépenses effectivement engagées à la fin de 1951 s'élevaient à 3.711 millions de francs du Congo belge au titre du budget extraordinaire et à 4.535 millions de francs pour les projets entrepris par des organismes semi-publics (Tableau XIII de l'annexe statistique). Sachant que 827 millions de francs seulement avaient été engagés à la fin de 1950 au titre du budget extraordinaire pour des projets déterminés, il apparaît que les dépenses autorisées pour 1951 ont été beaucoup plus importantes. En ce qui concerne les organismes semi-publics, les dépenses autorisées ont suivi de beaucoup plus près le rythme des allocations de crédits. Les crédits effectivement

utilisés s'élevaient à 1.667 millions de francs à la fin de 1951, pour ce qui est des budgets extraordinaires et à 3.023 millions de francs pour les organismes semi-publics.

En raison de la hausse des prix et aussi de l'addition de certains projets qui n'étaient pas prévus dans le plan initial, il est impossible d'évaluer la cadence des progrès accomplis dans l'exécution du plan décennal en comparant simplement les montants des crédits et des dépenses avec les prévisions initiales. Selon des estimations officielles, les travaux qui, d'après les prévisions du plan initial, devaient coûter environ 25.000 millions de francs, entraîneront des dépenses d'environ 40.000 millions de francs, aux prix de 1952.

Ainsi, bien que l'exécution du plan de développement ait beaucoup plus avancé en 1951 qu'en 1950, la cadence véritable des progrès accomplis a été nettement plus lente qu'on ne l'avait prévu à l'origine. Il est évident que les raisons de la lenteur relative de ces progrès ne sont pas d'ordre financier. D'après une déclaration officielle, la principale raison est qu'il est difficile de recruter une main-d'oeuvre suffisante, qualifiée et non qualifiée.

Les crédits inscrits dans le budget extraordinaire de 1952 au titre du plan de développement s'élèvent à 2.780 millions de francs du Congo belge environ, dont 2.393 millions représentent le solde des crédits votés en 1950 pour une période de 3 ans. Les budgets des organismes semi-publics, notamment l'OTRACO, comprennent pour l'exercice 1952 des crédits de 4.617 millions de francs au titre du développement; c'est là une somme presque aussi importante que le total des crédits ouverts à ces organismes semi-publics pour les 3 années précédentes.

Territoires britanniques

Les premiers plans décennaux de développement des territoires britanniques ont été arrêtés en 1946 et en 1947; ils sont administrés séparément par les autorités de chaque territoire. Bien qu'ils aient tous une portée et un caractère analogues, leurs modalités d'exécution ne sont pas uniformes. Pour certains territoires, par exemple l'Ouganda, ils ont été intégrés dans le budget ordinaire. En outre, il a été admis au moment de l'établissement de ces plans qu'un grand nombre de travaux de développement, de caractère public ou semi-public, seraient entrepris en dehors des plans décennaux. La plupart des plans ont été révisés plusieurs fois et, dans certains cas, les modifications apportées ont été très importantes. Dans ces conditions, il n'est pas possible de faire, comme pour les territoires français et belges, une évaluation globale des sommes investies dans les plans de développement des territoires britanniques.

Le Gouvernement du Royaume-Uni a fait connaître que pendant l'exercice 1951/52, les dépenses consacrées au développement de ses territoires dépendants ont, par rapport aux années précédentes, augmenté dans une grande mesure en valeur nominale et dans une mesure plus réduite en valeur réelle^{4/}. Cette déclaration se rapporte aux territoires administrés par le Royaume-Uni en Afrique et ailleurs, mais elle donne une bonne idée de la situation qui règne dans la plupart des territoires africains. C'est ainsi qu'en Rhodésie du Nord, par exemple, les dépenses au titre du plan de développement sont passées de 2,5 millions de livres sterling en 1949 à 3,6 millions de livres sterling en 1950 et à 4,6 millions de livres sterling en 1951. Au Tanganyika, les dépenses relatives au plan de développement, qui avaient été de 1,7 million de livres sterling en 1949, se sont élevées à 5,2 millions de livres sterling en 1951. En Nigeria, les dépenses de développement sont passées de 4,8 millions de livres sterling en 1949/50 à 5,3 millions de livres sterling en 1950/51. Enfin, dans la Côte de l'Or, les dépenses de développement, qui figuraient pour la somme de 3,8 millions de livres sterling au budget de 1950/51, seraient de 8,8 millions de livres sterling pendant l'exercice 1951/52. Au Kenya, au contraire, les dépenses relatives au développement ont atteint à peu près le même chiffre, c'est-à-dire un peu plus de 4 millions de livres sterling, dans chacune des années 1949, 1950 et 1951.

^{4/} The Colonial Territories, 1951-1952, Cmd 8553, page 68.

Les modifications apportées aux plans de développement des territoires britanniques comprennent à la fois l'aménagement de certains projets, compte tenu de l'évolution des conditions, et l'ajustement des prévisions de dépenses initiales en fonction des variations de prix qui se sont produites ultérieurement. Certaines des raisons qui ont motivé ces révisions ont été exposées brièvement lorsque le plan décennal relatif à la Rhodésie du Nord a été remanié en 1951 : on peut retenir premièrement, la nécessité de mettre en parallèle le plan tel qu'il avait été établi à l'origine avec le nouvel état des besoins et des prévisions de dépenses, afin de déterminer quels projets étaient devenus moins importants ou moins urgents et quelles entreprises nouvelles étaient maintenant essentielles; deuxièmement, la nécessité d'examiner à quelle cadence le financement pourrait être assuré; troisièmement, la nécessité de déterminer de nouveau, par rapport aux ressources budgétaires ordinaires, le montant des engagements de dépenses renouvelables à prévoir en raison de l'exécution du plan.^{5/}

Certaines des modifications apportées aux plans ont pris des proportions importantes. En Rhodésie du Nord, la révision de 1951 a eu pour résultat l'accroissement des dépenses totales prévues au titre du plan décennal (1947 à 1956); de 17 millions de livres sterling, selon les prévisions initiales, le montant de ces dépenses a été porté à 36 millions de livres sterling. Cette nouvelle estimation comprend le coût révisé de projets déjà prévus et les dépenses relatives à quelques projets nouveaux. Au Tanganyika, les prévisions de dépenses initiales pour le plan décennal de développement s'élevaient à 18 millions de livres sterling environ; à la suite d'une révision effectuée en 1951, on a prévu qu'une dépense de 36 millions de livres sterling serait nécessaire pour la période comprise entre 1950 et 1956. De même, les dépenses relatives à l'exécution du plan de développement du Nyassaland qui, à l'origine avaient été estimées à 8 millions de livres sterling, atteindraient, selon une révision effectuée en 1951, la somme de 12 millions de livres sterling. Au Kenya, les prévisions relatives au plan de développement, de 21 millions de livres sterling à l'origine, ont été portées en 1951, à 35 millions de livres sterling. Des modifications très importantes, équivalant en fait à l'élaboration d'un nouveau plan, ont été décidées en 1951 au sujet de la Côte de l'Or. Le plan

^{5/} Rhodésie du Nord, Second (1951) Review of the Ten-Year Development Plan of Northern Rhodesia (Lusaka), page 3.

relatif à ce territoire prévoit, après révision, qu'une dépense de 75 millions de livres sterling sera nécessaire au cours de la période de dix ans qui prendra fin en 1960. Ce chiffre ne comprend pas les dépenses relatives au projet de la Volta, dont l'exécution exige un investissement de 100 millions de livres sterling provenant de sources publiques et privées; 35 pour 100 environ des dépenses prévues au titre du plan révisé doivent être consacrées aux transports et aux communications, 33 pour 100 environ aux services sociaux et la plus grande partie du solde à l'agriculture et à l'industrie. En août 1951, l'Assemblée législative de la Côte de l'Or a créé un fonds de mise en valeur qui servira à financer le plan de développement (Tableau XV de l'annexe).

En 1949, la Rhodésie du Sud a entrepris un plan quadriennal de développement qui pouvait être révisé au bout de deux ans. Il a été révisé en 1952 et sa durée a été prolongée de quatre ans. Le plan initial prévoyait une dépense de 48 millions de livres sterling pour la période du 1er avril 1949 au 31 mars 1953. Au 31 mars 1951, le chiffre des dépenses effectives dépassait tout juste 26 millions de livres sterling. Le plan révisé prévoit une dépense de 61 millions de livres sterling au cours des quatre années à courir.

Le plan quadriennal révisé est financé en grande partie au moyen d'emprunts; 22 millions de livres sterling seraient obtenus sur place, 22,5 millions de livres sterling à Londres et 10 millions de livres sterling proviendraient du prêt consenti en février 1952 par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

En outre, trois projets importants ont été élaborés en dehors du plan : premièrement, le projet relatif aux Gorges du Kariba, dont le coût est estimé à 74 millions de livres sterling; il s'agit de construire une centrale hydro-électrique dont la puissance sera en définitive d'un million de kilowatts; deuxièmement, le développement de l'aciérie Que-Que, qui entraînera des dépenses estimées à 13 millions de livres sterling; il s'agit de porter la capacité de production de cette aciérie à 150.000 tonnes par an environ; troisièmement, la création d'une industrie pour l'extraction de naphte de charbon, dont l'étude n'est pas encore terminée.

Afrique du Nord française

Le total des fonds publics investis dans des programmes de développement dans l'Afrique du Nord française est passé de 92 milliards de francs métropolitains en 1949 à 135 milliards de francs en 1951, contre 121.200 millions en 1950; les prévisions de dépenses pour 1952 s'établissent à 147 milliards de francs (tableau XVI de l'annexe).

De 1946 à la fin de 1948, une large part des investissements publics dans l'Afrique du Nord française a été consacrée à la réparation des dommages de guerre. En 1949, les programmes d'investissement de quatre ans en vue d'un développement coordonné ont été mis en oeuvre; ils ont pour objet d'élever le niveau économique et social dans l'ensemble des territoires.

La mesure dans laquelle on a atteint les objectifs fixés pour la période de quatre ans a varié. Les objectifs généraux ont été atteints ou même dépassés pour ce qui est de la production de l'énergie électrique, du pétrole et des autres minéraux, mais les réalisations dans le domaine du développement de l'agriculture ont été moins remarquables.

Des progrès ont été réalisés dans les trois territoires en matière de développement de la capacité de production d'énergie électrique. C'est ainsi que de 1948 à la fin de 1951, la production est passée en Algérie de 455.000 à 672.000 kilowatt-heures, au Maroc de 377.000 à 625.000 kilowatt-heures, et en Tunisie de 127.000 à 160.000 kilowatt-heures, ces augmentations correspondant en général à l'accroissement de la production de l'énergie hydroélectrique. La production de pétrole, qui pour le moment se limite à l'Algérie et au Maroc, a augmenté, passant de 13.000 tonnes en 1948 à environ 83.000 tonnes en 1951. En Algérie, la production du pétrole est passée de 130 tonnes en 1949 à 7.200 tonnes en 1951. Au Maroc, la production de la houille s'est aussi considérablement développée, passant de 290.000 tonnes en 1948 à 395.000 tonnes en 1951. La production du plomb est passée de 53.000 tonnes en 1949 à 92.000 tonnes en 1951; celle du zinc, de 13.000 tonnes à 32.000 tonnes.

En 1951, la production de phosphates qui était de 7.062.000 tonnes dépassait déjà l'objectif fixé pour 1952, soit 6.8000.000 tonnes. De même, la production de manganèse a atteint 334.000 tonnes en 1951 alors que l'objectif fixé pour 1952 était de 300.000 tonnes; cet accroissement est dû surtout au développement de la production marocaine.

En revanche, dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation, les progrès accomplis dans les trois territoires au titre des programmes de développement, ont été beaucoup moins satisfaisants. Selon un communiqué officiel, c'est surtout à l'insuffisance des crédits prévus pour le développement agricole dans les budgets locaux qu'il faut imputer la lenteur relative du développement de l'agriculture. En Algérie, il a fallu, faute de fonds, interrompre en novembre 1951 la mise en oeuvre de certains programmes d'aménagement rural. A propos de la lenteur relative du développement de l'agriculture, on peut noter aussi que l'Algérie importe peu d'outillage agricole. D'après les résultats de l'exécution des programmes de développement en Afrique du Nord française, il paraît souhaitable de réajuster les priorités en matière d'investissements, en accordant plus d'importance à l'agriculture.^{6/}

En ce qui concerne le développement des moyens de transport, l'exécution de certains programmes de construction de routes a été abandonnée. En revanche, on a électrifié une partie du réseau ferroviaire, et des progrès très appréciables ont été réalisés en ce qui concerne la modernisation des installations et du matériel roulant. Les travaux d'amélioration des installations portuaires ont aussi marqué un progrès sensible.

Les programmes de développement de l'Afrique du Nord française sont financés tant par les budgets territoriaux que par des ouvertures de crédits hors budget (tableau XVII de l'annexe). Dans les deux cas, les fonds proviennent de crédits accordés par la France métropolitaine et répartis par le Fonds de modernisation et d'équipement, ainsi que des ressources locales des territoires. A la fin de l'année 1951, le total des sommes investies dans les programmes de développement s'établissait à 348 milliards de francs, 135 milliards, soit 39 pour 100 environ venant du Fonds de modernisation et d'équipement.

Territoires français au Sud du Sahara

Les programmes de développement des territoires français situés au Sud du Sahara sont entrés dans la phase de l'exécution en 1947. Toutefois, au cours des trois premières années, le rythme des investissements est resté assez lent, à cause de la pénurie de matériel et de personnel et des retards apportés à la

^{6/} Commissariat général du plan de modernisation et d'équipement, Cinq ans d'exécution du plan de modernisation et d'équipement de l'Union française (Paris, 1952).

préparation des programmes d'exécution. Ce n'est qu'en 1950 qu'on a pu pratiquement surmonter un grand nombre de ces difficultés; et que le rythme des investissements s'est rapproché de la cadence prévue lors de l'établissement des programmes. A la fin du mois de juin 1952, un crédit de 237 milliards de francs français avait été ouvert pour l'exécution de divers projets de développement. Toutefois, les dépenses effectives ont été nettement inférieures à ce chiffre. Les prévisions de dépenses à fin juin 1952 s'établissaient à 179 milliards de francs, tandis que les dépenses effectives atteignaient 135 milliards de francs (tableau XVIII de l'annexe). Le montant des fonds effectivement investis est compris entre celui des sorties de caisse et celui des prévisions de dépenses. Pour se faire une idée de l'accroissement du rythme des investissements dans les programmes de mise en valeur, il suffit de savoir que sur les 135 milliards de francs dépensés depuis la mise en train des programmes jusqu'à la fin de juin 1952, près de 89 milliards de francs, soit 65 pour 100 environ l'ont été de juin 1950 à juin 1952. En 1951, et pendant le premier semestre de 1952, le rythme des investissements a été sensiblement plus rapide qu'en 1950.

Le fait que les dépenses de 1950, 1951 et 1952 ont été plus élevées que les dépenses des années précédentes s'explique, dans une certaine mesure, par la hausse des prix et par l'accroissement du nombre des projets entrepris. Néanmoins, à cause des retards du début et des difficultés qui se sont présentées par la suite, il y a un décalage important entre l'exécution des programmes et les prévisions initiales. Le développement des transports et des communications a été, de loin, le poste le plus important des programmes initiaux; environ 60 pour 100 des investissements effectués jusqu'à présent se rapportent à ce domaine, notamment au développement des routes de grande communication. Cependant, les réalisations en matière de construction de routes et de développement des transports ont été en général inférieures aux prévisions. Cet état de choses est dû en partie à la nécessité de remanier considérablement à la lumière d'études techniques ultérieures, les plans préliminaires concernant certains projets.

Les augmentations de la production, prévues dans les plans, n'ont pas été réalisées non plus. L'explication officielle de ce retard est qu'il a été notamment plus difficile qu'on ne s'y attendait d'améliorer les techniques de l'exploitation agricole. Les investissements de capitaux privés ayant également

été inférieurs aux prévisions, la charge du développement, en ce qui concerne les investissements de capitaux, est retombée principalement sur le secteur public. En conséquence, les plans de développement entrepris en 1952 ont été orientés davantage vers les travaux qui agissent plus directement sur la production.

En raison de la hausse des prix intervenue depuis 1950 et de l'élargissement des programmes entrepris, les crédits disponibles sont rapidement dépensés. On pense qu'en 1952, pour la première fois depuis la mise en train des programmes, le total des crédits reportés des années précédentes et des crédits alloués pour l'année en cours par la Caisse centrale de la France d'outre-mer sera épuisé à la fin de l'année.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau I. Production des principaux produits agricoles,
par grand pays producteur, 1949 à 1951

(Milliers de tonnes)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Céréales :</u>			
Avoine, total pour l'Afrique	330	290	310
Algérie	142	142	129
Maroc (Protectorat français)	39	44	49
Tunisie	25	20	25
Union Sud-Africaine	115a/	...	93
Blé ^{b/} , total pour l'Afrique	2.933	3.282	3.191
Algérie	947	947	873
Kenya ^{c/}	110	129	114
Maroc (Protectorat français)	638	755	838
Tunisie	540	460	320
Union Sud-Africaine c/.....	417	709	690
Maïs ^{b/} , total pour l'Afrique	6.250	5.994	5.079
Afrique occidentale française	310	262	...
Madagascar	61	73	77
Maroc (Protectorat français)	400	127	215
Union Sud-Africaine	2.633	2.721	1.717
Millet et sorgho, total pour l'Afrique	10.333	10.674	...
Afrique équatoriale française	600	600	...
Afrique occidentale française	2.131	2.417	...
Basutoland	49	...	...
Bechuanaland	14	12	...
Cameroun sous administration française	412	346	...
Congo belge .....	...	52	...
Côte de l'Or	20	...	...
Erythrée	57	...	...
Ethiopie	1.650	1.400	...
Gambie	117	119	...
Madagascar	63	75	...

TABLEAU I (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Céréales (suite):</u>			
Millet et sorgho (suite)			
Maroc (Protectorat espagnol)	44	...	...
Maroc (Protectorat français)	63	33	...
Nigeria	2.581	...	...
Nyassaland	38	...	...
Ouganda .....	...	...	...
Rhodésie du Nord	182	...	...
Rhodésie du Sud d/.....	147	...	...
Ruanda-Urundi	177	186	...
Somalie	16	...	...
Soudan anglo-égyptien	651	867	...
Tanganyika e/.....	559	516	...
Togo sous administration française	92	86	...
Union Sud-Africaine	154	...	...
Orge, total pour l'Afrique	3.762	2.909	3.101
Algérie	890	804	560
Ethiopie	800	600	600
Maroc (Protectorat français)	1.368	1.075	1.617
Tunisie	400	200	50
Riz ^{b/} , total pour l'Afrique	2.082	2.508	2.580
Afrique occidentale française	385	531	...
Congo belge	160	147	145
Gambie	19	21	22
Libéria	173	...	...
Madagascar	750	802	816
Nigeria f/ .....	...	250	...
Sierra-Léone .....	...	275	275
Tanganyika	49	78	...
Zanzibar et Pemba	7	16	16

TABLEAU I (suite)

Produit et pays

1949 1950 1951

Fibres :

Coton ^{b/} , total pour l'Afrique	263	308	276
Afrique équatoriale française	27	22	31
Afrique occidentale française	8	6	7
Angola	7	6	5
Congo belge g/.....	50	44	44
Kénya	2	2	2
Mozambique	18	28	28
Nigeria	15	18	22
Nyassaland	2	2	1
Ouganda	62	63	67
Soudan anglo-égyptien	67	102	62
Tanganyika	7	9	15
Togo sous administration française	1	2	2
Laine ^{b/h/} , total pour l'Afrique	63	68	68
Algérie	2	3	...
Basutoland	3	3	3
Libye	1	1	1
Maroc (Protectorat français).....	5	6	...
Sud-Ouest Africain	2	2	2
Tunisie	3 a/	3 a/	3 a/
Union Sud-Africaine	47	49	50
Sisal ^{b/} , total pour l'Afrique	215	217	245
Afrique équatoriale française	2	2	...
Afrique occidentale française	1	2	...
Angola	20	21	24
Erythrée	1	1	...
Kénya	37	41	42
Madagascar et Iles Comores	6	5	...
Mozambique	18 a/	19 a/	19 a/
Ouganda	1	1	1
Rhodésie du Sud	1	1	1
Tanganyika	128	124	148

TABLEAU I (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Huiles et matières oléagineuses végétales :</u>			
Amandes palmistes ^{1/1/} , total pour l'Afrique	326,4	341,3	311,2
Afrique équatoriale française	3,6	3,8	3,6
Afrique occidentale française	38,4	38,0	33,9
Angola	5,2	5,1	4,4
Cameroun sous administration française	16,4	12,8	12,1
Congo belge k/	48	51,4	56,0
Guinée portugaise	7,6	7,6	...
Nigeria	172,0	190,1	158,6
Sierra-Leone	35,2	32,5	34,4
Arachides ^{b/} , total pour l'Afrique	2.086	1.982	2.181
Afrique équatoriale française	15 ^{b/}	78	...
Afrique occidentale française	850	704	780 ^{a/}
Cameroun sous administration française	90	100	...
Congo belge	146	162	160
Gambie	63	66	69 ^{a/}
Madagascar	8	9	12 ^{a/}
Nigeria m/	463 ^{m/}	430	470 ^{a/}
Ouganda d/	127	...	...
Rhodésie du Sud	25	32	46
Soudan anglo-égyptien	25	18	...
Tanganyika	9	12	14
Togo sous administration française	16	15	...
Union Sud-Africaine	86	92	89
Coprah, total pour l'Afrique	100	120	100
Afrique occidentale française	0,3	...	...
Côte de l'Or i/	0,5	0,8	1,2
Kénya n/	1,8	1,2	...
Madagascar	5,1	...	...
Maurice (Ile)	1,3	2,5 ^{1/}	1,1 ^{1/}
Mozambique	47,1	46,8	40,0
Ruanda-Urundi c/	0,1	...	...
Seychelles (Iles)	6,2 ^{1/}	6,0 ^{1/}	...
Tanganyika	16,8	27,4	...
Togo sous administration française	3,2	5,0	...
Zanzibar	18,0	20,7	14,2

TABLEAU I (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Huiles et matières oléagineuses végétales (suite) :</u>			
Graines de coton ^{b/} , total pour l'Afrique	533	583	565
Afrique équatoriale française	47	56	60
Afrique occidentale française	16	12	14
Angola	16	13	9
Congo belge ^{g/}	97	93	88
Kenya	6	5	5
Mozambique	36	56	56
Nigeria	30	37	43
Nyassaland	4	7	3
Ouganda	142	126	124
Soudan anglo-égyptien	117	175	109 ^{a/}
Tanganyika	14	15	20
Graines de sésame ^{b/} , total pour l'Afrique	188,5	281	...
Afrique occidentale française	1,2	4,1	...
Congo belge ^{d/}	8,6	6,2	5,5
Ethiopie	30,0	26,0	35,0
Nigeria	14,6 ^{o/}	11,2	10,5 ^{a/o/}
Ouganda ^{d/}	32,5	...	...
Somalie .....	...	2,0	...
Soudan anglo-égyptien	79,1	168,3	...
Tanganyika	4,7	5,0	...
Huile d'olive, total pour l'Afrique	160	80	100
Algérie ^{p/}	27	18 ^{a/}	23 ^{a/}
Libye	5 ^{g/}	5 ^{g/}	9 ^{a/}
Maroc (Protectorat français) ^{t/}	12	10	25 ^{a/}
Tunisie	118	46	45 ^{a/}
Huile de palme ^{i/} , total pour l'Afrique	318,4	329,4	309,3
Afrique occidentale française	10,0	11,2	14,6
Angola	11,6	13,8	11,4
Cameroun sous administration française	6,4	4,8	3,1
Congo belge	117,6	123,9	128,1
Nigeria	172,8	175,7	152,1

TABLEAU I (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Autres produits :</u>			
Agrumes, total pour l'Afrique	674	722	750
Algérie	221	268	272 <u>a/</u>
Maroc (Protectorat français)	150	161	174 <u>a/</u>
Rhodésie du Sud <u>e/</u>	8	9 <u>a/</u>	9 <u>a/</u>
Tunisie	37	31	30 <u>a/</u>
Union Sud-Africaine	216	223	235
Zanzibar et Pemba	6	4	...
Cacao <u>b/</u> , total pour l'Afrique	487	519	446
Afrique équatoriale française	2,5	2,4 <u>a/</u>	3,0 <u>a/</u>
Afrique occidentale française	55,0	60,0 <u>a/</u>	45,0 <u>a/</u>
Cameroun sous administration française	42,5	45,7	45,0 <u>a/</u>
Congo belge <u>r/</u>	1,7	1,8	2,1
Côte de l'Or <u>s/</u>	250,4	266,2	214,0 <u>a/</u>
Guinée espagnole	17,6 <u>a/</u>	15,0 <u>a/</u>	15,0 <u>a/</u>
Libéria	0,8	1,0 <u>a/</u>	...
Madagascar	0,3	0,3	...
Nigeria	96,0 <u>a/</u>	112,0 <u>i/</u>	107,0 <u>a/i</u>
Prince et île Saint-Thomas (île du)	8,1 <u>a/</u>	7,6 <u>a/</u>	8,0 <u>a/</u>
Togo sous administration française	2,5	4,6	3,0 <u>a/</u>
Café <u>b/</u> , total pour l'Afrique	247	281	317
Afrique équatoriale française	4,5	5,5	...
Afrique occidentale française	36,0	47,2	64,0 <u>a/</u>
Angola	36,6	46,6	51,0 <u>a/</u>
Cameroun sous administration française	7,4	8,6	8,7 <u>i/</u>
Congo belge	20,4	20,7	21,2
Ethiopie	36,5 <u>a/</u>	31,2 <u>a/</u>	35,0 <u>a/</u>
Kénya <u>r/</u>	6,4 <u>r/</u>	9,9 <u>r/</u>	16,4 <u>r/</u>
Madagascar	29,2	30,7	...
Ouganda	40,5	39,0	43,3 <u>a/</u>
Ruanda-Urundi <u>t/</u>	8,6	13,6	14,2
Tanganyika	13,3	18,3	17,4

TABLEAU I (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
-----------------	------	------	------

Autres produits (suite) :

Caoutchouc <u>i/</u> , total pour l'Afrique <u>u/</u>	55.698	54.466	73.155
Cameroun sous administration française	2.251	1.798	2.146
Congo belge	6.887	8.217	12.167
Côte de l'Or	396	265	334
Libéria	28.736	31.620	35.357
Nigeria	6.877	13.624	21.573
Nyassaland	46	51	41
Tanganyika	19	8	20
 Cassave, total pour l'Afrique .....	...	...	...
Afrique équatoriale française	390	540	1.240
Afrique occidentale française	940	1.124	...
Cameroun sous administration française	830	802	629
Congo belge	5.505	6.277	6.222
Côte de l'Or .....	...	512	512
Kenya .....	...	...	...
Libéria	408	...	...
Madagascar	897	944	953
Maurice (Ile)	4	4	3
Mozambique <u>d/</u>	3	4	...
Nigeria	3.000	10.750 <u>f/</u>	...
Nyassaland	610	...	...
Ouganda .....	...	...	...
Réunion (Ile de la)	9	9	9
Rhodésie du Nord	60	...	...
Ruanda-Urundi	958	919	1.463
Sierra-Leone	36	36	36
Tanganyika	789	813	...
Togo sous administration française	170	230	...
Zanzibar et Pemba	90	100	120

TABLEAU I (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Autres produits (suite) :</u>			
Patates et ignames, total pour l'Afrique	16.780	16.077	16.568
Afrique équatoriale française	15 <u>v/</u>	15 <u>v/</u>	...
Afrique occidentale française	1.644	1.019	...
Cameroun sous administration française	98	86	113
Congo belge	382	378	386
Côte de l'Or <u>s/</u>	36 <u>w/</u>	482	482
Ethiopie	27	25	27
Madagascar	240	293	321
Nigeria	3.600	9.973 <u>f/</u>	...
Nyassaland	80	...	...
Ouganda	2.250 <u>a/</u>	...	...
Rhodésie du Nord	10	...	...
Ruanda-Urundi	1.110	1.028	1.387
Sierra-Leone	10	10	10
Tanganyika	241	254	...
Togo sous administration britannique	12 <u>v/</u>	166	...
Togo sous administration française	204	264	...
Union Sud-Africaine	40 <u>a/</u>	...	...
Zanzibar et Pemba	10	10	12
Pommes de terre <u>b/</u> , total pour l'Afrique	736	850	825
Algérie	180	246	218
Madagascar	58	90	86
Ruanda-Urundi	93	111	...
Union Sud-Africaine .....	...	239	240 <u>a/</u>
Sucre <u>b/</u> , total pour l'Afrique	1.265	1.445	1.358
Angola	51	52	50 <u>a/</u>
Congo belge	14	14	15 <u>a/</u>
Kénya <u>f/ x/</u>	13	16	20
Madagascar	15	14 <u>a/</u>	18 <u>a/</u>
Maurice (Ile)	416	457	484 <u>a/</u>
Mozambique	80	85	93 <u>a/</u>
Ouganda <u>c/ x/</u>	52	62	62
Réunion (Ile de la)	108 <u>x/</u>	106 <u>x/</u>	125 <u>c/</u>
Tanganyika <u>x/</u>	8	10	10
Union Sud-Africaine	509	622	482

TABLEAU I (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Autres produits (suite) :</u>			
Tabac ^{b/} , total pour l'Afrique	140	130	130
Algérie	20,0	19,4	21,4
Nyassaland	14,4	16,4	12,0
Rhodésie du Nord	3,0	3,0	5,0
Rhodésie du Sud ^{e/}	48,5	40,1	49,1
Union Sud-Africaine	21,7	24,2	18,4
Thé ^{b/} , total pour l'Afrique	17	21	21
Congo belge	0,1	0,2	0,2
Kénia ^{r/}	5,4	6,7	7,0 ^{a/}
Maurice (Ile)	0,3	0,3	0,4
Mozambique	2,3 ^{a/}	3,1 ^{a/}	...
Nyassaland	5,7	7,0	...
Ouganda	1,5	1,9	1,9 ^{a/}
Rhodésie du Sud ^{r/}	0,3	0,4	0,4
Tanganyika	0,7	1,0	1,1
Union Sud-Africaine	0,1	0,1 ^{i/}	...
Vin, total pour l'Afrique	1.837	1.837	1.817
Algérie	1.447	1.430	1.374
Libye	4	3	1
Maroc (Protectorat français)	50	71	102
Tunisie	88	78	65
Union Sud-Africaine	246	251	274

Sources: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, Statistiques agricoles et alimentaires; Groupe d'études international du saoutchouc, Statistical Bulletin (Londres), octobre 1952.

Les statistiques de la production se rapportent généralement aux récoltes du printemps, de l'été et de l'automne de l'année indiquée pour la plus grande partie de l'hémisphère nord, et aussi aux récoltes effectuées au début de l'année suivante pour les régions méridionales de cet hémisphère; pour l'hémisphère sud, les renseignements portent sur les récoltes effectuées à la fin de l'année indiquée et au cours du premier semestre de l'année suivante. Conformément à cette définition, la notation des campagnes agricoles n'est pas employée dans les tableaux (ainsi, 1950/51 est remplacé par 1950).

Notes du Tableau I

- a/ Chiffres non officiels
- b/ Les données pour 1951 sont des chiffres provisoires.
- c/ Production des plantations et des petites exploitations
- d/ Récoltes des villages
- e/ Y compris le maïs
- f/ Y compris le Cameroun sous administration britannique
- g/ Y compris le Ruanda-Urundi
- h/ En équivalent de laine dessuintée
- i/ Exportations
- j/ Amandes palmistes en équivalent d'huile
- k/ Y compris les quantités suivantes d'huile d'amande palmiste, extraite au Congo belge : 12.000 tonnes en 1949, 12.800 tonnes en 1950 et 17.200 tonnes en 1951
- l/ Récolte commercialisée
- m/ Exportations d'arachides et d'huile d'arachide
- n/ Ventes comptabilisées
- o/ Quantités achetées pour l'exportation seulement
- p/ Production des oliviers qui ont une densité égale ou supérieure à 50 oliviers à l'hectare, soit environ la moitié de la production totale
- q/ Tripolitaine seulement
- r/ Production des plantations seulement
- s/ Y compris le Togo sous administration britannique
- t/ Café en parche
- u/ Les chiffres de la production totale de l'Afrique sont des estimations
- v/ Patates seulement
- w/ Ignames seulement
- x/ Année civile

Tableau II. Production des principaux minéraux par grand pays producteur.
1949, 1950 et 1951
(Milliers de tonnes)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Minerais (équivalent métal) :</u>			
Antimoine (tonnes) :			
Algérie	1,338	1,354	1,464
Maroc (Protectorat espagnol).	156	367	203
Maroc (Protectorat français).	700	689	957
Rhodésie du Sud	41	24	69
Union Sud-Africaine	4,494	8,311	15,858
Total	6,729	10,745	18,551
Argent (tonnes) :			
Afrique occidentale anglaise ^{a/b/}	1,3	1,4	1,6
Algérie	1,0	1,0	0,3
Congo belge	141,5	138,7	118,0
Maroc (Protectorat français).	22,9	34,1	43,0
Rhodésie du Nord	4,2	5,4	...
Rhodésie du Sud	2,6	2,7	2,5
Sud-Ouest Africain	20,5	27,6	27,0
Tunisie	2,1	2,3	1,9
Union Sud-Africaine	36,1	35,3	36,2
Total	232,2	248,5	230,5
Bauxite :			
Côte de l'Or ^{a/}	148	117	131
Mozambique	1	4	4
Total	149	121	135
Chrome :			
Rhodésie du Sud	121,8	145,8	144,1
Sierra-Leone	9,29	3,1	5,5
Union Sud-Africaine	183,7	225,0	246,7
Total	314,8	373,9	396,3
Cobalt (tonnes) :			
Congo belge	4,403	5,149	5,715
Maroc (Protectorat français)	209	390	688
Rhodésie du Nord	402	670	706
Total	5,014	6,209	7,109

TABIEAU II (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Minerais (équivalent métal) (suite) :</u>			
Cuivre :			
Angola	1,0	1,5	...
Congo belge ^{c/}	141,4	175,9	192,0
Rhodésie du Nord	263,2	280,9	314,1
Sud-Ouest Africain	9,9	11,1	11,7
Union Sud-Africaine	29,5	33,2	32,7
Total	445,0	502,6	550,5
Etain - concentrés (tonnes) :			
Congo belge	13.980	13.680	13.888
Nigeria	8.965	8.391	8.666
Ouganda	171	137	121
Tanganyika ^{a/}	110	97	66
Union Sud-Africaine	478	654	779
Autres pays ^{d/}	339	311	296
Total	24.043	23.270	23.816
Fer :			
Algérie	1.340	1.361	1.496
Maroc (Protectorat espagnol)	547	585	574
Maroc (Protectorat français)	161	147	247
Rhodésie du Sud	26	30	25
Sierra-Leone	664	711	695
Tunisie	384	413	492
Union Sud-Africaine	749	717	856
Total	3.871	3.962	4.385
Magnésite :			
Rhodésie du Sud	7,6	8,6	14,8
Union Sud-Africaine	10,5	11,8	18,8
Total	18,1	20,4	33,6

TABLEAU II (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Minerais (équivalent métal) (suite) :</u>			
Manganèse :			
Angola	9,3	4,7	23,1
Congo belge	6,1	8,5	35,5
Côte de l'Or	385,0	376,0	425,0
Maroc (Protectorat français)	98,1	115,3	151,4
Rhodésie du Nord	0,5	0,2	0,5
Sud-Ouest Africain . . . . .	...	0,5	3,3
Union Sud-Africaine	275,2	332,1	309,2
Total	774,2	837,3	948,0
Nickel :			
Union Sud-Africaine ^{e/}	0,57	0,84	1,14
Or (kilogrammes) :			
Afrique Equatoriale française	1.781	1.711	1.644
Afrique Occidentale française	90	149	55
Bechuanaland	9	8	5
Cameroun sous administration française	278	226	169
Congo belge ^{f/}	10.383	10.557	10.958
Côte de l'Or	21.055	21.444	21.731
Erythrée	70	34	...
Ethiopie	630	383	466
Kénya	624	714	823
Libéria ^{a/}	410	431	305
Madagascar	52	60	61
Mozambique	77	31	27
Nigeria	78	70	49
Ouganda ^{a/}	20	18	7
Rhodésie du Nord	37	45	3
Rhodésie du Sud	16.428	15.899	15.145
Sierra-Leone	71	118	101
Souaziland	88	56	10
Soudan anglo-égyptien	128	110	46
Sud-Ouest Africain	1	1	...
Tanganyika	2.146	2.026	2.040
Union Sud-Africaine	364.068	362.782	358.202
Total	418.524	416.873	411.847

TABIEAU II. (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Minerais (équivalent métal) (suite) :</u>			
Plomb :			
Afrique Equatoriale française	0,7	2,5	2,5
Algérie	1,1	1,3	2,9
Congo belge	0,2	--	--
Maroc (Protectorat espagnol) ^{a/}	0,1	0,1	0,2
Maroc (Protectorat français).	37,2	48,2	68,1
Rhodésie du Nord	14,2	13,9	14,6
Rhodésie du Sud	0,2	--	--
Sud-Ouest Africain	32,0	27,0	39,5
Tunisie	14,9	19,3	21,2
Union Sud-Africaine	0,2	0,6	0,9
Total	100,8	112,9	149,9
Tungstène (tonnes) :			
Congo belge ^{a/}	230	240	212
Nigeria	3	3	12
Ouganda ^{a/}	108	130	100
Rhodésie du Sud	16	35	107
Sud-Ouest Africain	13	13	37
Union Sud-Africaine	250	57	113
Total	620	478	581
Vanadium (tonnes) :			
Rhodésie du Nord	153	--	87
Sud-Ouest Africain	164	295	309
Total	317	295	396
Zinc :			
Algérie	6,9	7,1	9,4
Congo belge	56,8	76,3	88,7
Maroc (Protectorat français).	2,8	11,4	19,5
Rhodésie du Nord	23,2	23,1	23,0
Sud-Ouest Africain	13,0	11,9	14,8
Tunisie	3,3	2,9	3,5
Total	106,0	132,7	158,9

TABIEAU II (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Minéraux non métalliques :</u>			
Amiante :			
Kénya	0,7	0,2	0,4
Maroc (Protectorat français).	0,4	0,5	0,6
Rhodesie du Sud	72,2	64,9	70,5
Souaziland	30,8	29,6	31,7
Union Sud-Africaine	64,3	79,3	97,4
Total	168,4	174,5	200,6
Charbon ^{h/} :			
Algérie	265	258	247
Congo belge	152	160	218
Maroc (Protectorat français).	341	368	394
Mozambique	13	56	78
Nigeria	559	594	560
Rhodesie du Sud	1.918	2.128	2.300
Union Sud-Africaine	25.496	26.473	26.632
Total	28.744	30.037	30.429
Diamants (milliers de carats) ^{i/} :			
Afrique Equatoriale Française	123	111	148
Afrique Occidentale Française	95	125	101
Angola	770	539	731
Congo belge	9.650	10.147	10.565
Côte de l'Or ^{a/}	963	932	1.632
Sierra-Leone	494	655	475
Sud-Ouest Africain ^{a/}	280	488	380
Tanganyika ^{a/}	192	71	9
Union Sud-Africaine	1.265	1.732	2.229
Total	13.832	14.800	16.273
Lignite :			
Tunisie	47	41	8
Pétrole (brut) :			
Algérie	0,3	3,4	7,6
Maroc (Protectorat français).	17,5	39,3	75,7
Total	17,8	42,7	83,3

TABIEAU II (suite)

Produit et pays	1949	1950	1951
<u>Minéraux non métalliques (suite) :</u>			
Phosphates naturels :			
Algérie.	648	685	769
Maroc (Protectorat français)	3.626	4.022	4.599
Tunisie.	1.442	1.530	1.742
Total	5.716	6.237	7.110

Sources : Nations Unies, Annuaire statistique, 1951; Afrique Equatoriale Française, Afrique Occidentale Française, Ministère de la France d'outre-mer, Bulletin mensuel de statistique d'outre-mer (Paris), septembre-octobre 1952; Angola, Maroc (Protectorat français) et Sud-Ouest Africain; Etats-Unis, Department of Interior, Bureau of Mines, Mineral Yearbook (Preprints), 1950, (Washington D.C.) et Mineral Trade Notes (Washington D.C.), juin 1952 et août 1952; Congo belge, l'Economie belge en 1951 (Bruxelles, 1952); Côte de l'Or, Ministère des finances, A Survey of Some Economic Matters, février 1952 (Accra); Rhodésie du Nord, Northern Rhodesia Economic and Statistical Bulletin, novembre 1952; Sierra-Leone, Colonial Office du Royaume-Uni Digest of Colonial Statistics, Londres, novembre-décembre 1952; Sud-Ouest Africain, The Standard Bank of South Africa, Ltd. Monthly Review (Le Cap), juillet 1952, n° 401; Tanganyika, East Africa High Commission, East African Economic and Statistical Bulletin (Nairobi), juin 1952; Union Sud-Africaine, South African Reserve Bank, Quarterly Bulletin of Statistics (Pretoria), décembre 1952.

- a/ Exportations.
- b/ Côte de l'Or, Nigeria, Sierra-Leone.
- c/ Production des fonderies.
- d/ Afrique occidentale française, Cameroun (sous administration française), Egypte, Maroc (Protectorat français), Mozambique, Rhodésie du Nord, Rhodésie du Sud, Souaziland, Sud-Ouest Africain.
- e/ Teneur en nickel des mattes de platine.
- f/ Y compris le Ruanda-Urundi.
- g/ Y compris le Ruanda-Urundi, sauf pour 1951.
- h/ Les données se rapportent à l'anthracite et au charbon gras, y compris le charbon demi-gras, mais ne comprennent pas les lignites.
- i/ Y compris les diamants industriels.

Tableau III. Valeur en dollars des importations et des exportations
par région, 1948 à 1952

Région	1948	1949	1950	1951		1952
				Année entière	Premier semestre	Premier semestre
<u>Afrique, total : a/</u>						
Importations	4.750	4.750	4.020	5.580	2.590	3.360
Exportations	3.280	3.360	3.520	4.620	2.380	2.410
Solde	- 1.470	- 1.390	- 500	- 960	- 210	- 950
<u>Territoires français : b/</u>						
Importations	1.449	1.513	1.423	1.950	896	1.091
Exportations	994	1.001	1.006	1.208	632	670
Solde	- 455	- 512	- 417	- 742	- 264	- 421
<u>Afrique du Nord française : c/</u>						
Importations	1.050	981	911	1.208	557	682
Exportations	660	606	636	736	370	406
Solde	- 390	- 375	- 275	- 472	- 187	- 276
<u>Afrique tropicale française : d/</u>						
Importations	280	410	387	562	261	315
Exportations	256	308	274	364	212	215
Solde	- 24	- 102	- 113	- 198	- 49	- 100
<u>Congo belge : e/</u>						
Importations	191	228	192	308	141	199
Exportations	268	235	261	387	176	188
Solde	77	7	69	79	35	- 11
<u>Territoires portugais : f/</u>						
Importations	120	119	115	147	65	76
Exportations	99	106	112	155	63	57
Solde	- 21	- 14	- 3	8	- 2	- 19

Tableau III (suite)

Région	1948	1949	1950	1951		1952
				Année entière	Premier semestre	Premier semestre
<u>Territoires dépendant du</u>						
<u>Royaume-Uni : j/</u>						
Importations	697	831	678	919	403	536
Exportations	824	885	859	1.210	664	685
Solde	127	55	181	291	261	149
<u>Afrique occidentale</u>						
<u>anglaise : h/</u>						
Importations	328	403	335	448	196	279
Exportations	478	488	470	634	386	359
Solde	150	85	135	186	191	80
<u>Afrique centrale et</u>						
<u>orientale anglaise : i/j/</u>						
Importations	323	381	303	424	188	230
Exportations	301	351	355	524	260	311
Solde	- 22	- 31	52	100	72	81
<u>Rhodésie du Sud : j/</u>						
Importations	189	220	181	264	120	135
Exportations	99	109	117	128	58	67
Solde	- 90	-111	- 64	-136	- 61	- 68
<u>Union Sud-Africaine : j/</u>						
Importations	1.567	1.314	945	1.447	706	710
Exportations	551	566	707	961	503	472
Solde	-1.016	-748	-238	-486	-203	-238
<u>Soudan anglo-égyptien :</u>						
Importations	92	89	78	121	46	90
Exportations	99	109	95	184	83	65
Solde	7	20	17	63	37	- 25
<u>Ethiopie : k/</u>						
Importations	45	36	30	38	21	24
Exportations	34	29	27	44	31	26
Solde	- 11	- 7	- 3	6	9	2

(Notes du Tableau III)

Source : Nations Unies, Annuaire statistique et Bulletin mensuel de statistique, février 1953.

Les données se rapportent au commerce général pour tous les territoires dépendant du Royaume-Uni, la Rhodésie du Sud, l'Union Sud-Africaine et l'Ethiopie; au commerce spécial pour tous les autres territoires. Les exportations ne comprennent pas l'or, sauf pour les territoires français autres que l'Afrique Equatoriale française; et sauf pour l'Union Sud-Africaine, où elles ne comprennent pas les lingots d'or mais comprennent les minerais d'or, les concentrés et l'or demi-fini. Tous les totaux par région comprennent les échanges entre les territoires qui composent ces régions.

- a/ Tout le continent africain; à l'exception de l'Egypte, ainsi que les îles avoisinantes de l'océan Indien et de l'océan Atlantique, les principales étant Madagascar, l'île Maurice, la Réunion et Zanzibar. Les chiffres sont en partie fondés sur des estimations dans le cas des pays et territoires pour lesquels on ne possède pas de données complètes.
- b/ Territoires mentionnés dans les notes c/ et d/ ainsi que la Côte française des Somalis, les îles Comores, Madagascar et la Réunion.
- c/ Algérie, Maroc (Protectorat français) et Tunisie.
- d/ Cameroun sous administration française, Afrique-Equatoriale française, Afrique Occidentale française et Togo sous administration française.
- e/ Y compris le Ruanda-Urundi.
- f/ Angola et Mozambique.
- g/ Territoires mentionnés dans les notes h/ et i/, ainsi que la Somalie anglaise et l'île Maurice.
- h/ Côte de l'Or, Gambie, Nigeria et Sierra-Leone.
- i/ Kenya, Nyassaland, Ouganda, Rhodésie du Nord et Tanganyika. Les chiffres pour l'Afrique centrale et orientale anglaise ne comprennent pas les échanges et les transferts entre le Kenya, l'Ouganda et le Tanganyika.
- j/ Pour les importations de la Rhodésie du Nord, de la Rhodésie du Sud et de l'Union Sud-Africaine, on a converti arbitrairement des prix f.o.b. en prix c.a.f. (valeur f.o.b. majorée de 10 pour 100).
- k/ Les données relatives au commerce de l'Ethiopie se rapportent à des années prenant fin le 10 septembre.

Tableau IV. Valeur des importations et des exportations de quelques pays en monnaie locale, 1948 à 1952

Région, pays et monnaie	1948	1949	1950	1951		1952
				année entière	premier semestre	premier semestre
IMPORTATIONS						
<u>Afrique du Nord française</u> (millions de francs métropolitains)						
Algérie.....	92.866	129.356	151.994	203.637	92.698	114.393
Maroc (Protectorat français).....	74.865	104.750	115.233	159.680	69.884	97.977
Tunisie.....	34.193	42.368	51.533	59.495	32.375	26.426
Total des importations pour la zone du franc métropolitain....	201.924	276.474	318.760	422.812	194.957	238.796
<u>Afrique tropicale française</u> (millions de francs CFA)						
Afrique équatoriale française..	6.003	11.310	13.394	18.243	8.275	10.197
Afrique occidentale française.....	19.841	34.480	42.170	61.336	28.479	33.437
Cameroun sous administration française.....	4.888	8.776	10.562	16.496	7.851	9.976
Togo sous administration française	824	1.454	1.624	2.331	1.049	1.444
Total des importations pour l'Afrique tropicale française..	31.556	56.020	67.750	98.406	45.654	55.054
<u>Autres territoires français (millions de francs CFA)</u>						
Madagascar a/.....	8.942	11.836	15.073	22.998	9.815	11.273
Réunion.....	2.874	3.499	4.579	5.808	2.634	3.371
Total des importations pour les pays indiqués appartenant à la zone du franc CFA.....	43.372	71.355	87.402	127.212	58.103	69.698

Tableau IV (suite)

Région, pays et monnaie	1948	1949	1950	1951		1952
				année entière	premier semestre	premier semestre
IMPORTATIONS (suite)						
<u>Côte française des Somalis (millions de francs de Djibouti).....</u>	1.777	1.940	2.721	3.247	1.528	2.228
<u>Congo belge et Ruanda-Urundi (millions de francs du Congo belge).....</u>	8.392	10.320	9.622	15.420	7.045	9.938
<u>Afrique portugaise (millions d'escudos)</u>						
Angola.....	1.213	1.333	1.665	2.177	945	1.157
Mozambique.....	1.785	1.755	1.654	2.044	933	1.031
Total des importa- tions pour les pays indiqués de l'Afrique portu- gaise.....	2.998	3.088	3.319	4.221	1.878	2.188
<u>Afrique occidentale anglaise (milliers de livres sterling): b/</u>						
Côte de l'Or.....	31.654	44.424	47.979	63.322	27.829	33.932
Gambie.....	2.296	2.206	2.922	3.997	1.950	1.900
Nigeria.....	42.511	58.235	61.868	84.552	36.415	58.684
Sierra-Leone.....	4.979	5.941	6.746	8.207	3.718	5.045
Total des impor- tations de l'Afrique occidentale anglaise.....	81.440	110.806	119.515	160.078	69.912	99.561

Tableau IV (suite)

Région, pays et monnaie	1948	1949	1950	1951		1952
				année entière	premier semestre	premier semestre
IMPORTATIONS (suite)						
Afrique orientale						
<u>anglaise c/(milliers</u>						
<u>de livres sterling) : b/</u>						
Kenya ^{d/}	29.520	37.266	31.706	53.817	23.812	27.750
Ouganda ^{d/}	9.000	12.317	15.358	22.122	10.162	12.389
Tanganyika ^{d/}	20.045	25.522	24.170	28.113	11.514	17.764
Total des importations de l'Afrique orientale anglaise	58.565	75.103	71.233	104.052	45.488	57.903
Afrique centrale						
<u>anglaise (milliers</u>						
<u>de livres sterling) : e/</u>						
Nyassaland ^{d/}	4.340	5.592	7.543	7.293	3.408	4.027
Rhodésie du Nord ^{d/ f/}	17.327	23.393	29.380	39.914	18.408	20.237
Rhodésie du Sud ^{d/ f/}	46.791	59.938	64.636	94.197	42.765	48.298
Total des importations de l'Afrique centrale anglaise	68.458	88.923	101.559	141.404	64.581	72.562
Autres territoires						
<u>britanniques (milliers</u>						
<u>de livres sterling)</u>						
Ile Maurice	10.317	11.486	13.185	15.209	6.031	8.702
Somalie anglaise	1.046	852	1.217	1.636	728	949
Total des importations des pays indiqués appartenant à la zone sterling....	219.866	287.172	306.709	422.399	186.740	239.677

Tableau IV (suite)

Région, pays et monnaie	1948	1949	1950	1951		1952
				année entière	premier semestre	premier semestre

IMPORTATIONS (suite)

<u>Soudan anglo- égyptien (milliers de livres égyptiennes)</u>	22.153	23.474	27.038	41.986	15.966	31.384
<u>Ethiopie^{g/} (milliers de dollars éthiopiens)</u>	112.055	90.475	74.433	95.264	52.614	60.293
<u>Union Sud-Africaine^{f/} (milliers de livres sud-africaines)</u>	388.879	346.755	337.583	516.856	252.009	253.497

EXPORTATIONS

Afrique du Nord
française (millions
de francs métropolitains)

Algérie	90.121	94.330	116.596	134.102	64.089	72.760
Maroc (Protectorat français)	38.212	54.448	66.403	88.159	42.930	53.019
Tunisie	12.690	27.249	39.553	35.212	22.541	16.161
Total des exportations pour la zone du franc métropolitain	141.023	176.027	222.552	257.473	129.560	141.940

Tableau IV (suite)

Région, pays et monnaie	1948	1949	1950	1951		1952
				année entière	premier semestre	premier semestre

EXPORTATIONS (suite)

Afrique tropicale
française (millions
de francs CFA) :

Afrique Equatoriale française	6.177	6.501	7.254	10.996	3.485	3.569
Afrique Occidentale française	18.472	27.401	30.965	38.704	25.012	26.230
Cameroun sous admi- nistration française	4.283	6.741	8.191	11.372	7.144	6.561
Togo sous adminis- tration française	1.168	845	1.528	2.699	1.501	1.229
Total des exportations pour l'Afrique tropi- cale française	30.100	41.488	47.938	63.771	37.142	37.589

Autres territoires
français (millions
de francs CFA) :

Madagascar ^{a/}	6.111	7.607	12.432	13.487	5.611	5.384
Réunion	2.248	3.282	3.321	4.475	2.142	2.460
Total des expor- tations pour les pays indiqués appartenant à la zone du franc CFA ..	38.459	52.377	63.691	81.733	44.895	45.433

Côte française
des Somalis

(millions de francs de Djibouti)	1.018	1.490	1.384	1.241 ^{h/}	1.188 ^{h/}	1.078
---	-------	-------	-------	---------------------	---------------------	-------

Congo belge et
Ruanda-Urundi
(millions de francs
du Congo belge)

11.756	10.636	13.033	19.350	8.732	9.417
--------	--------	--------	--------	-------	-------

Tableau IV (suite)

Région, pays et monnaie	1943	1949	1950	1951	1952	
				année entière	premier semestre	premier semestre
EXPORTATIONS (suite)						
<u>Afrique portugaise</u> (millions d'escudos) :						
Angola	1.439	1.793	2.169	3.189	1.319	1.102
Mozambique	992	967	1.064	1.255	495	532
Total des expor- tations pour les pays indiqués de l'Afrique portugaise	2.431	2.760	3.233	4.444	1.814	1.634
<u>Afrique occidentale anglaise</u> (milliers de livres sterling) : b/						
Côte de l'Or	49.866	43.160	67.667	82.687	57.811	50.350
Gambie	2.239	2.534	2.286	3.369	2.337	3.940
Nigeria	62.532	81.068	90.922	130.373	73.267	68.375
Sierra-Leone	3.904	4.681	6.930	10.045	4.591	5.520
Total des expor- tations pour l'Afrique Occi- dentale anglaise	118.541	131.443	167.805	226.474	138.006	128.185
<u>Afrique Orientale anglaise</u> c/(milliers de livres sterling) : b/						
Kenya ^{d/}	12.100	13.007	19.359	27.049	13.814	18.016
Ouganda ^{d/}	13.920	23.527	20.872	47.440	26.399	26.510
Tanganyika ^{d/}	15.756	19.786	23.450	39.521	17.450	23.303
Total des expor- tations pour l'Afrique Orien- tale anglaise ...	41.746	56.320	71.680	114.011	58.163	67.829

Tableau IV (suite)

Région, pays et monnaie	1948	1949	1950	1951	1952	
				année entière	premier semestre	premier semestre
EXPORTATIONS (suite)						
<u>Afrique centrale</u> <u>anglaise (milliers</u> <u>de livres sterling) : e/</u>						
Nyassaland ^{d/}	4.212	4.730	5.052	5.899	2.725	2.895
Rhodésie du Nord d/	28.623	33.282	50.068	67.086	32.126	40.433
Rhodésie du Sud d/	24.673	29.166	41.765	45.683	20.872	23.874
Total des exportations pour l'Afrique centrale anglaise	57.508	67.178	96.835	118.668	55.723	67.202
<u>Autres territoires</u> <u>britanniques (milliers</u> <u>de livres sterling) :</u>						
Ile Maurice	10.991	12.634	11.538	17.875	5.671	4.984
Somalie anglaise ..	450	565	731	899	332	376
Total des exportations pour les pays indiqués appartenant à la zone sterling	229.234	268.140	348.639	477.927	257.895	268.576
<u>Soudan anglo-égyptien</u> <u>(milliers de livres</u> <u>égyptiennes)</u>						
	23.874	27.429	33.112	63.899	28.976	22.632
<u>Ethiopie^{g/} (milliers</u> <u>de dollars éthiopiens)</u>						
	85.655	71.176	66.470	110.447	75.796	65.776
<u>Union Sud-Africaine^{1/}</u> <u>(milliers de livres</u> <u>sud-africaines)</u>						
	136.834	156.841	252.348	343.220	179.551	168.416

(Notes du Tableau IV)

Source : Nations Unies, Bulletin mensuel de statistique, février 1953.

Commerce général pour tous les territoires dépendant du Royaume-Uni, la Rhodésie du Sud, l'Union Sud-Africaine et l'Ethiopie; commerce spécial pour tous les autres territoires. Les exportations ne comprennent pas l'or, sauf pour les territoires français autres que l'Afrique équatoriale française (voir note 1/).

- a/ Y compris les îles Comores.
- b/ La monnaie locale en Afrique occidentale anglaise est la livre de l'Afrique occidentale; en Afrique orientale anglaise, c'est la livre de l'Afrique orientale. Ces monnaies sont émises par des instituts d'émission à Londres, et elles sont converties à 100 pour 100 en livres sterling.
- c/ Non compris les échanges et les transferts entre le Kenya, l'Ouganda et le Tanganyika.
- d/ Non compris les espèces avant le 2 octobre 1951.
- e/ La monnaie locale qui circule en Afrique centrale anglaise est la livre de Rhodésie du Sud, émise par l'Institut d'émission de Rhodésie du Sud à Salisbury et maintenue au pair avec la livre sterling.
- f/ Importations de la Rhodésie du Nord, de la Rhodésie du Sud et de l'Union Sud-Africaine ajustées à une valeur c.a.f. arbitraire (valeur f.o.b. majorée de 10 pour 100).
- g/ Années prenant fin le 10 septembre.
- h/ Non compris les provisions de bord et les combustibles de route (1.286 millions de francs de Djibouti en 1951).
- i/ Les chiffres des exportations de l'Union Sud-Africaine ne comprennent pas l'or en lingots, mais comprennent les minerais d'or, les concentrés et l'or demi-fini.

Tableau V. Importations des principales marchandises, par région, 1950 et 1951
(valeur en monnaie nationale)

A. Afrique du Nord française (millions de francs métropolitains)

Marchandise	Algérie		Maroc		Tunisie	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Importations totales	151.994	201.125 ^a	115.233	159.693 ^a	51.533	59.495
Dépendances alimentaires :						
Beurre et graisses végétales ..	3.100	6.480	1.712	2.764	215	382
Blé.....	1.733	4.952	1.335	2.100	...	...
Céréales, blé non compris	368	344	220	114	45	488
Sucre	9.076	10.085	13.975	15.671	3.045	4.187
Thé	553	885	4.311	4.870	1.184	2.008
Autres produits de base :						
Charbon	1.645	1.685	407	401	602	902
Ciment, etc.	900	737	1.394	3.044	169	379
Engrais	1.532	1.787	385	579	60	59
Produits chimiques	1.859	2.552	770	1.039	677	817
Produits pétroliers	7.887	9.165	6.287	8.719	3.123	3.951
Articles manufacturés :						
Articles d'habillement	1.851	2.246	1.713	2.061	765	673
Bois et produits dérivés	3.720	5.853	1.892	3.732	1.112	1.373
Cotonnades	7.806	7.641	6.617	8.643	4.102	3.679
Machines agricoles	1.621	1.435	995	1.188	774	729
Papier et articles en papier ..	3.294	5.874	1.579	2.919	866	1.505
Produits sidérurgiques	5.190	6.938	4.920	8.710	2.037	1.966
Véhicules et pièces détachées..	7.851	10.624	6.716	10.849	2.176	2.447

Tableau V (suite)

B. Afrique tropicale française (millions de francs CFA)

Marchandise	Afrique équatoriale française		Afrique occidentale française		Cameroun		Togo	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Importations totales	13.394	18.243	42.170	61.336	10.562	16.496	1.624	2.331
Denrées alimentaires :								
Boissons et vins	605	771	1.496	2.022	402	604	153	213
Farine	185	244	1.160	1.685	194	329	19	42
Riz	56	108	1.490	1.819	8	5	...	23
Sucre	232	472	1.788	2.145	68	148	75	117
Autres produits de base :								
Ciment, etc.	547	877	711	1.502	240	521	53	79
Produits pétroliers	973	1.521	1.564	2.478	508	614	56	107
Articles manufacturés :								
Articles en métal	639	778	1.775	2.631	444	900	...	81
Cotonnades	1.099	1.329	6.806	9.744	1.074	1.269	191	265
Machines	1.482	1.810	3.453	3.855	1.020	1.266	29	82
Outillage électrique ...	524	697	1.359	1.974	350	556	24	32
Produits sidérurgiques .	745	587	1.417	2.064	351	597	44	33
Quincaillerie et petit outillage	329	524	1.000	1.678	319	546	35	60
Véhicules	666	1.345	2.357	3.980	698	1.269	67	208

Tableau V (suite)

C. Congo belge et Ruanda-Urundi (millions de francs du Congo belge)

Marchandise	1950	1951
Importations totales	9.634	15.420
Dénrées alimentaires, total	953	1.297
Farine de blé	81	112
Poisson	235	339
Sel	52	46
Viande	91	158
Autres produits de base, total	726	1.109
Charbon	106	123
Ciment, etc.	111	200
Huiles minérales	348	547
Articles manufacturés, total	7.723	12.975
Articles d'habillement	291	650
Articles en métal	1.045	2.019
Machines	1.797	2.789
Tissus	846	1.571
Véhicules et pièces détachées	1.477	2.224

Tableau V (suite)

D. Afrique occidentale anglaise (milliers de livres sterling)

Marchandise	Côte de l'Or		Nigeria		Sierra Leone	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Importations totales	44.276 ^a	63.326	61.868	94.552	6.746	8.207
Dénrées alimentaires, boissons et tabac						
Dénrées alimentaires, total	6.047	9.884	4.114	7.135	690	922
Farine	1.172	1.541	672	811	143	170
Sel	...	...	797	1.455	35	81
Sucre	812	1.139	665	833	125	136
Viande et poisson	1.726	2.617	718	2.049	67	105
Boissons	1.409	2.090	1.139	2.169	245	373
Tabac	1.135	1.509	1.885	1.731	366	362
Autres produits de base :						
Ciment, etc.	1.151	2.200	1.098	2.562	117	226
Produits pétroliers	2.560	3.259	3.469	5.022	281	320
Articles manufacturés :						
Articles en métal	1.164	1.728	5.060	6.635	471	612
Cotonnades	8.536	10.787	14.148	14.898	1.577	1.644
Machines	3.072	3.240	2.735	4.068	350	431
Produits sidérurgiques	2.646	4.260	2.420	4.329	241	331
Tissus en soie artificielle	1.133	1.795	2.560	4.791	131	243
Voitures automobiles et bicyclettes	4.582	4.768	7.820	8.344	370	442

Tableau V (suite)

E. Afrique orientale anglaise (milliers de livres sterling)

Marchandise	Kenya		Ouganda		Tanganyika	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Importations totales	31.706	53.275 ^{a/}	15.358	22.420 ^{a/}	24.170	28.010 ^{a/}
Dentrées alimentaires, boissons et tabac	2.327	3.433	743	1.475	1.259	1.540
Autres produits de base :						
Combustibles et lubrifiants ...	4.282	7.080	831	1.029	1.921	1.977
Minéraux non métalliques	1.731	2.246	665	1.218	1.391	1.855
Produits chimiques	1.506	2.214	363	619	714	1.049
Articles manufacturés :						
Articles d'habillement	2.099	4.089	931	1.511	893	1.594
Articles en métal	4.635	7.991	2.189	3.058	3.601	3.907
Articles textiles	3.311	8.176	3.971	5.924	4.539	6.606
Machines et véhicules	8.464	12.248	4.219	5.119	7.946	6.828

Tableau V (suite)

F. Afrique centrale anglaise (milliers de livres sterling)

Marchandise	Nyassaland		Rhodésie du Nord		Rhodésie du Sud	
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Importations totales ...	7.543	7.293	26.710 ^{b/}	35.377 ^{b/}	58.761 ^{b/}	85.634 ^{b/}
Dénrées alimentaires, boissons et tabac :						
Dénrées alimentaires, total	1.158	401	1.956	3.143	5.290	9.054
Blé	819 ^{c/}	(45 ^{c/}	188	453	1.023	1.139
Maïs			14	451	1.023	2.725
Sucre	134	72	285	394	700	1.347
Boissons	77	80	497	368	510	545
Autres produits de base :						
Essence minérale, huiles lubrifiantes et fuel oil	296	279	...	...	1.686	1.982
Huiles, cires, résines, peintures, etc. ....	...	...	1.382	2.023	...	...
Minéraux non métalliques	333	256	1.424	1.868	1.484	2.478
Produits chimiques, engrais, etc.	237	259	649	893	1.779	2.571
Articles manufacturés :						
Articles d'habillement	165	219	1.370	2.100	3.822	4.963
Articles en métal	771	794	4.967	5.447	10.553	15.182
Cotonnades	1.298	1.389	1.240	1.800	3.000	5.000
Machines	585	485	6.100	6.900	8.000	10.000
Matériel de chemin de fer	235	267	...	...	2.521	1.540
Véhicules automobiles	839	968	1.195	1.960	3.687	5.387

Tableau V (suite)

G. Union Sud-Africaine (milliers de livres sud-africaines)

Marchandise	1950	1951
Importations totales	307.376 ^{a/ b/}	469.869 ^{b/}
Dépendances alimentaires, boissons et tabac :		
Dépendances alimentaires, total	19.786	19.397
Blé	6.247	3.710
Cacao	361	1.071
Café	4.868	4.052
Thé	4.277	4.623
Boissons	360	568
Tabac	936	1.261
Autres produits de base :		
Bois, non manufacturé	7.055	11.386
Caoutchouc, non manufacturé	4.430	10.745
Diamants bruts	7.367	6.065
Engrais	2.296	2.414
Glycérine	438	1.322
Huiles minérales	25.007	28.539
Papier	7.386	16.443
Articles manufacturés :		
Articles en aluminium, en cuivre, en étain, en plomb et en zinc et produits sidérurgiques : barres, tôles minces, tôles fortes, tubes, etc.	15.718	26.998
Chaudières industrielles	1.722	3.693
Dynamos, génératrices, moteurs et fournitures électriques	6.426	8.010
Fil métallique	1.397	4.141
Machines et outillages agricoles	5.310	12.142
Machines-outils	1.487	2.232
Moteurs et pièces détachées	1.038	1.682
Tissus en coton, en rayonne et en laine	40.902	75.599
Véhicules automobiles et pièces détachées	16.432	28.059

Sources : Ministère de la France d'outre-mer et Institut national de la statistique et des études économiques, Bulletin mensuel de statistique d'outre-mer (Paris), septembre-octobre 1952; Banque du Congo belge, Bulletin mensuel d'informations générales et revue des marchés de la Banque du Congo belge (Bruxelles), avril 1952; Côte de l'Or, Economic and Statistical Bulletin of the Gold Coast (Accra), août 1952; The External Trade of the Gold Coast (Accra); Ministère des finances, A Survey of Some Economic Matters (Accra), février 1952; Nigeria, Trade Report for 1950 (Lagos); Department of Statistics, Nigeria Trade Summary (Lagos), décembre 1951; Department of Commerce and Industries, Handbook of Commerce and Industries, 1952 (Lagos); Sierra Leone, Trade Report for 1951 (Freetown); East Africa High Commission Statistical Department, East African Economic and Statistical Bulletin, (Nairobi), juin 1952; Colonial Office du Royaume-Uni, Information on Nyassaland, transmis en application de l'Article 73 e de la Charte des Nations Unies; Nyassaland, The External Trade of Nyassaland; Rhodésie du Nord, Central African Office of Statistics, Economic and Statistical Bulletin, février 1952; Rhodésie du Sud, Central African Office of Statistics, Economic and Statistical Bulletin of Southern Rhodesia (Causeway), février 1952; Union Sud-Africaine, Department of Customs and Excise, Monthly Abstract of Trade Statistics (Prétoria), janvier-décembre 1951.

a/ Le total est légèrement différent du chiffre révisé qui figure au tableau IV.

b/ Données communiquées en valeur f.o.b.

c/ Céréales et farines.

Tableau VI. Exportations des principales marchandises, par région, 1950 et 1951
(Milliers de tonnes; valeur en monnaie nationale)

Pays et marchandise	Quantité		Valeur			
	1950	1951	1950 Montant	Pourcen- tage du total	1951 Montant	Pourcen- tage du total
A. Afrique du Nord française (millions de francs métropolitains)						
<u>Algérie, total.....</u>			116.596	100	121.430 ^{a/}	100
<u>Produits d'origine animale et végétale:</u>						
Agrumes.....	164,8	191,4	5.051	4	4.794	4
Alfa.....	133,4	169,2	1.381	1	4.720	4
Céréales, non compris le blé.....	253,3	204,6	4.814	4	5.673	5
Cuir et peaux.....	4,0	5,7	1.330	1	2.562	2
Farine.....	112,5	144,4	5.900	5	7.854	6
Huile d'olive.....	7,8	8,7	1.294	--	2.001	1
Légumes, non compris les pommes de terre.	167,8	148,8	6.191	5	4.727	4
Liège.....	48,5	57,3	2.124	2	3.713	3
Pommes de terre.....	91,3	133,3	2.818	2	2.677	2
Tabac.....	15,3	18,8	2.648	2	3.621	3
Vin.....	1.221,4	996,4	52.497	45	37.525	31
<u>Minéraux</u>						
Minéral de fer.....	2.483,2	2.722,4	4.141	4	5.557	5
Phosphates.....	592,2	695,4	1.487	1	2.113	2
<u>Maroc, total.....</u>			66.403	100	86.172 ^{a/}	100
<u>Produits d'origine animale et végétale:</u>						
Agrumes.....	137,8	111,9	3.912	6	3.656	4
Conserves de poisson..	57,6	40,0	8.983	14	7.551	9
Cuir.....	1,4	2,6	996	1	2.039	2
Fibres.....	56,3	60,1	1.250	2	1.531	2
Légumes.....	141,1	126,5	4.437	7	4.833	6
Liège.....	25,5	31,2	643	1	1.367	2
Maïs et orge.....	333,4	370,2	5.577	8	9.778	11
<u>Minéraux :</u>						
Cobalt.....	--	7,0	--	--	567	1
Minéral de fer.....	289,7	545,0	300	--	681	1
Minéral de manganèse..	267,3	353,4	2.399	4	3.915	5
Minéral de plomb.....	58,9	53,5	2.177	3	2.804	3
Phosphates.....	4.142,3	4.450,2	12.777	19	16.878	20

Tableau VI(suite)

Pays et marchandise	Quantité		Valeur			
	1950	1951	1950		1951	
			Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total
Tunisie, total.....			39.826 ^{a/}	100	35.212	100
Produits d'origine animale et végétale :						
Agrumes.....	14,4	11,5	430	1	360	1
Alfa.....	141,0	164,9	1.767	4	5.278	15
Blé.....	143,9	44,9	2.539	6	1.480	4
Huile d'olive.....	73,9	12,8	11.550	29	3.674	10
Légumes.....	53,6	13,1	1.330	3	437	1
Orge.....	189,0	62,9	3.799	10	1.502	4
Vin.....	36,5	39,9	1.518	4	1.541	4
Minéraux :						
Minéral de fer.....	701,3	882,8	1.231	3	1.929	5
Minéral de plomb.....	21,4	22,9	2.038	5	3.124	9
Phosphates.....	1.688,4	2.091,8	4.216	11	5.745	16
Zinc.....	5,9	7,7	141	--	308	1
B. Afrique tropicale française (millions de francs CFA)						
Afrique équatoriale française,						
Total.....			7.926 ^{b/a/}	100	11.405 ^{b/a/}	100
Produits d'origine végétale.....						
Bois.....	258,3	282,7	1.974	25	3.174	28
Cacao.....	2,4	2,2	110	1	244	2
Café.....	4,7	4,2	575	7	646	6
Coton et graines de coton.....	24,0	27,0	3.427	43	4.929	43
Minéraux :						
Diamants.....	135,6 ^{c/}	147,5 ^{c/}	223	3	245	2
Or.....	1,4 ^{d/}	1,6 ^{d/}	323	4	309	3
Afrique occidentale française,						
Total.....			30.965	100	38.698 ^{a/}	100
Amandes palmistes.....	84,5	75,3	2.233	7	2.596	7
Arachides décortiquées	200,3	166,7	5.781	19	6.319	16
Bananes.....	68,7	70,0	1.007	3	1.128	3
Bois.....	109,9	131,0	643	2	1.057	3
Cacao.....	61,8	55,5	4.714	15	6.152	16
Café.....	57,7	62,9	7.143	23	9.683	25
Huile d'arachide.....	71,4	53,4	5.241	17	5.349	14
Huile de palme.....	11,8	14,5	469	2	945	2

Tableau VI (suite)

Pays et marchandise	Quantité		Valeur			
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
			Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total
B. Afrique tropicale française (millions de francs CFA) (suite)						
<u>Cameroun, total</u>			8,191	100	11,372	100
Amandes palmistes.....	28,8	27,2	785	10	1,077	9
Bananes.....	48,0	55,1	1,023	12	1,012	9
Bois.....	77,3	78,7	410	5	558	5
Cacao.....	43,7	48,8	3,977	49	5,842	51
Café.....	7,7	8,7	1,083	13	1,497	13
<u>Togo, total</u>			1,528	100	2,699	100
Amandes palmistes.....	12,7	7,5	343	22	266	10
Arachides décortiquées	2,1	3,5	65	4	145	5
Cacao.....	4,2	5,3	415	27	641	24
Café.....	1,2	3,4	142	9	550	20
Coprah.....	4,5	6,2	149	9	289	11
Coton et graines de coton.....	0,5	2,2	59	4	370	14
C. Congo belge et Ruanda-Urundi (millions de francs du Congo belge)						
<u>Total</u>			13,378 ^{b/}	100	19,877 ^{b/}	100
<u>Produits d'origine</u> <u>végétale, total</u>			6,418	48	9,685	49
Amandes palmistes.....	85,8	87,5	587	4	842	4
Bois.....	104,4	129,9	175	1	238	1
Café.....	33,4	35,4	1,279	10	1,710	9
Caoutchouc.....	8,2	12,2	187	1	694	3
Coton.....	51,0	41,2	1,781	13	2,105	11
Huile de palme.....	132,0	132,0	1,333	10	2,430	12
Tourteaux.....	13,9	27,2	31	...	80	...
<u>Minéraux, total</u>			6,665	50	9,769	49
Cassitérite.....	16,4	14,0	1,012	8	1,406	7
Concentrés de zinc bruts.....	129,6	168,6	228	2	646	3
Cuivre.....	166,9	183,9	3,189	24	4,750	24
Diamants.....	9,7 ^{e/}	10,3 ^{e/}	496	4	582	3
Étain.....	4,0	2,7	337	3	387	2
Minéral de cobalt.....	9,0	9,8	727	5	994	5
Minéral de manganèse..	14,2 ^{d/}	65,7 ^{d/}	13	...	71	...
Or.....	10,7 ^{d/}	11,4 ^{d/}	598	4	766	4

Tableau VI (suite)

Pays et marchandise	Quantité		Valeur			
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
			Montant	Pourcen- tage du total	Montant	Pourcen- tage du total
D. Afrique occidentale anglaise (milliers de livres sterling)						
<u>Côte de l'Or, total</u>			75.216 ^{f/}	100	89.268 ^{f/}	100
<u>Produits d'origine</u>						
<u>végétale :</u>						
Bois.....	207,0	200,6	3.885	5	5.022	66
Cacao.....	271,7	229,6	54.604	73	60.310	68
<u>Minéraux :</u>						
Bauxite.....	117,0	143,3	223		247	
Diamants.....	932,4	1.632,0 ^{c/}	1.837	2	5.703	6
Mineral de manganèse	722,4	845,0	5.008	7	7.416	8
Or.....	705,0 ^{g/}	692,0 ^{g/}	8.719	12	8.564	10
<u>Gambie, total</u>			2.286	100	3.369	100
Arachides	41,8	38,3	2.107	92	2.679	80
<u>Nigeria, total</u>			88.487 ^{f/}	100	126.907 ^{f/}	100
<u>Produits d'origine</u>						
<u>animale et végétale</u>						
Amandes palmistes.	423,1	352,6	16.694	19	21.890	17
Arachides.....	322,0	143,6	15.237	17	10.144	8
Bananes.....	57,9	73,0	1.746	2	2.203	2
Bois.....	198,1	361,7	2.499	3	5.575	4
Cacao.....	101,8	123,4	18.984	21	36.565	29
Caoutchouc.....	13,6	21,2	2.834	3	8.154	6
Coton brut et bourre de coton.....	12,8	15,6	2.975	3	5.316	4
Cuir et peaux....	14,0	14,2	6.380	7	7.914	6
Huile de palme....	175,8	152,1	12.072	14	14.143	11
<u>Minéraux :</u>						
Mineral d'étain...	11,6	11,9	6.020	7	8.974	7
<u>Sierra-Léone, total</u> ..			6.661 ^{f/}	100	9.855 ^{f/}	100
<u>Produits d'origine</u>						
<u>végétale:</u>						
Amandes palmistes	72,4	76,3	2.278	34	4.550	46
Arachides.....	3,5	3,7	100	2	189	2
Cacao.....	1,6	1,8	117	2	526	5
Fibres de piassava	5,4	6,2	273	4	283	3
Gingembre.....	2,3	3,3	564	8	772	8
Huile de palme....	1,9	3,2	105	2	261	3
Noix de cola.....	1,1	1,5	106	2	182	2
<u>Minéraux :</u>						
Diamants.....	638,0 ^{c/}	477,0 ^{c/}	...	...	...	...
Mineral de chrome.	14,1	12,1	94	1	116	1
Mineral de fer....	1.160,9	1.203,7	...	...	...	...

(Tableau VI suite)

Pays et marchandise	Quantité		Valeur			
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
			Montant	Pourcen- tage du total	Montant	Pourcen- tage du total
E. Afrique orientale anglaise (milliers de livres sterling)						
<u>Kenya</u> , total			17.182 ^f /	100	24.068 ^f /	100
<u>Produits d'origine animale et végétale</u>						
Bois.....	19,3	30,5	510	3	857	4
Café.....	10,4	10,1	3.549	21	4.096	17
Coton brut.....	1,3	1,8	228	1	986	4
Cuir et peaux...	5,9	4,8	1.939	11	2.156	9
Extrait d'acacia	24,5	22,6	979	6	1.264	5
Maïs.....	31,5	20,3	720	4	667	3
Sisal, fibre et filasse.....	36,6	39,6	4.061	24	6.948	29
Thé.....	4,2	4,2	1.334	8	1.397	6
<u>Minéraux :</u>						
Carbonate de soude	102,6	126,0	861	5	1.184	5
<u>Ouganda</u> , total :....			28.669 ^f /	100	47.197 ^f /	100
<u>Produits d'origine animale et végétale</u>						
Aliments du bétail	16,2	22,3	276	1	415	1
Café.....	32,4	44,4	8.332	29	13.654	29
Coton brut.....	63,2	62,8	16.698	58	28.742	61
Cuir et peaux...	2,1	2,2	737	3	1.184	2
Haricots et pois.	7,1	6,1	203	1	226	--
Noix et graines oléagineuses....	54,9	36,6	1.106	4	1.121	2
Sisal.....	1,0	1,0	107	--	194	--
Thé.....	1,0	0,9	244	1	265	1
<u>Tanganyika</u> , total....			23.763 ^f /	100	39.343 ^f /	100
<u>Produits d'origine animale et végétale</u>						
Bois.....	13,2	16,3	342	1	490	1
Café.....	15,2	16,8	3.471	15	4.503	12
Coton.....	7,1	8,4	1.443	6	2.767	7
Cuir et peaux...	5,5	4,1	1.378	6	1.674	4
Haricots et pois.	9,1	11,2	322	1	472	1
Noix et graines oléagineuses....	20,3	22,4	675	3	1.540	4
Sisal.....	120,9	144,3	11.846	51	23.689	60
<u>Minéraux :</u>						
Or.....	65 ^h /	66 ^h /	808	4	820	2

(Tableau VI suite)

Pays et marchandise	Quantité		Valeur			
	1950	1951	1950	1951	Pourcen- tage du total	Pourcen- tage du total
			Montant	Montant		
F. Afrique centrale anglaise (milliers de livres sterling)						
<u>Nyassaland, total</u>			4.980 ^{f/1/}	5.769 ^{f/1/}	100	100
Bourre de coton.....	1,6	1,1	335	330	7	6
Cuir et peaux.....	0,1	0,2	6	45	--	1
Huile d'abrasin.....	0,3	0,2	46	64	1	1
Maïs.....	..	13,5	...	360	--	6
Planchettes pour caisses d'emballage.....	1,7	1,2	32	24	1	--
Soya.....	0,2	0,4	6	21	--	--
Tabac.....	11,0	12,4	2.767	2.733	56	47
Thé.....	6,9	7,1	1.691	2.029	34	35
<u>Rhodésie du Nord, total</u>			49.400 ^{f/}	66.396 ^{f/}	100	100
<u>Produits d'origine animale et végétale</u>						
Peaux de bovins.....	2,1	2,1	340	419	1	1
Tabac non manufacturé..	2,9	4,7	1.004	1.639	2	2
<u>Minéraux :</u>						
Alliage de cobalt.....	1,8	1,7	530	515	1	1
Cuivre noir.....	221,0	189,9	31.588	35.005	64	53
Cuivre électrolytique cathodique.....	9,2	35,0	1.453	6.528	3	10
Cuivre électrolytique en barres pour tréfilerie.....	63,4	70,4	9.589	13.725	19	21
Plomb en lingots et en saumons.....	12,6	11,8	1.334	1.926	3	3
Zinc en lingots.,,.....	23,0	22,6	2.631	5.699	5	9
<u>Rhodésie du Sud, total</u>			40.754 ^{f/}	42.015 ^{f/}	100	100
<u>Produits d'origine animale et végétale :</u>						
Conserves de viande....	1,1	1,7	225	413	---	1
Peaux de bovins.....	7,2	8,4	1.424	2.391	3	6
Tabac non manufacturé..	40,5	30,6	17.266	13.584	42	32
<u>Minéraux :</u>						
Amiante brut.....	66,9	62,0	5.190	5.101	13	12
Charbon.....	797,1	891,9	417	527	1	
Minéral de chrome.....	241,8	305,4	1.661	2.182	4	
Or.....	...	...	6.489	6.108	16	1

(Tableau VI suite)

Pays et marchandise	Quantité		Valeur			
	1950	1951	1950	1951	1950	1951
			Pourcen-	Pourcen-	Montant	Montant
			tage du	tage du	total	total
F. Afrique centrale anglaise (milliers de livres sterling) (suite)						
<u>Articles manufacturés</u>						
Articles d'habillement			1.951	5	2.827	
Chaussures.....	896,6 ^k /	1.072,2 ^k /	242	1	339	
Cigarettes.....	0,5 ^l /	0,6 ^l /	498	1	652	
Cotonnades.....	2.250,7 ^l /	3.676,8 ^l /	197	--	334	
Machines.....			158	--	272	
G. Union Sud-Africaine (milliers de livres sud-africaines)						
Total....			228.740 ^l /	100	309.762 ^l /	100
<u>Produits d'origine</u>						
<u>animale et végétale :</u>						
Confitures.....	10,6	22,1	786	--	1.751	1
Cuir et peaux.....	31,5	23,6	9.250	4	10.293	3
Ecorce d'acacia et						
extrait.....	133,6	126,8	4.370	2	6.007	2
Fruits, agrumes.....	147,3	143,6	6.517)	6	3.911)	4
Fruits, autres que les	82,9	86,1	5.989)		7.288)	
agrumes.....						
Laine et suint et laine						
désuintée.....	89,8	87,7	62.226	28	74.707	24
Maïs.....	19,6	166,8	378	--	5.287	2
Poisson	11,1	12,0	2.089	1	2.384	1
Sucre.....	63,1	61,6	2.101	1	1.810	1
<u>Minéraux:</u>						
Amiante.....	92,1	114,4	5.102	2	6.985	2
Charbon de frêt et de	2.945,6	1.956,2	5.543	2	3.715	1
scoute						
Concentrés d'antimoine	12,3	21,7	810	...	2.962	1
Cuivre en saumons et en						
lingots.....	34,5 ^g /	29,6 ^g /	5.503	2	7.219	2
Diamants taillés	114 ^g /	117 ^g /	8.119)		9.832)	
Diamants bruts	2.920 ^g /	4.483 ^g /	12.015)	9	15.379)	8
Minéral de chrome.....	491,7	515,3	1.451	1	1.587	1
Minéral de manganèse..	696,1	585,8	3.187	1	3.155	1
Or demi-fini.....	...	...	29.874	13	44.655	15
<u>Articles manufacturés:</u>						
Articles d'habillement,						
vêtements de dessus...	...	...	2.180	1	3.161	1
Chaussures.....	1.279 ^k /	1.512 ^k /	1.240	1	1.731	1
Machines et pièces						
détachées.....	...	...	3.593	2	5.088	2
Pneumatiques et chambres						
à air.....	7,2	7,3	2.923	1	4.336	1
Vaisselle en or, en						
argent et en plaqué..	...	...	3.918	2	20.634	7
Voitures automobiles et						
camions.....	4.308 ^m /	6.148 ^m /	2.335	1	3.646	1

Sources : Voir le tableau V; Gambie, Trade Report (Bathurst) 1951.

- a/ Les totaux sont légèrement différents des chiffres révisés qui figurent au tableau IV.
- b/ Y compris l'or;
- c/ Milliers de carats.
- d/ Milliers de kilogrammes.
- e/ Millions de carats.
- f/ Exportations d'origine, or compris.
- g/ Milliers d'onces de fin.
- h/ Milliers d'onces troy.
- i/ Non compris l'or en lingots.
- j/ Milliers de paires.
- k/ Milliers de yards.
- l/ Exportations d'origine, y compris les concentrés d'or, le minerai d'or et l'or demi-fini, non compris l'or en lingots.
- m/ Nombre d'unités.

Tableau VII. Commerce de certains pays avec
la métropole, 1950 et 1951

(Valeur en monnaie nationale)

Pays, monnaie et année	Commerce avec la métropole					Solde des échanges avec le reste du monde
	Importations	Exportations	Solde	Importations en pourcentage du total pour la région	Exportations	

Afrique du Nord française (millions de francs métropolitains)

<u>Algérie :</u>						
1950	123.341	85.145	-38.196	81,1	73,0	2.799
1951	151.778	80.266	-71.512	75,5	66,1	-8.183

<u>Maroc :</u>						
1950	69.902	24.274	-45.628	60,7	36,6	-3.202
1951	90.904	35.575	-55.329	56,9	41,3	-18.197

<u>Tunisie :</u>						
1950	40.218	18.382	-21.836	78,1	46,2	10.129
1951	45.063	15.907	-29.156	75,8	45,2	4.873

Commerce total avec la

<u>France :</u>						
1950	233.461	127.801	-105.660	73,2	57,4	9.726
1951	287.745	131.748	-155.997	68,5	54,3	-21.507

Afrique tropicale française (millions de francs CFA)

<u>Afrique équatoriale française :</u>						
1950	8.540	5.110	-3.430	63,8	64,5	-2.038
1951	11.347	8.267	-3.080	62,2	72,5	-3.758

<u>Afrique occidentale française :</u>						
1950	28.510	21.870	-6.640	67,6	70,6	-4.565
1951	45.067	27.564	-17.503	73,5	71,2	-5.135

Tableau VII (suite)

Pays, monnaie et année	Commerce avec la métropole					Solde des échanges avec le reste du monde
	Impor- tations	Expor- tations	Solde	Impor- tations en pourcentage du total pour la région	Expor- tations	
<u>Cameroun :</u>						
1950	7.246	4.747	-2.499	68,5	58,0	128
1951	11.622	6.857	-4.765	70,5	60,3	-359
<u>Togo :</u>						
1950	942	828	-114	58,0	54,2	18
1951	1.267	1.974	707	54,4	73,1	-339
<u>Commerce total avec la France :</u>						
1950	45.238	32.555	-12.683	66,8	67,0	-6.457
1951	69.303	44.662	-24.641	70,4	69,6	-9.591
<u>Congo belge et Ruanda-Urundi (millions de francs du Congo belge)</u>						
<u>Commerce total avec l'Union économique belgo-luxembourgeoise</u>						
1950	3.779	7.966 ^{a/}	4.187	39,2	58,4	-190
1951	6.181	11.450 ^{a/}	5.269	40,1	56,9	-573
<u>Afrique occidentale anglaise (milliers de livres sterling)</u>						
<u>Côte de l'Or :</u>						
1950	26.912	30.651	3.739	56,1	40,1	24.668
1951	33.504	37.839	4.335	52,9	41,5	23.623
<u>Gambie :</u>						
1950	1.749	2.200	451	59,9	55,0	-1.087
1951	2.399	3.074	675	95,3	91,2	-1.303
<u>Nigeria :</u>						
1950	37.024	71.455	34.431	59,8	79,2	-6.076
1951	43.467	97.411	53.944	52,2	74,7	-7.987

Tableau VII (suite)

Pays, monnaie et année	Commerce avec la métropole					Solde des échanges avec le reste du monde
	Impor- tations	Expor- tations	Solde	Impor- tations en pourcentage du total pour la région	Expor- tations	
<u>Sierra-Leone :</u>						
1950	4.310	5.541	1.231	63,9	79,7	-1.028
1951	5.154	8.414	3.260	62,8	83,6	-1.398
<u>Commerce total avec le Royaume-Uni :</u>						
1950	68.246	107.647	39.401	58,5	62,0	17.564
1951	82.125	143.664	61.539	52,7	62,0	14.238
<u>Afrique orientale anglaise (milliers de livres sterling)</u>						
<u>Kenya :</u>						
1950	19.605	7.290	-12.315	57,5	35,2	-1.026
1951	22.322	7.539	-14.783	41,9	27,6	-11.178
<u>Ouganda :</u>						
1950	8.182	8.209	27	53,1	28,4	13.450
1951	10.268	14.223	3.955	45,8	30,0	21.052
<u>Tanganyika :</u>						
1950	13.405	10.160 ^{b/}	-3.245	55,9	41,7	3.601 ^{b/}
1951	12.521	16.251	3.730	44,7	40,3	8.598
<u>Commerce total avec le Royaume-Uni :</u>						
1950	41.192	25.659	-15.533	56,1	34,7	16.025
1951	45.111	38.013	-7.098	43,5	33,0	18.472
<u>Afrique centrale anglaise^{c/} (milliers de livres sterling)</u>						
<u>Nyassaland :</u>						
1950	3.648	3.300	-348	50,4	65,3	-1.843
1951	3.548	3.923	375	48,6	66,5	-1.770

Tableau VII (suite)

Pays, monnaie et année	Commerce avec la métropole					Solde des échanges avec le reste du monde
	Importations	Exportations	Solde	Importations en pourcentage du total pour la région	Exportations	
<u>Rhodésie du Nord :</u>						
1950	10.613 ^{d/}	23.869	13.256	39,8	47,7	10.102
1951	12.342 ^{d/}	38.893	26.551	34,9	58,0	5.158
<u>Rhodésie du Sud :</u>						
1950	27.661 ^{d/}	22.592	-5.069	47,0	46,8	-5.552
1951	37.046 ^{d/}	20.059	-16.987	43,2	38,7	-16.974
<u>Commerce total avec le Royaume-Uni :</u>						
1950	41.922	49.761	7.839	45,2	48,1	2.709
1951	52.936	62.875	9.939	41,2	50,4	-13.585

Sources : Bulletin mensuel de statistique d'outre-mer, (Paris) septembre-octobre 1952; Bulletin mensuel d'informations générales et Revue des marchés de la Banque du Congo belge (Bruxelles) avril 1952; Côte de l'Or, Economic and Statistical Bulletin of the Gold Coast, N° 24 (Accra), août 1952; Gambia, Trade Report for the year 1951 (Bathurst); Nigeria, Nigeria Trade Summary, vol. 36, (Lagos) décembre 1951; Department of Statistics, Trade Report for the Year 1950; Department of Commerce and Industries, Handbook of Commerce and Industries, (Lagos) 1952; Sierra-Leone, Trade Report (Freetown) 1951; Afrique orientale anglaise, East African Economic and Statistical Bulletin, N° 16, (Nairobi) juin 1952; Nyassaland, Nations Unies, renseignements transmis par le Royaume-Uni en application de l'Article 73 e) de la Charte, 1951; Central African Statistical Office, The Trade of Northern Rhodesia, 1951, (Lusaka) 1952; Northern Rhodesia Economic and Statistical Bulletin, vol. IV, N° 11, (Lusaka) février 1952; Colonial Report on Northern Rhodesia, 1951, p. 108; Central African Statistical Office, Economic and Statistical Bulletin of Southern Rhodesia, vol. XIX, N° 22, 21 février 1951.

Tableau VII (suite)

Sources (suite) :

Les exportations comprennent les réexportations et l'or. Les totaux peuvent être légèrement différents des chiffres révisés donnés au tableau VI.

- a/ Y compris les marchandises à destination de l'Union économique belgo-luxembourgeoise entreposées temporairement dans les ports de Beira et de Lobito.
- b/ Non compris l'or, l'argent et les diamants exportés en 1949, pour une valeur de 698.000 livres sterling, qui sont compris dans le 1950 Trade Report.
- c/ Y compris le territoire autonome de Rhodésie du Sud.
- d/ Importations en valeur f.o.b.

Tableau VIII. Commerce avec les Etats-Unis
(Valeur en monnaie nationale)

Pays et année	Valeur			Pourcentage du commerce total du pays	
	Importations en provenance des Etats-Unis	Exportations à destination des Etats-Unis	Solde	Importations	Exportations
<u>Afrique du Nord française (millions de francs métropolitains)</u>					
<u>Algérie :</u>					
1950	6.967	1.456	-5.511	4,6	1,2
1951	9.537	2.289	-7.248	4,7	1,9
<u>Maroc :</u>					
1950	9.448	1.083	+8.365	8,2	1,6
1951	13.220	2.199	-11.021	8,3	2,6
<u>Tunisie :</u>					
1950	2.879	962	-1.917	5,6	2,4
1951	2.343	483	-1.860	3,9	1,4
<u>Afrique tropicale française (millions de francs CFA)</u>					
<u>Afrique équatoriale française :</u>					
1950	1.727	11	-1.716	13,0	0,1
1951	1.944	27	-1.917	10,7	0,2
<u>Afrique occidentale française :</u>					
1950	3.924	657	-3.267	9,3	2,1
1951	3.099	654	-2.445	5,1	1,7
<u>Cameroun :</u>					
1950	967	229	-738	9,2	2,8
1951	1.047	608	-439	6,3	5,3
<u>Togo :</u>					
1950	114	-	-114	7,0	-
1951	88	-	-88	3,8	-
<u>Congo belge et Ruanda-Urundi (millions de francs du Congo belge)</u>					
1950	2.391	1.755 ^{a/}	-636	24,8	12,9
1951	3.445	2.601 ^{a/}	-844	22,3	12,9

Tableau VIII (suite)

Pays et année	Valeur			Pourcentage du commerce total du pays	
	Importations en provenance des Etats-Unis	Exportations à destination des Etats-Unis	Solde	Importations	Exportations
<u>Afrique occidentale anglaise (milliers de livres sterling)</u>					
<u>Côte de l'Or :</u>					
1950	2.683	23.022	20.339	5,6	30,1
1951	3.432	28.465	25.033	5,4	31,2
<u>Gambie :</u>					
1950	79	-	-79	3	-
1951	151	3	-148	4	-
<u>Nigeria :</u>					
1950	2.502	13.211	10.709	4,0	14,6
1951	3.716	18.343	14.627	4,5	14,1
<u>Sierra-Leone</u>					
1950	132	511	379	2	7,3
1951	254	626	372	3,1	6,2
<u>Afrique orientale anglaise (milliers de livres sterling)</u>					
<u>Kénya :</u>					
1950	1.607	2.309	702	4,7	11,1
1951	1.490	2.697	1.207	2,8	9,9
<u>Ouganda :</u>					
1950	688	2.642	1.954	4,5	9,1
1951	807	2.380	1.573	3,6	5,0
<u>Tanganyika :</u>					
1950	1.528	2.216	688	6,4	9,1
1951	1.001	7.023	6.022	3,6	17,4
<u>Afrique centrale anglaise (milliers de livres sterling)</u>					
<u>Nyassaland :</u>					
1950 :	605	151	-454	7,7	3,0
1951 :	164	71	-93	2,3	1,2

Tableau VIII (suite)

Pays et année	Valeur			Pourcentage du commerce total du pays	
	Importations en provenance des Etats-Unis	Exportations à destination des Etats-Unis	Solde	Importations	Exportations
<u>Rhodésie du Nord :</u>					
1950	1.959 ^{b/}	10.822	8.863	7,3	21,3
1951	2.071 ^{b/}	6.460	4.389	5,9	9,6
<u>Rhodésie du Sud :</u>					
1950	2.886 ^{b/}	2.478	-408	4,9	5,1
1951	4.235 ^{b/}	2.185	-2.050	4,9	4,2
<u>Union Sud-Africaine (milliers de livres sud-africaines)</u>					
1950	49.237 ^{b/}	21.211 ^{c/}	-28.026	16,0	8,7
1951	90.920 ^{b/}	35.325 ^{c/}	-55.595	19,4	10,5

Source : Voir le tableau VII; Union Sud-Africaine, Department of Customs and Excise, Monthly Abstract of Trade Statistics (Prétoria) janvier-décembre 1951.

Les exportations comprennent les réexportations et l'or.

a/ Y compris les marchandises à destination des Etats-Unis entreposées temporairement dans les ports de Beira et de Lobito.

b/ Importations f.o.b.

c/ Non compris les provisions de bord, les espèces et l'or en lingots.

Tableau IX. Union Sud-Africaine : Commerce avec les pays d'Afrique,
1950 et 1951

(milliers de livres sud-africaines)

Pays	1950			1951		
	Imports a/	Exports tions	Solde	Imports tions a/	Exports tions	Solde
Territoires britanniques :						
Afrique occidentale anglaise	836	880	44	2.619	1.140	1.479
Kénya.....	590	1.796	1.206	900	2.385	1.485
Maurice (île).....	6	490	484	11	691	680
Nyassaland	123	450	327	218	547	329
Ouganda	1.335	108	1.227	1.408	256	1.152
Rhodésie du Nord	4.665	7.500	2.835	9.253	10.718	1.465
Rhodésie du Sud	4.681	19.867	15.186	6.799	30.743	23.944
Ste-Hélène	-	26	26	-	41	41
Sud-Ouest Africain	4.721	10.574	5.853	5.534	14.069	8.535
Tanganyika	881	762	119	1.109	891	218
Zanzibar.....	30	103	73	43	73	30
Total, territoires bri- tanniques	17.868	42.556	24.688	27.894	61.554	33.660
Pourcentage du commerce total de l'Union Sud-Africaine..	5,8	17,4		5,9	18,3	
Autres pays d'Afrique						
Angola	1.034	84	950	914	160	754
Congo belge	6.214	2.014	4.200	6.594	3.085	3.509
Maroc	1.292	550	742	1.339	353	986
Mozambique	1.503	2.371	868	1.930	3.381	1.451
Soudan anglo-égyptien	31	175	144	25	355	330
Total autres pays d'Afrique	10.074	5.194	4.880	10.802	7.334	3.468
Pourcentage du commerce total de l'Union Sud-Africaine..	3,3	2,1		2,3	2,2	
Tous pays d'Afrique	27.942	47.750	19.808	38.696	68.888	30.192
Pourcentage du commerce total de l'Union Sud-Africaine..	9,1	19,5		8,2	20,5	

Source : Union Sud-Africaine, Department of Customs and Excise,
Monthly Abstract of Trade Statistics, (Prétoria), janvier-décembre 1951.

a/ Importations en valeur f.o.b.

Tableau X. Union Sud-Africaine : Transactions internationales,
 1949, 1950 et 1951

(millions de livres sud-africaines)

	1949	1950	1951
<u>Transactions courantes :</u>			
Exportations f.o.b.	140	209	276
Importations f.o.b.	-314	-305	-467
Solde....	-174	-96	-191
Or non monétaire (valeur nette).....	114	147	149
Produit des investissements (montant net des paiements -)	- 31	- 35	- 42
Revenu privé (montant net des recettes).....	...	2	3
Autres services	- 23	- 18	- 27
Transactions courantes (valeur nette)	-114	---	-109
<u>Mouvements de capitaux et d'or monétaire (valeur nette) :</u>			
Capitaux privés, y compris erreurs et omissions (valeur nette)	50	53	65
Etablissements publics et bancaires :			
A long terme	89	17	5
A court terme (augmentation +)	-26	-45	37
Or monétaire (augmentation -)	7	-25	2
Mouvements de capitaux et d'or monétaire (valeur nette)	114	---	109

Source : Fonds monétaire international, Balance of Payments Yearbook
 (Washington, D.C.), vol. 3, 1949/50 et vol. 4, 1950/51.

Tableau XI. Union Sud-Africaine : Financement des transactions internationales par région, 1949, 1950 et 1951
(millions de livres sud-africaines)

	Zone sterling			Régions autres que la zone sterling						Non ventilées		
				Zone dollar			Autres régions					
	1949	1950	1951	1949	1950	1951	1949	1950	1951	1949	1950	1951
Transactions :												
Exportations.....	63	97	136	21	38	51	54	71	89	2	-1	...
Importations	-156	-159	-218	-114	-77	-130	-42	-69	-119	-2	...	...
Solde	-93	-62	-82	-93	-39	-79	12	2	-30	--	-1	...
Mouvements d'or non monétaire (valeur nette).....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	114	147	148
Services, dons privés et mouvements de capitaux, y compris erreurs et omissions (valeur nette)....	23	26	28	-12	-1	-17	-17	-19	-12	4	...	...
Déficit (-) ou excédent	-70	-36	-54	-105	-40	-96	-5	-17	-42	116	146	148
Financement intergouvernemental spécial .....	...	...	...	...	...	42/	...	...	...	--	--	--
Financement international de compensation :												
Règlements multilatéraux...	-45	-15	-44	41	7	3	4	8	41			
Remboursement du prêt d'or au Royaume-Uni.....	80	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts et crédits nouveaux	3	10	...	...	4	5	...	3	...	...	...	...
Emploi des ressources du Fonds monétaire international (montant net)....	...	...	...	...	...	-4	...	...	...	...	...	...
Autre passif à court terme.	...	...	1	...	...	...	...	...	...	...	1	...
Actif à court terme	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
(augmentation -)	-25	-33	31	1	-13	9	...	...	-4	-114	-147	-148
Or monétaire (augmentation -)	57	74	66	63	42	79	1	6	5	-116	-147	-148
Total	70	36	54	105	40	96	5	17	42			

Source : Fonds monétaire international, Balance of Payments Yearbook, vol. 3 et vol. 4.
a/ Prêt de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Tableau XII. Congo belge et Ruanda-Urundi : Crédits budgétaires affectés à l'exécution du plan décennal, 1948 à 1952
(millions de francs du Congo belge)

	Prévisions totales du plan	Crédits budgétaires				Total, 1948 à 1952
		1948	1949	1950	1951 (estimation)	
Colonie et FBEL ^{a/}						
Rubriques annuelles:						
Colonie	2.408	--	--	488	349	386
FBEL		--	12 ^{b/}	41 ^{b/}	45 ^{b/}	78
Rubriques triennales:						
Colonie	16.128,5	45	240	6.312	1.375	2.394
FBEL		--	113 ^{b/}	127 ^{b/}	129 ^{b/}	91
Total, colonie..	18.536,50	45	240	6.800	1.724	2.780
Total, FBEL		--	124 ^{b/}	160 ^{b/}	174 ^{b/}	168
OTRACO ^{c/}						
Autorisations d'engagements	--	--	2.941	199	1.443	4.291
Crédits de paiement supplémentaires	--	--	344	72	--	--
Total OTRACO	3.161,80	--	3.285	271	1.443	4.291
REGIDESCO ^{d/}						
Office des cités indigènes	1.616,50	--	251	319	180	326
Dépenses totales	25.550,80	45	3.900	7.746	3.521	7.565
						22.777

Source : Bulletin de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi (Bruxelles), juillet 1952.

a/ Fonds de bien-être indigène.

b/ Dépenses engagées.

c/ Office d'exploitation des transports coloniaux.

d/ Régie de distribution d'eau et d'électricité du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

Tableau XIII. Congo belge et Ruanda-Urundi : Crédits, dépenses engagées et dépenses effectives au titre du plan décennal au 31 décembre 1950 et au 31 décembre 1951.
(millions de francs du Congo belge)

Budget	Crédits prévus jusqu'au 31 décembre 1951	Dépenses engagées		Dépenses liquidées	
		au 31 décembre 1950	au 31 décembre 1951 ^{a/}	au 31 décembre 1950 ^{a/}	au 31 décembre 1951
Congo belge	8.806	827	3.711	372	1.667
OTRACO ^{b/}	4.999	1.600 ^{a/}	3.434	934	2.140
REGIDESO ^{c/}	750	213 ^{a/}	483	194 ^{a/}	425
Fonds de bien-être indigène ..	466 ^{d/}	292	466	180	375
Office des cités indigènes ..	188	96	147	52	83
Total	15.209	3.032	8.246	1.732	4.690

Source : Bulletin de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, juillet 1952.

a/ Estimation.

b/ Office d'exploitation des transports coloniaux.

c/ Régie de distribution d'eau et d'électricité du Congo belge et du Ruanda-Urundi.

d/ Dépenses engagées.

Tableau XIV. Congo belge et Ruanda-Urundi : Crédits, dépenses engagées et dépenses effectives au titre du plan décennal, par grande catégorie, 1950 et 1951

(millions de francs du Congo belge)

Catégorie	Crédits 1950 et 1951	Dépenses engagées		Dépenses liquidées	
		au 31 décembre 1950	au 31 décembre 1951	au 31 décembre 1950	au 31 décembre 1951
Transports par rail	25,3	--	--	--	--
Transports par route	2.116,9	145,1	470,0	10,1	143,2
Transports par eau	770,9	35,5	111,6	13,7	53,9
Transports par air	774,5	16,1	325,2	12,8	16,8
Urbanisme et construction	1.935,6	150,8	1.035,2	34,0	442,0
Silos et entrepôts	137,0	--	0,6	--	0,1
Cartographie et géodésie	39,3	--	16,0	--	4,0
Géologie et hydrologie	24,1	9,4	11,5	2,4	7,5
Météorologie	42,5	13,2	22,5	1,8	9,3
Télécommunications	98,9	17,2	46,7	3,0	25,3
Production et distribution d'électricité	500,0	42,0	122,0	24,0	116,0
Enseignement	644,2	77,8	122,2	59,2	83,3
Services médicaux	802,3	52,2	204,3	16,0	53,3
Immigration et colonat	200,0	--	199,0	--	199,0
Lutte antipalustre et cultures	143,5	25,8	52,2	7,8	20,2
Prospection et reboisement des forêts	21,4	4,5	5,8	3,2	4,5
Pêche et pisciculture	29,1	4,3	12,4	0,6	5,0
Traitement des produits agricoles	66,2	0,2	40,6	--	32,9
Elevage	16,2	0,1	2,7	--	0,6
INEAC	153,6	61,8	42,8	33,3	34,3
Total	8.521,5	664,0	2.844,1	221,9	1.252,7

Source : Bulletin de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi, juillet 1952.

a/ Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge.

Tableau XV. Territoires britanniques : Plans de développement approuvés au 31 mars 1952
(milliers de livres sterling)

Territoire	Total	Colonial		Prêts	Ressources locales	Total des prêts et des ressources locales
		Development and Welfare Fund				
Côte de l'Or	74.791	3.000		23.000	48.791	71.791
Gambie	2.130	1.500		200	430	630
Kenya	35.490	3.500		16.500	15.490	31.990
Maurice (île)	6.052	1.638		4.538	1.676	6.214
Nigeria	52.245	23.739		15.267	13.239	28.506
Nyasaland	12.292	2.974		3.000	6.318	9.318
Ouganda	28.500	2.500		2.000	24.000	26.000
Rhodésie du Nord ...	33.278	2.778		9.000	21.500	30.500
Sierra-Leone	10.695	2.900		5.000	2.795	7.795
Somalie anglaise ...	750	750		---	---	---
Tanganyika	24.450	5.349		9.000	10.101	19.101
Zanzibar	1.430	900		---	530	530

Source : Royaume-Uni, The Colonial Territories, 1951-1952, Cmd. 8553 (Londres).

Tableau XVI. Afrique du Nord française : Dépenses au titre du plan de développement, 1951 et 1952
(millions de francs métropolitains)

	1951				1952			
	Algérie	Tunisie	Maroc	Total	Algérie	Tunisie	Maroc	Total
Développement économique :								
Agriculture et remise en état du sol	3.699	2.032	4.424	10.155	5.075	2.450	4.403	11.928
Hydraulique	8.266	5.251	7.582	21.099	11.653	6.528	4.935	23.116
Electricité et gaz	17.725	1.670	14.406	33.801	16.322	2.312	5.236	27.870
Charbon	275	--	3.837	4.112	224	--	575	799
Etudes des ressources minérales	2.590	2.370	1.923	6.883	2.255	2.510	4.437	9.202
Equipe ment industriel	1.078	100	--	1.178	1.720	50	289	2.059
Grandes routes	3.466	928	1.961	6.355	3.507	450	1.730	5.687
Ports de mer	1.148	1.092	2.320	4.560	1.800	625	4.595	7.020
Aéroports	702	5	227	934	300	20	200	520
Chemins de fer	4.600	1.350	2.960	8.910	5.760	1.400	1.890	9.050
Télécommunications	1.237	433	2.770	4.440	1.965	350	2.041	4.376
Divers	96	50	433	579	--	--	1.085	1.085
Total	44.362	15.281	42.043	103.006	50.601	16.695	35.416	102.712
Développement culturel et social :								
Education	4.867	1.111	4.307	10.285	6.446	1.100	3.773	11.319
Santé publique	2.084	448	2.017	4.549	3.200	500	2.200	5.900
Logement	5.314	350	5.068	11.232	7.900	1.150	9.500	18.550
Divers	--	--	--	--	--	--	305	305
Total	12.765	1.909	11.392	26.066	17.546	2.750	15.773	36.074
Administration	2.267	560	1.568	4.403	3.079	750	1.437	5.266
Reconstruction	--	2.205	--	2.205	--	3.100	--	3.100
Total général	52.914	19.963	55.003	135.680	71.226	23.295	52.631	147.152

Source : Commissariat général du plan de modernisation et d'équipement, Cinq ans d'exécution du plan de modernisation et d'équipement de l'Union française (Paris) 1952.

Tableau XVII. Afrique du Nord française : Dépenses budgétaires et dépenses hors budget au titre des plans de développement.

1949 à 1952

(Milliards de francs métropolitains)

Pays et catégorie	1949	1950	1951	1952 estimation
<u>Algérie :</u>				
Budget ordinaire	32,6	38,8	44,2	53,8
Hors budget	7,5	13,6	15,7	17,4
Total	40,1	52,4	59,9	71,2
<u>Maroc :</u>				
Budget ordinaire	19,2	25,7	34,5	31,4
Hors budget	17,8	18,2	21,3	21,2
Total	37,0	43,9	55,8	52,6
<u>Tunisie :</u>				
Budget ordinaire	11,2	14,1	14,6	18,5
Hors budget	3,9	10,7	5,3	4,8
Total	15,1	24,8	19,3	23,3
<u>Total :</u>				
Aux prix en vigueur à l'époque considérée ..	92,2	121,2	135,0	147,1
Aux prix en vigueur à la fin de 1951	147,0	182,0	162,0	147,1

Source : Cinq ans d'exécution du plan de modernisation et d'équipement de l'Union française, 1952.

Tableau XVIII. Territoires français situés au sud du Sahara : engagements de dépenses, dépenses prévues et dépenses effectives au titre des plans de développement, 1950 à 1952 (totaux cumulatifs, en millions de francs métropolitains)

Catégorie et territoire	Total cumulatif		
	Au 30 juin 1950	Au 30 juin 1951	Au 30 juin 1952
<u>Autorisation d'engagement :</u>			
Afrique Equatoriale française	23.538,4	33.048,8	36.133,2
Afrique occidentale française	77.149,8	93.417,1	101.934,1
Cameroun sous administration française	17.207,5	25.245,9	32.771,7
Côte française des Somalis	3.011,1	4.025,9	4.503,4
Iles Comores	518,7	646,7	1.430,7
Madagascar	19.355,1	23.747,3	23.763,9
Togoland sous administration française	3.168,2	4.454,2	4.975,4
Total	143.948,8	184.585,9	205.517,4
Crédits de la section générale a/	14.705,9	22.218,8	31.689,2
Total général	158.654,7	206.804,7	237.206,6
<u>Crédits de paiement :</u>			
Afrique Equatoriale française	9.546,8	23.601,8	29.241,8
Afrique occidentale française	40.464,4	60.849,1	72.531,0
Cameroun sous administration française	11.711,5	18.140,9	23.708,7
Côte française des Somalis	1.804,7	2.703,0	3.632,9
Iles Comores	433,9	433,9	886,9
Madagascar	9.947,5	11.645,1	15.772,0
Togoland sous administration française	1.930,0	2.843,5	3.590,1
Total	75.838,8	120.217,3	149.363,4
Crédits de la section générale a/	11.964,1	20.693,9	29.730,7
Total général	87.802,9	140.911,2	179.094,1

Tableau XVIII. Territoires français situés au sud du Sahara : engagement de dépenses, dépenses prévues et dépenses effectives au titre des plans de développement, 1950 à 1952 (totaux cumulatifs, en millions de francs métropolitains) (suite)

Catégorie et territoire	Total cumulatif		
	Au 30 juin 1950	Au 30 juin 1951	Au 30 juin 1952
<u>Versements effectués :</u>			
Afrique équatoriale française	4.574,4	13.038,0	18.171,7
Afrique occidentale française	4.574,4	34.205,2	42.419,5
Cameroun sous administration française	4.700,9	10.374,3	14.625,4
Côte française des Somalis	1.090,4	2.032,4	2.577,8
Iles Comores	77,2	138,9	176,3
Madagascar	4.515,9	7.628,8	10.040,8
Togoland	1.043,1	2.010,2	2.236,1
Total	37.936,3	69.427,8	90.249,6
Versements de la section générale ^{a/}	8.313,6	15.609,4	19.345,6
Total général	46.249,9	85.037,2	109.595,2
			22.228,1
			48.146,6
			18.111,4
			3.145,7
			441,8
			12.670,1
			2.478,9
			111.191,6
			24.274,5
			135.466,1

Source : Ministère de la France d'Outre-mer, Bulletin mensuel de statistique d'Outre-mer (Paris).

a/ Une petite fraction de ce montant est affectée à des territoires situés hors d'Afrique.